



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 4 NOVEMBRE 1922.

QUEBEC, SATURDAY, 4TH NOVEMBER, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES:

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

4249

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.
4250

Government House.

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner —SALUT:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procureur-
général.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3237 des Statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, ordonner en tout temps, la tenue, dans tout district, d'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi siégeant comme tribunal en matière criminelle;

ATTENDU que le terme de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction criminelle pour le district de Rimouski, à Rimouski, a été fixé au 22ième jour de mars, de chaque année;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi, siégeant en première instance dans l'exercice de sa juridiction criminelle, pour le district de Rimouski, soit tenu le 28ième jour de novembre 1922 et les jours suivants.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 3237 des Statuts refondus de Québec, 1909, qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi, en matière criminelle, soit tenu dans le district de Rimouski, le 28ième jour de novembre 1922, et les jours suivants.

De tout ce que dessus, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS in and by virtue of the provisions of article 3237 of the Quebec Revised Statutes, 1909, the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, direct an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown side, to be held in and for any district;

WHEREAS the term of the Court of King's Bench, Crown side, for the district of Rimouski, at Rimouski, has been fixed on the 22nd day of March of each year;

WHEREAS it is in the interest of the proper administration of justice, that an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown side, for the district of Rimouski, be held the 28th day of November, 1922, and the following days.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, we have proclaimed and directed, and, by these presents, proclaim and direct, in accordance with the provisions of article 3237 of the Quebec Revised Statutes, 1909, that an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown side, be held in the district of Rimouski, the 28th day of November, 1922, and the following days.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent

icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE l'an de grâce mil neuf cent vingt-deux et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
4813 ALEXANDRE DESMEULES.

and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of of QUEBEC, this THIRTY FIRST day of OCTOBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and in the thirteenth year of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,
4814 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"J.-A. Roberge, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1922, constituant en corporation: François-Xavier Champagne, huissier, Emile Poissant, étudiant en droit, et Adrien Deschatelets, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'importation et d'exportation, en gros et en détail, de foin, grains, farines de toutes sortes et en général de toutes graminées, denrées, légumes et autres produits végétaux; de bois, charbon et autres combustibles et produits minéraux; de lait, de beurre, de crème, de fromage et autres comestibles, et produits animaux; de tous tels produits naturels ou fabriqués et de tous autres produits ou fabrications dans lesquelles entrent quelques-uns des produits ci-haut énumérés;

Faire, comme commerçant, manufacturier ou autrement, tout autre genre d'affaires que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus ou qui pourront directement ou indirectement donner de la valeur, protéger et rendre profitables les propriétés, les entreprises ou les droits de la compagnie;

Exercer l'industrie de constructeurs pour les fins de la compagnie; faire les assurances nécessaires à la compagnie;

Vendre ou en disposer autrement, les constructions, entreprises, et propriétés de cette compagnie, en tout ou en partie, et en acquérir de quelque manière que ce soit, de toute autre personne ou compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, licences, franchises, et autres privilèges conférant des droits exclusifs ou non, limités ou illimités, ou tout secret ou autres informations relatives à quelques inventions qui puissent paraître utiles pour les fins de la compagnie, ou dont l'acquisition pourrait bénéficier à la compagnie, et en user et les développer, et s'en servir de toutes façons pour les mettre à profit dans l'intérêt de la compagnie;

S'amalgamer ou s'associer avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Letters patent

"J.-A. Roberge, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1922, incorporating: François Xavier Champagne, bailiff; Emile Poissant, student at law, and Adrien Deschatelets, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of importers and exporters of hay, grain, flour of all kinds and generally of all cereals, foodstuffs, vegetables and other mineral products; wood, coal and other fuel and general products; milk, butter, cream, cheese and other eatables and animal products; of all natural or manufactured products and of all other products or manufactures in which any of the aforementioned products enter;

To carry on as trader, manufacturer or otherwise any other kind of business which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above objects or which may seem calculated to directly or indirectly enhance the value, of, protect and render profitable the property, undertakings or rights of the company

To carry on the business of builders for the company's purposes; place the insurance necessary for the company;

To sell or otherwise dispose of the constructions, undertakings and property of this company, in whole or in part, and in any manner whatever to acquire the same from any other person or company having objects altogether or partly similar to those of the company;

To apply for, buy or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, licenses, franchises and other privileges conferring any exclusive or non-exclusive, limited or unlimited rights, or any secret or other information as to any invention which may seem conducive to the company's objects or the acquisition of which may seem calculated to benefit the company, and to utilize develop, exercise the same in any way for turning the same into account in the interest of the company;

To amalgamate or unite with any other companies having objects in whole or in part similar to those of this company;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables;

Faire toutes autres choses qui peuvent paraître nécessaires ou utiles à la compagnie, pour le développement de ses entreprises et l'obtention de ses fins;

Faire toutes les opérations ci-dessus et toutes autres opérations subsidiaires qui en découlent, et les faire à titre de principal, ou agent, ou entrepreneur, soit seule, soit en société avec d'autres personnes ou compagnies, le tout en autant que telles autres opérations pourraient paraître utiles pour les fins de cette compagnie, sous le nom de "J.-A. Roberge, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4743

C.-J. SIMQRD.

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable instruments;

To do any other things which may seem necessary or suitable to the company for the development of its undertaking and the attainment of its purposes;

To do all the above operations and any other subsidiary operations incidental thereto, as principal or agent or contractor and either alone or in partnership with other persons or companies, the whole in so far as such operations may seem useful for the company's purposes, under the name of "J.-A. Roberge, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of October, 1922.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie d'Aqueduc de Lac Bouchette, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1922, constituant en corporation: Aimé Gaudreault, Joseph Gauthier, Henri Dumais, marchands, Joseph Larouche, contre-maître, William Lapointe, menuisier, tous de Lac Bouchette, comté du Lac Saint-Jean, P.Q., dans les buts suivants:

Acquérir, construire, louer, vendre ou autrement acquérir, disposer et exploiter un ou plusieurs aqueducs pour fins d'alimentation, de protection contre le feu ou toutes autres fins, en cette province, après avoir obtenu les permissions nécessaires des municipalités et des propriétaires intéressés. Construire et exploiter des canaux d'égouts et tout autre système de drainage;

Acquérir entr'autres propriétés l'aqueduc déjà existant à Lac Bouchette et appartenant à La Société d'Aqueduc, Lac Bouchette, ainsi que tout l'actif de la société;

Acheter, vendre, louer, échanger ou autrement acquérir et disposer tous biens meubles et immeubles nécessaires pour atteindre les fins pour lesquelles la compagnie a constituée en corporation;

Employer les fonds de la compagnie pour l'achat d'actions dans d'autres compagnies ou pour l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toute personne, société ou compagnie;

Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations, billets ou autres effets négociables de la compagnie, les donner en garantie, les escompter ou les vendre pour le prix jugé convenable par le bureau de direction; les bons ou obligations devront être pour une somme d'au moins cent piastres;

Hypothéquer, donner en garantie les immeubles de la compagnie, ou donner en garantie ou transporter les biens meubles de la compagnie ou donner toutes ces espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations et de tous emprunts faits par la compagnie;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou pour toutes acquisitions en actions libérées de la compagnie ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

"La Compagnie d'Aqueruc de Lac Bouchette, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1922, incorporating Aimé Gaudreault, Joseph Gauthier, Henri Dumais, merchants, Joseph Larouche, foreman, William Lapointe, joiner, all of Lac Bouchette, county of Lake Saint John, P.Q., for the following purposes:

To acquire, construct, lease, sell or otherwise acquire, dispose of and operate one or several waterworks for the supplying of water and fire protection or any other purposes, in this province, after having previously obtained the necessary permissions from interested municipalities and property owners. Construct and operate sewer and other drainage systems;

To acquire among other properties the waterworks already existing at Lake Bouchette and belonging to "La Société d'Aqueduc, Lac, Bouchette", together with all the assets thereof;

To buy, sell, lease, exchange or otherwise acquire or dispose of any moveable and immovable property conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated;

To apply the funds of the company to the purchase of shares in other companies or the acquisition of the assets and good-will of any person, partnership or company;

To borrow money upon the credit of the company, issue bonds, debentures, notes or other negotiable instruments of the company, pledge, discount or sell the same for such price as may be deemed convenient by the Board of Directors; the bonds or debentures not to be for a sum less than one hundred dollars;

Hypothecate, mortgage the immovables of the company or pledge or transfer the moveables of the company or give all the above kinds of securities to secure the payment of such bonds, debentures and of any loans of money made by the company;

To pay for all services rendered to the company or for any acquisitions in paid up shares of the company or partly in paid up shares and partly in cash;

Faire tous les actes et exercer tous pouvoirs ainsi que toute affaire incidentelle pour bien accomplir ou atteindre le but pour lequel cette compagnie a été incorporée, sous le nom de "La Compagnie d'Aqueduc de Lac Bouchette, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions communes de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Lac-Bouchette, comté de Lac-Saint-Jean, dans le district de Roberval, P.Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4747 C.-J. SIMARD.

To do all acts, exercise all powers and carry on any business incidental to the proper accomplishment and attainment of the object for which this company is incorporated, under the name of "La Compagnie d'Aqueduc de Lac Bouchette, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Lac Bouchette, county of Lake Saint John, in the district of Roberval, P.Q.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of October, 1922.

C. J. SIMARD,
4748 Assistant Provincial Secretary.

"Gozzie & Carmel, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1922, constituant en corporation: Antoine-Bernard Hamelin, avocat, de la cité d'Outremont; Melle Laurence Marcotte, sténographe, et Eugène Gozzi, marchand-tailleur, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

De faire le commerce de hardes faites, merceries en détail ou en gros, importer, exporter, acheter, vendre, tant en détail qu'en gros des marchandises à la verge pour les vendre dans le cours ordinaire du commerce et pour les confectionner en hardes faites pour hommes ou femmes et enfants, pour exercer le commerce de toute manière, suivant la loi de la province de Québec ou du Dominion;

Faire le commerce d'épicerie en détail ou en gros, faire des importations ou exportations dans ces lignes, ou exploiter une licence de bière ou de liqueurs, après avoir obtenu au préalable le permis des autorités compétentes suivant la loi de cette province;

Faire le commerce de ferronneries, de machineries, d'automobiles, d'accessoires d'automobiles ou de tout ce qui est du ressort de ce commerce, tout en gros qu'en détail;

Tenir un commerce général dans toutes les lignes ci-haut, et tenir un magasin départemental pour confection d'habits d'hommes et de femmes, épicerie, ferronneries, machineries, et faire aussi le commerce de décorateurs, d'entreprises de ménage dans les maisons privées et d'hôtels, ou autres maisons de logement, d'employer des menuisiers, des peintres, des décorateurs pour ces fins, et de prendre, à contrat ou autrement, des travaux pour ces fins pour faire ce commerce en général;

Acquérir dans les lignes ci-haut mentionnées des intérêts dans d'autres compagnies ayant le même objet que la présente compagnie, et de payer ces achats par des parts ou actions acquittées au fond social de la compagnie ou par argent ou d'acquitter ces achats partie par actions ou parts acquittées au fonds social de la compagnie et partie en argent, par effets commerciaux ou autrement;

Manufacturer, acheter, vendre, en gros ou en détail, suivant les lois et règlements de cette province, des produits en cannes, en boîtes ou conserves;

Manufacturer, acheter, vendre, en gros ou en détail, importer ou exporter des marchandises à la verge, des habits d'hommes, de dames et d'enfants;

"Gozzie & Carmel, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1922, incorporating: Antoine Bernard Hamelin, advocate, of the city of Outremont, Miss Laurence Marcotte, stenographer, and Eugène Gozzi, merchant taylor, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal in ready made clothing and men's furnishing retail or wholesale, import, export, buy, sell both retail and wholesale, goods by the yard to sell them in the ordinary course of business and to use them in ready made clothing for men or women and children and to carry on business in any manner, according to the laws of the Province of Quebec, or of the Dominion;

To deal in groceries, retail or wholesale, import or export the same or exploit a beer or liquor license after having previously obtained such license from competent authorities according to the laws of this province;

To deal in hardware, machinery, automobile and automobiles supplies, and in every thing connected with such business both wholesale and retail;

To carry on a general business in all the aforesaid lines, and to keep a departmental store for the making of wearing apparel for men and women, groceries, hardware, machinery and to carry on the business of decorators, furniture contractors for private houses and hotels or other dwelling houses, to employ joiners, painters, decorators for such purposes, and to undertake on contract or otherwise, works for such purposes and such general business;

To acquire, in the above mentioned lines, interests in other companies having the same object as the present company, and to pay for such purchases in paid up stock or shares on the capital stock of the company or in cash, or partly in paid up stock or shares in the capital stock of the company and partly in cash, commercial instruments or otherwise;

To manufacture, buy, sell, wholesale or retail, according to the laws and regulations of this province canned goods of all kinds;

To manufacture, buy, sell wholesale or retail, import or export merchandise by the yard, men, women and children wearing apparel;

Demander, maintenir, enregistrer, louer, acquérir, détenir ou vendre, disposer, octroyer des licences ou autrement faire valoir aucun brevet d'invention, marque de commerce, marque de fabrique, concession, ou choses de même nature nécessaires ou utiles pour aucune des fins de la compagnie;

Acheter, acquérir, accepter, détenir vendre et émettre des actions, débetures, obligations et autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation exerçant en tout ou en partie une industrie ou un commerce semblable à celui de cette compagnie, et payer, totalement ou partiellement, en espèces, actions, obligations ou débetures ou autres valeurs de la compagnie, garantir le paiement du principal ou des dividendes et intérêt de telles actions, obligations ou débetures ou autres valeurs, et pendant la possession de telles actions, capital, obligations, valeurs ou autres engagements, exercer tous les pouvoirs de voter en vertu d'eux par ses officiers dûment nommés comme une personne naturelle pourrait le faire ou ferait;

Gérer, exploiter, conduire comme gérant la propriété, franchise, entreprises ou affaires d'aucune corporation dont aucune des obligations actions ou débetures ou autres valeurs seront données par une autre compagnie, pour telles compensations qui seront jugées raisonnables;

Le tout sujet aux lois du Canada et sujet à permission devant être obtenue du gouvernement de cette province;

Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement acquérir, construire, installer, maintenir, utiliser, exploiter pour les fins de la compagnie, les immeubles, manufactures, machines, dépôts, entrepôts, garages ou autres choses semblables pour le fonds de l'industrie et du commerce de la compagnie;

Faire le commerce des immeubles en général, vendre à commission, accepter des hypothèques en paiement, revendre ces hypothèques et en faire le commerce en général;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en assistant à placer ou en garantissant le placement des actions, capital-actions, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie en rapport avec la formation ou la conduite de ses affaires;

Payer en espèces, actions acquittées et non sujettes à appel, partie en espèces et partie en actions, le coût et les frais pour l'obtention des lettres patentes de la compagnie;

Dans le cours ordinaire des affaires, tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables, faire toutes choses utiles et nécessaires pour atteindre normalement et justement les objets ci-dessus, sous le nom de "Gozzie & Carmel, Limitée, avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4745

C.-J. SIMARD.

"La Compagnie de Prêts & Placements, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date

To apply for, maintain, register, lease, acquire, hold or sell dispose of, grant licenses in respect of or otherwise turn to account any patent of invention, trade mark, trade name, concession or the like necessary or suitable for any of the company's purposes;

To buy, acquire, accept, hold and issue shares, debentures, bonds and other securities of any company or corporation carrying on in whole or in part a trade or business similar to that of this company, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or debentures or other securities of the company, guarantee the payment of the principal or dividends and interests of such shares, bonds or debentures or other securities, and while holding such shares, stock, bonds, securities or other obligations, to exercise all the rights of voting thereon through its officers duly appointed in the same manner as a natural person may or can do;

To manage, exploit, conduct as manager the property, franchises, undertakings or businesses of any corporation any of whose bonds, shares or debentures or other securities are given by another company, for such consideration as may be deemed expedient; The whole subject to the laws of Canada and subject to permission to be obtained from the government of this province;

To buy, sell, exchange, lease or otherwise acquire, construct, install, maintain, utilize, exploit for the purposes of the company the immovables, factories, machines, depots, warehouses, garages or other like works for the purposes of the trade and business of the company;

To carry on a general real estate business, sell on commission, accept hypothecs in payment for same, resell such hypothecs and generally deal with the same;

Remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of the shares, capital stock, bonds, debentures or other securities of the company or in or about the formation of the company or the conduct of its business.

To pay in cash, paid up and non assessable shares of the company, partly in cash and partly in shares, the cost and expenses for the obtention of the letters patent of the company;

In the ordinary course of business, to draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments, to do all things incidental and conducive to the normal and proper attainment of the above objects, under the name of "Gozzie & Carmel, limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of October, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4746

"La Compagnie de Prêts & Placements, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day

du dixième jour d'octobre 1922, constituant en corporation: Rosaire Beaudoin, avocat, Saint-Joseph, Beauce; Eudore Beaudoin, marchand, Broughton, Sta., Beauce; Josaphat Poulin, agent d'assurance, Beauceville, dans les buts suivants: Prêter de l'argent sur billets, hypothèques ou acheter sur le marché toute valeur pouvant constituer un placement;

Emprunter du public sur billet de la compagnie ou au moyen d'autres garanties;

Faire le commerce de courtage;

Faire le commerce en général, sous le nom de "La Compagnie de Prêts & Placements, Ltée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Saint-Joseph de Beauce, dans le district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4749

C.-J. SIMARD.

"The International Storage and Warehouse Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de septembre 1922, constituant en corporation l'honorable William James Shaughnessy et Chillion Graves Heward, Conseils du Roi, Rufus Clement Holden, fils, et Paul Phelps Hutchison, avocats et James Frederic Ransom Wilkes et Henry McLeod Hagues, étudiants en droit et Clarence Arnold, sténographe, tous de la cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire, entretenir, conduire et gérer les affaires d'emmagasineurs, gardiens de quais, entreposeurs et expéditeurs et faire aucun ou tous actes et choses incidentes ou découlant ou alliées aux dites affaires;

Posséder, louer, détenir, ériger et entretenir des débarcatères, jetées, môles, bassins et entrepôts, faire l'emmagasineage d'effets, denrées et marchandises; l'ancrage en lieux surs et l'accostage aux quais de vaisseaux, bateaux à vapeur et embarcations de toutes sortes et espèces et faire le chargement et le déchargement de leurs cargaisons;

Emettre des cécepissés de magasins, quais et entrepôts négociables et non négociables pour toutes sortes d'effets, denrées et marchandises, vaisseaux à vapeurs et embarcations de toutes sortes;

Percevoir, recevoir des droits d'accostage, quaiage et autres compensations;

Acheter, détenir, acquérir, vendre, louer, hypothéquer, grever et céder les biens réels et personnels, nécessaires ou convenables pour la conduite des affaires susdites;

Prêter des fonds sur les garanties d'effets, denrées, marchandises et autres propriétés ou la garantie des reçus, d'emmagasineage, quaiage et entreposage et payer à l'avance le fret, les droits, l'assurance contre le feu et l'assurance maritime, et gages de toutes sortes et espèces sur les effets, denrées et marchandises reçus en entrepôts, et pour les fins d'être entreposées ou expédiées sur la garantie desdits effets, denrées et marchandises ou sur la garantie des reçus de emmagasinage quaiage, et entreposage pour tels effets;

Solliciter, acheter ou acquérir autrement et dé-

of October, 1922, incorporating: Rosaire Beaudoin, advocate, Saint Joseph, Beauce, Eudore Beaudoin, merchant, Broughton, station, Beauce, Josaphat Poulin, insurance agent, Beauceville, for the following purposes:

To lend money on notes, hypothecs or buy on the market any securities fit for investments;

To borrow from the public on notes of the company or by way of other securities;

To carry on the brokerage business;

To carry on a general business, under the name of "La Compagnie de Prêts & Placements, Ltée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Saint-Joseph de Beauce, in the district of Beauce,

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of October, 1922.

C.-J. SIMARD,

Asistant Provincial Secretary.

4750

"The International Storage and Warehouse Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of September 1922, incorporating: Honourable William James Shaughnessy and Chillion Graves Heward, King's Counselors and Rufus Clement Holden, Jr., and Paul Phelps Hutchison, advocates and James Frederic Ransom Wilkes and Henry McLeod Hague, students at law and Clarence Arnold stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, maintain, conduct and manage the business of storage, wharfage, warehousing and forwarding and the doing of each and every act or acts, thing or things incidental to, or growing out of, or connected with said business;

To own, lease, hold, erect and maintain docks, bulk heads, piers, basins and warehouses. To carry on the business of storage of all kinds of goods, wares and merchandise; the storage and docking of ships, steam vessels and boats of every kind and description, and to carry on the business of loading and unloading the same;

To issue storage, dock and warehouse receipts negotiable and non-negotiable covering all kinds of goods, ware and merchandise, ships, steam vessels and boats of all kinds;

To collect and receive dockage, wharfage and storage dues and other compensation;

To purchase, hold, acquire, sell, lease, hypothecate, mortgage and convey real or personal property necessary for the convenient conducting of the aforesaid business;

To lend money on the pledge of goods, wares, merchandise and other property or on the pledge of storage, dock or warehouse receipts and to advance freights, duties, fire and marine insurance and liens of every kind and nature upon goods, wares and merchandise received on storage of for the purpose of being warehoused or forwarded upon the pledge of said goods, wares and merchandise, or upon the pledge of storage, dock or warehouse receipts therefor;

To apply for, purchase or otherwise acquire

tenir, utiliser (à bails, sous permies ou autrement) et exercer, développer et introduire et vendre, céder et louer des brevets, droits de brevets, marques de commerce, inventions, droits d'auteur, devis d'ingénieurs, plans, dessins, renseignements, patentes, droits de patentes, concessions et choses de même nature conférant tous droits exclusifs ou non exclusifs ou limités d'utiliser ou tous secrets ou autres renseignements au sujet de toute invention, procédé, matière aux choses qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, accorder des permis pour leur usage ou autrement en disposer ou les mettre en valeur;

Souscrire, acheter ou acquérir autrement d'aucune manière et posséder, détenir, vendre, avec ou sans garantie, et faire le commerce d'actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute corporation, compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblable à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie semblable à celle de cette compagnie ou toute industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et promouvoir, aider, subventionner ou autrement assister toute telle corporation ou entreprise;

Se fusionner ou faire toute autre convention pratique avec toute personne, compagnie ou entreprise, exerçant un commerce semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou un commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et gérer, exploiter et exercer les biens, entreprises et affaires de tel commerce et aussi l'acquérir y compris sa clientèle, ses droits, son passif et autres accessoires par l'achat, bail ou autrement;

Emettre, repartir et livrer comme entièrement acquittées et non sujettes à appel, les actions, débetures et autres valeurs de cette compagnie en paiement total ou partiel de toutes valeurs, droits ou choses qu'elle peut acquérir ou pour paiement total ou partiel de tous services rendus à la compagnie, soit en rapport avec sa promotion et son organisation ou ses affaires ou autrement;

Vendre, louer la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie et de ses biens, clientèle, droits et obligations de toutes sortes, en disposer ou en faire le commerce autrement pour telle considération que la compagnie jugera convenable, y compris les actions, débetures ou autres valeurs de toute autre corporation ayant des objets en tout ou en partie semblable à ceux de la compagnie et distribuer entre les actionnaires toutes telles valeurs ou autres considérations ainsi reçues;

Acquérir la clientèle, les biens, les droits et l'actif, soit en assumant ou non le passif, de toute personne, firme ou entreprise endettées envers la compagnie ou transigeant toutes affaires semblables à celles transigées par la compagnie ou pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et les payer en deniers comptants, en actions ou valeurs entièrement acquittées et non sujettes à appel de cette compagnie ou autrement;

Faire des avances de fonds à toutes compagnies dont les actions du capital, les bons ou autres obligations sont détenus en tout ou en partie par cette compagnie, ou garantir les obligations ou contrats ou aider autrement d'aucune manière telle compagnie et faire tous actes ou choses pour la préservation, l'administration, l'amélioration

and hold, use (on lease, license or otherwise) and exercise, develop and introduce and sell, assign, lease, grant, licenses in respect of or otherwise dispose of or turn to account any patents, patent rights, trade marks, inventions, copyrights, engineering data, drawings, designs, information, licenses, licensing rights concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited rights to use or any secret or other information as to any invention, process, matter or thing which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company;

To take, purchase or otherwise acquire in any way and to own, hold, sell, with or without warranty, and deal in the shares, debentures, bonds and other securities of any corporation, company or enterprise having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on business to that of the company or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to promote or contribute to or subsidize or otherwise assist any such corporation or enterprise;

To amalgamate or make other working arrangements with any person, company or enterprise carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on or business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to manage, operate and carry on the property, undertakings and affairs of any such business and to acquire the same including its goodwill, rights, liabilities and other accessories by purchase, lease or otherwise;

To issue, allot and deliver as fully paid up and non-assessable, the shares, debentures or other securities of this company in payment or part payment of any securities, rights or things that it can acquire or in payment or part payment for any services rendered to the company, whether in connection with its promotion and organization or its business or otherwise;

To sell, lease or otherwise dispose of or deal with the whole or any part of the undertaking of the company and of its assets and goodwill and rights and obligations of any kind, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures and other securities of any other corporation having objects similar in whole or in part to those of the company and to distribute among its shareholders any such securities or other consideration so received;

To acquire the goodwill, property, rights and assets either with or without assuming the liabilities of any person, firm or enterprise indebted to the company to transacting corporation any business similar to that transacted by the company or capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to pay for the same in cash or in fully paid-up and non-assessable shares or securities of this company or otherwise;

To make advances to or guarantee the obligations or contracts of or otherwise assist in any manner any company whose shares of capital stock, bonds or other obligations are held in whole or in part by this company, and to do any act or thing for the preservation, improvement or enhancement of the value of any such shares,

ou l'accroissement de la valeur de ces dites actions, bons, obligations; d'une manière semblable avancer des fonds à toute personne, firme ou compagnie ayant des engagements commerciaux avec la compagnie ou endettée envers elle ou garantir leurs contrats ou les aider autrement.

Faire toutes conventions relatives au partage des profits, l'union des intérêts, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autres avec aucune personne, compagnie ou entreprise, exerçant ou se proposant d'exercer toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie et promouvoir ou aider à promouvoir toute telle compagnie ou entreprise, en devenir actionnaires ou associés et acheter ou acquérir leurs actions ou valeurs et les détenir, les vendre, les réémettre avec ou sans garantie, ou autrement faire le commerce;

Prêter des fonds aux personnes et compagnies en relation d'affaires avec la compagnie et placer et disposer des fonds ou biens disponibles pour les fins que la compagnie jugera convenables;

Faire toutes conventions avec aucune autorité ou gouvernement municipal, local ou autre qui sembleront avantageuses aux objets de la compagnie ou à aucuns de ces objets et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges, concessions, subsides ou autres avantages qu'elle croira désirable d'obtenir et exécuter et exercer toutes telles conventions, droits et avantages, et s'y conformer et faire autoriser, enregistrer et reconnaître la compagnie dans tous les pays étrangers et y désigner les personnes et faire tous actes et choses qu'il est convenable de faire en vertu des lois de tels pays pour représenter la compagnie et lui permettre d'exercer effectivement son industrie ou poursuivre ses affaires là ou ailleurs;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec son industrie, ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Payer tous les frais attachés à l'obtention de la charte ou relatif à la formation ou l'organisation de la compagnie et faire toutes autres choses qui sont incidentes ou avantageuses à la réalisation des objets susdits, et promouvoir une ou plusieurs compagnies ayant pour but l'acquisition de la totalité ou d'une partie des entreprises, de l'actif, des droits et du passif de cette compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter à la compagnie;

Faire toutes ou aucunes des choses ci-dessus mentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs, gérants, surveillants ou autrement, et par l'entremise de fidèles-commis ou d'agents ou autrement, soit seul ou conjointement avec d'autres, et faire toutes autres choses qui sembleront avantageuses ou utiles à l'obtention des objets susdits, sous le nom de "The International Storage and Warehouse Company, Limited"; le capital de cette compagnie est divisé en dix mille (10,000) actions d'aucune valeur nominale au pair et le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinquante mille piastres, (\$50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de septembre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4755

C. J. SIMARD.

bonds or obligations; and in like manner to advance money to or guarantee the contracts of or otherwise assist any person firm or company having business engagements with the company or indebted to it;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, company or entreprise carrying on or proposing to carry on any business which this company is authorized to carry on, or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to promote or assist in promoting and to become a shareholder or participator in any such company or entreprise and to purchase or acquire the shares and securities thereof, and to hold, sell, re-issue or otherwise deal with the same;

To lend money to persons or companies having dealings with the company and to invest and deal with any funds or assets not immediately required for the purposes of the company as may be deemed expedient;

To enter into any arrangements with any authority or government, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges, concessions, subsidies or other benefits which or it may seem desirable to obtain and to carry out exercise and comply with any such arrangements, rights and benefits and to procure the company to be licensed, registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein and to do such acts and things as may be expedient under the laws of such country to represent the company and enable it effectively to carry on business or prosecute its affairs there and elsewhere;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company; property or rights;

To pay all cost incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organization of the company and to do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to promote any company or companies for the purpose of acquiring any or all of the undertakings, assets, rights or liabilities of this company or for other purposes which may seem calculated to benefit the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, managers, supervisors or otherwise and by or through trustees or agents or otherwise and either alone or in conjunction with others and to do all such things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The International Storage and Warehouse Company, Limited", the capital stock of the company is divided into ten thousand (10,000) shares having no nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be fifty thousand (\$50,000.00), dollars.

The head office of the company, will be in the city of Montreal, and in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of September, 1922.

C. J. SIMARD.

Assistant Provincial Secretary.

4756

"Cote des Neiges Development Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1922, constituant en corporation Hermann Herbert Rooder, percepteur, Roméo Houllé, agent d'immeubles et William Taylor, comptable, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des lots urbains, fermes, terrains miniers, ou terres à fruits, emplacements de villes, terres à pâturages et terres boisées et toutes espèces, de biens-fonds et propriétés réelles ou de tous intérêts et droits y attachés, légaux ou équitables et autres;

Prendre, bâtir, détenir, cultiver, posséder, entretenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, hypothéquer, améliorer ou troquer ou aliéner autrement cesdits lots, terres, emplacements, biens-fonds et propriétés réelles ou tous intérêts y attachés, ainsi acquis, en les subdivisant en lots à bâtir et généralement en y traçant des lots, rues et emplacements pour fins résidentielles ou autres, et avec pouvoir d'y construire des rues, des systèmes d'égouts et de drainage nécessaires, les bâtir pour fins résidentielles et autres, et aménager les bâtisses ainsi érigées de lumière électrique, de chauffage, gaz et autres nécessités;

Convertir, approprier et céder à toute municipalité, tout terrain qui sera acquis et contrôler légalement pour la compagnie, en routes, chemins, sentiers, rues, allées, trottoirs, parcs, jardins, boulevards et terrains de récréation et généralement trafiquer, gérer, améliorer et administrer les terrains possédés et contrôlés par la compagnie ou confiés à sa garde;

Ériger ou faire ériger, construire ou faire construire des maisons, ouvrages, bâtisses, magasins, fabriques, logements, édifices et constructions de toutes espèces et rebâtir, agrandir, améliorer et modifier des maisons, ouvrages, bâtisses, magasins, logements, édifices et constructions déjà érigés de toutes sortes, et acheter, vendre, posséder, utiliser, gérer et louer lesdites bâtisses ou constructions semblables;

Garantir les titres de terrains ou de tous biens-fonds ou intérêts dans des terrains vendus par la dite corporation; émettre des billets, obligations et débentures, garantis par hypothèques ou actes de fiducie sur les propriétés de ladite corporation ou autrement; et les vendre et les aliéner au profit de la corporation ou pour toutes autres fins légales;

Faire, passer, exécuter, remplir des contrats pour construire, bâtir, modifier, améliorer, réparer, décorer, entretenir et aménager des bâtisses, logements et constructions de toute description; faire des avances de deniers ou faire des conventions de toutes sortes avec des constructeurs, entrepreneurs, propriétaires de biens-fonds et autres pour les fins sus-dites;

Faire la perception des loyers et faire des réparations et transiger, à commission ou autrement, les opérations générales d'agents d'immeubles et généralement la vente, la location, le contrôle et l'administration de terrains, bâtisses et biens de toutes sortes;

Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes et autres obligations de toutes sortes de toute corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie serait en affaires;

"Cote des Neiges Development Co."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1922, incorporating Herman Herbert Rodger, collector, Roméo Houllé, real estate agent, and William Taylor, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands and any description of real estate and real property, or any interest and rights therein, legal or equitable or otherwise;

To take, build upon, hold, cultivate, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, mortgage, improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, so acquired subdividing of same into building lots, and generally laying the same out into lots, street and buildings sites for residential purpose or otherwise and with power to construct streets thereon, necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential purposes or otherwise, to supply buildings so erected with electric light, heat, gas or other requisites;

To convert, appropriate and concede to any municipality any land that may be acquired or be lawfully controlled by the company, into and for ways, roads, paths, streets, alleys, sidewalks, parks, gardens, boulevards, and pleasure grounds and generally to deal with, manage, improve and administer the lands owned and controlled by the company or entrusted to its care;

To erect or have erected, to construct or have constructed, houses, works, buildings store-rooms, factories, tenements, edifices and structures of every description; and to rebuild, enlarge, improve and alter existing houses, works, buildings, store-rooms, tenements, edifices and structures of every description; and to buy, sell, own, use, manage, and lease the same or similar structure;

To warrant the title to lands or to any estate or interest in lands sold by the said corporation; to issue notes, bonds and debentures secured by mortgages or deed of trust upon the property of the said corporation or otherwise; and to sell and dispose of the same for the benefit of the corporation or for any lawful purpose;

To make, enter into perform and carry out, contracts for the constructing, building, altering, improving, repairing, decorating, maintaining furnishing and fitting up buildings, tenements, and structures of every description; and to advance money to, and to enter into agreements of all kinds with builders, contractors, property owners and others for said purposes;

To collect rents and make repairs and transact on commission or otherwise, the general business of a real estate agent, and generally the sale, leasing, control, and management of lands, buildings and property of all kinds;

To guarantee and give security for, and become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever and other corporation, firm or individual with which the company has business dealings;

Payer pour toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits, options, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie peut légalement acquérir et pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie en actions acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et faire toutes affaires connexes aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée;

Après autorisation par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale, dûment convoquée pour délibérer sur ce règlement les directeurs pourront périodiquement:

1. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

2. Emettre des débetures, ou autres valeurs de la compagnie, les engager ou vendre aux montants et prix qui seront jugés judicieux;

3. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, grever ou engager la propriété foncière ou personnelle, présente et future de la compagnie, pour garantir aucunes telles débetures ou les autres valeurs, fournir partie seulement de cette garantie pour ces fins, constituer aussi les hypothèques, mortgages, ou gages mentionnés dans le sous-paragraphé par acte fiduciaire, conformément à l'article 6119b et 6119c ou d'aucune autre manière;

4. Hypothéquer ou grever la propriété immobilière de la compagnie, gager ou autrement aliéner la propriété de la compagnie mobilière ou fournir toutes les garanties de paiement, de même que le paiement ou l'exécution d'aucune autre dette, contrat ou engagement de la compagnie;

Les limitations et restrictions de cet article ne s'appliqueront pas aux emprunts de la compagnie sur billets promissaires ou lettres de change, tirés, souscrits, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie; sous le nom de "Côte des Neiges Development Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents actions (200) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4741

C.-J. SIMARD.

"Syndicat de Financiers, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'octobre 1922 constituant en corporation: Joseph-Avila Guilmette, agent, Joseph-Ernest Poisson, Joseph-Willie Poisson, marchands Jean-Baptiste Mondello, Edmond Leblanc, commis, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire des affaires d'immeubles dans toutes leurs branches et agir comme agent ou procureur pour la négociation ou la transaction de toutes affaires vente de propriétés, placements de fonds et perception de revenus, loyers, dividendes, intérêts, recouvrements de comptes ou toutes autres créances, capital ou accessoires, négociables ou non-négociables, garanties ou non-garanties;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement t posséder, détenir, vendre, disposer à titre de

To pay for any property moveable or immoveable, rights, option, privileges, business or franchise which the company may lawfully acquire, and for services rendered and to be rendered to the company in fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To do all acts and to exercise all powers, and carry on any business germane to the objects for which this company is incorporated;

If authorized by by-laws sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

1. Borrow money upon the credit of the company;

2. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient.

3. Notwithstanding Article 2017 of the Civil Code hypothecate, mortgage, or pledge the moveable or immoveable property, present and future of the company, to secure any such debentures or other securities or give part only of such debentures for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with Article 6119b and 6119c, or in any other manner.

Hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company.

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Côte des Neiges Development Co.," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) cash.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the provincial Secretary, this fifth day of October, 1922.

C. J. SIMARD,

4742

Assistant Provincial Secretary.

"Syndicat de Financiers, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of October, 1922, incorporating: Joseph-Avila Guilmette, agent, Joseph-Ernest Poisson, Joseph-Willie Poisson, merchants, Jean-Baptiste Mondello, Edmond Leblanc, clerks, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the real estate business in all branches thereof and to act as agent or attorney for the negotiation or the transaction of any business, sale of property, investment of moneys and collection of revenues, rentals, dividends, interests, collection of accounts or any other claims, capital or accessories, negotiable or non-negotiable warranted or unwarranted;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to own, hold, sell, dispose of, as

procureurs ou autrement des biens-fonds, meubles et immeubles, affaires, propriétés, créances de toutes sortes;

Acquérir par achat, échange ou autrement et posséder, détenir, vendre, disposer des garanties civiles, commerciales ou industrielles la totalité ou aucune partie des biens-fonds, affaires, propriétés et biens mobiliers ou immobiliers généralement quelconques; et se charger ou non des engagements de toutes personnes, maisons ou corporations en possession de propriétés propres aux fins de la compagnie ou exerçant une industrie, un commerce, à l'industrie de la présente compagnie;

Prendre, acheter, vendre, disposer, détenir céder ou autrement, des actions, débetures, obligations à ou de toutes personnes, maisons, gouvernement, banques, compagnies, corporations ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et en garantir le principal et les intérêts et dividendes, bonus et voter en vertu de ces valeurs et agir par l'entremise d'un agent ou des agents que la compagnie nommera conformément à ses règlements;

Vendre, arrenter ou autrement céder la propriété des biens meubles ou immeubles, comme industrie active ou autrement, et entreprises de la compagnie en totalité ou en partie, aux termes et conditions et pour la compensation que les actionnaires jugeront à propos, et en particulier pour les actions ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, et distribuer en nature, parmi les actionnaires de la compagnie toute propriété de la compagnie, et en particulier toute action, débeture ou valeur de toute autre compagnie, appartenant à la présente compagnie ou dont la présente compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Emettre et distribuer des actions acquittées non sujettes à appel, obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie, en paiement ou en partie de paiement pour toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits ou autres actifs acquis par la compagnie, sous aucun titre, réclamations, services rendus ou à rendre à la compagnie, privilèges ou concessions obtenues par achat bail ou autrement, ou avec l'approbation des actionnaires pour tous engagements de la compagnie relativement à la formation et à la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires, spécialement au sujet de la vente et du placement de ses actions, obligations ou autres valeurs;

Acquérir et détenir des franchises, privilèges, entreprises, biens, droits, baux, contrats, immeubles, stocks, actifs et autres droits à une valeur jugée raisonnable par la compagnie;

S'adresser à toute autorité locale ou publique et obtenir de ces autorités toutes concessions, subventions, pouvoirs, privilèges et immunités qui sembleraient désirables à la compagnie, et conclure toutes conventions ou contrat au sujet de l'exercice et de l'accomplissement de ces subventions concessions, immunités et autres;

Faire des avances de deniers ou des prêts d'argent à toutes personnes, maisons, compagnies ou corporations ayant des relations d'affaires avec la compagnie et agir comme agent, procureur, courtier ou autrement pour les placements ou remises de fonds de perceptions de toutes sortes, et accepter en remboursement ou en garantie de ces avances et du service des intérêts, des garanties au moyen d'hypothèques, débetures, certificats d'actions dans d'autres compagnies, gages ou autres valeurs;

attorneys or otherwise, real estate, moveables and immoveables, businesses, properties, claims of all kinds;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and to own, hold, sell, dispose of, as attorneys or otherwise, and possess, hold, sell, dispose of civil, commercial or industrial securities, the whole or any part of the real estate, businesses, properties and moveable or immoveable assets generally whatever and to assume or not the liabilities of any persons, firms or corporations possessed of property suitable for the purposes of the company or carrying on a trade or business germane to the business of the present company;

To take, buy, sell, dispose of, hold, assign or otherwise assign the shares, debentures, bonds to or from any persons, firms, government, banks, companies, corporations having objects in whole or in part similar to those of this company, and to guarantee the principal and the interests and dividends and bonus thereof, and to vote on such shares and to act through any agent or agents which the company may appoint in pursuance of its by-laws;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and moveable and immoveable assets, as a going concern or otherwise, and undertakings of the company, in whole or in part, on such terms and conditions and for such consideration as the shareholders may think fit, and in particular for the shares and other securities of any other company the objects of which are similar to those of the present company, and to distribute, in kind, among the shareholders of the company any property of the company and in particular any share debenture or security of any other company belonging to the company or which the present company may have power to dispose of;

To issue and allot paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment or part payment or any moveable or immoveable property, rights or other assets acquired by the company under any title, claims, services rendered or to be rendered to the company, privileges or concessions obtained by purchase, lease or otherwise, or with the approval of the shareholders for any liabilities of the company in or about the formation and promotion of the company or the conduct of its business, especially about the sale and investment of its shares, bonds or other securities;

To acquire and hold franchises, privileges, undertakings, property, rights, leases, contracts, immoveables, stocks, assets and other rights at a value deemed reasonable by the company;

To apply to any local or public authority for and to obtain from such authority any concessions subsidies, powers, privileges and immunities, which the company may think desirable to obtain, and to enter into any agreements or contracts with respect to the exercise and carrying out of such subsidies, concessions, immunities and other rights;

To make advances of money or loans to any persons, firms, companies or corporations having business dealings with the company, and to act as agent, attorney, broker or otherwise for the investment or payment of moneys and collections of all kinds, and to accept in redemption or as the security of such advances and the interests thereon, securities by way of hypothecs, debentures, share certificates in other companies, liens and other securities;

Exercer tout commerce et toute industrie manufacturière ou autres que la compagnie croira capables d'être convenablement exercés ou censés augmenter, directement ou indirectement, la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Exploiter, améliorer, diviser ou subdiviser en lots, carrés, rues, ruelles ou autrement des terrains de la compagnie, les vendre, louer, céder, échanger ou autrement en disposer ainsi en tout ou en partie en faveur de toutes personnes ou corporations, aux conditions que la compagnie jugera convenables;

Eriger des maisons, bâtiments ou autres constructions sur les immeubles appartenant à la compagnie ou autres;

Conclure, acheter ou autrement acquérir, louer, maintenir et exploiter les aqueducs de toutes sortes, pour les fins d'approvisionnements, d'exploitations industrielles ou autres, sujets à tous règlements locaux ou municipaux à cet égard;

Construire et maintenir des canaux ou des égouts de surface ou autres pour drainer ou irriguer les territoires ou seront situés ces propriétés ou ailleurs;

Louer, affermer et exploiter des carrières;

Faire le commerce de charbon et manufacturer le fer, extraire ou produire du sable, de la chaux et de l'argile et leurs produits secondaires, ciment, pierres artificielles, tuiles et tuyaux de drainage, briques de toutes sortes et généralement de toutes sortes de matériaux et fournitures pour les constructeurs. Acquérir par achat ou autrement posséder, détenir et arrenter, vendre ou autrement céder ou faire le commerce de concessions forestières, droits de coupes, bois debous et coupé, faire le commerce de bois de construction et autres bois, et généralement exercer dans toutes ses spécialités, l'industrie de marchands de bois et exploitant de bois et autres;

Posséder, entretenir et exploiter des scieries, moulins à papier, moulins à planer, moulins à pâtes, et manufacturer et faire le commerce général d'articles de bois, meubles, véhicules, instruments agricoles et toutes sortes d'articles dans la fabrication desquels le bois et les produits de la forêt sont nécessaires ou utiles;

Acquérir par achat, bail ou autrement, des chutes d'eau, lots de grèves, droits de passages et tous les autres droits ou privilèges dont la compagnie pourra avoir besoin;

Construire ou autrement acquérir, louer et entretenir des quais, jetées, ponts, chemins, ou autres ouvrages qui pourraient convenir aux fins de la présente compagnie, et aider à leur construction, achat ou entretien de la manière que la compagnie jugera convenable ou à propos;

Demander, obtenir ou autrement avoir ou acquérir, détenir, utiliser, exploiter, arrenter, vendre, céder ou autrement disposer de toutes marques de commerce, brevets d'invention ou autres droits et semblables qui pourraient être nécessaires pour la compagnie;

Promouvoir ou aider à promouvoir, acquérir et détenir des actions de toutes compagnies subsidiaires ou autres ayant des objets en totalité ou en partie semblable à ceux de la présente compagnie, et se consolider ou se fusionner avec elles aux termes ou conditions qui seront jugés à propos;

Payer toutes les dépenses au sujet de la charte d'incorporation de la compagnie et faire tous les actes en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets;

Faire une ou plusieurs des choses ci-dessus

To carry on any trade or business, manufacturing or otherwise, which the company may think capable of being conveniently carried on, or calculated to enhance directly or indirectly the value of or render profitable the property or rights of the company;

To exploit, improve, lay out or subdivide into lots, squares, streets, lanes or otherwise the lands of the company, sell, lease, convey, exchange or otherwise dispose of the same in whole or in part in favour of any persons or corporations, on such conditions as the company may think convenient;

To erect houses, buildings or other constructions upon the immovables belonging to the company or other immovables;

To construct, buy or otherwise acquire, lease, maintain and operate waterworks of all kinds for the supplying of water, industrial or other exploitations, subject to all local or municipal by-laws on that behalf;

To construct and maintain surface canals or ditches for the drainage or irrigation of the territories, whereon are situated such properties or elsewhere;

To lease, rent and operate quarries;

To deal in coal and manufacture iron, quarry or produce sand, lime, and clay and their by-products, cement, artificial stones, tiles and drain pipes, bricks of all kinds and generally all kinds of building materials and supplies; to acquire by purchase or otherwise possess, hold and lease, sell or otherwise dispose of or deal in timber and other woods and generally deal in timber limits rights: to cut timber, standing heron timber, and carry on in all branches thereof the business of lumber merchants, lumberers and others;

To possess, maintain and operate saw-mills, paper-mills, planing-mills pulp-mills; and to manufacture and generally deal in wood articles, furnitures, vehicles, farm implements and all sorts of goods in the making of which wood and the products of the forest are necessary and useful;

To acquire by purchase lease or otherwise water-falls, water lots, rights of passage and other rights and privileges which the company may require;

To construct or otherwise acquire, lease and maintain wharves, piers, bridges, roads or other works which may seem suitable for the purposes of the present company, and to aid in their construction, purchase or upkeep in such manner as the company may think convenient or proper;

To apply for, obtain or otherwise have or acquire, hold, utilize, exploit, lease, sell, assign or otherwise dispose of all or any trade marks, patents of invention or other rights and privileges which may be necessary for the company;

To promote or aid in the promotion, acquire and hold shares of many subsidiary or other company having objects in whole or in part similar to those of the present company, and to consolidate or amalgamate therewith on such terms and conditions which may be deemed proper;

To pay all expenses in connection with the charter of incorporation of the company and to do all acts incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To do all or any of the above things as princi-

comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement seuls ou avec d'autres;

La compagnie exercera son industrie dans toute la province de Québec, sous le nom de "Syndicat de Financiers, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) cations de cent piastres (\$00.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4751

C.-J. SIMARD.

"La Mode Dress Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour d'octobre 1922, constituant en corporation: Benajamin Robinson, Michael Garber et Joseph Shapiro, tous avocats, de la cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce en gros et en détail de hardes faites, vêtements, costumes, pardessus, robes, blouses, et sous-vêtements pour dames et vêtements pour enfants, broderies en soie et en dentelle, nouveautés, fourrures, chapeaux, marchandises sèches, fournitures pour tailleurs, hardes faites pour hommes et marchandises en général;

Fabriquer, importer, exporter, acheter et vendre les marchandises comprises dans le commerce susdit, ouvrir et exploiter des magasins, succursales et établir des fabriques pour les fins susdites;

Solliciter, acheter ou acquérir autrement toute autre industrie semblable se rapportant aux pouvoirs susdits que la compagnie croira pouvoir exercer avantageusement en rapport avec aucune des industries susdites;

Acquérir ou assumer en tout ou en partie les biens et obligations de toutes personnes ou compagnies exerçant une industrie que la présente compagnie à l'autorisation d'exercer ou en possession de biens pouvant servir au profit de la présente compagnie;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, affermer ou acquérir autrement toute propriété mobilière ou immobilière et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires pour son industrie et particulièrement tous terrains, bâtisses, obligations, machinerie, outils et fonds de commerce et faire un commerce général d'immeubles;

Acquérir et détenir des actions dans toute compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement d'un certain nombre d'actions ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, exercer et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures et autres effets négociables et transférables;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et faire toutes affaires utiles à l'exercice des objets pour lesquels cette compagnie est formée, sous le nom de "La Mode Dress Company", avec un

pals, agents contractors or otherwise and alone or with others;

The operations of the company to be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Syndicat de Financiers, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of October, 1922.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4752

"La Mode Dress Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1922, incorporating Benjamin Robinson, Michael Garber and Joseph Shapiro, all advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in women's ready made clothing, ladies suits, costumes, coats, skirts, blouses, underwear, children's wearing apparel, silk, embroidery lace, novelties, furs, millinery, dry-goods, tailor's trimmings, men's ready made clothing and merchandise generally;

To manufacture, import, export, buy and sell goods included in the aforesaid business, to open and operate stores and branches and to establish factories for the above purposes;

To apply for, purchase or otherwise acquire any other similar industry, relating to the above powers which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or in part property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any moveable or immoveable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stock in trade, and to deal in real estate generally;

To acquire and hold shares in any other company, the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sanction of the shareholders any person or company for services rendered, or to be rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other values of the company or in regard to the formation or promotion of the company or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, checks, debentures, and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on the objects wherefor the company is incorporated, under the name of "La Mode Dress Com-

capital total de vingt mille piastres (\$20,000.), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4753

C.-J. SIMARD.

pany", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this thirteenth day of October, 1922.

C. J. SIMARD,

4754

Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que "The Saint Francis Valley Railway Company, corporation dûment constituée suivant la loi et ayant son bureau-chef dans le village de L'Avenir, district d'Arthabaska, demandera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, le passage d'une loi amendement la section 7 de la loi 3 George V, chapitre 83, telle que remplacée par 6 George V, chapitre 73, en prolongeant le délai pour construire les cinq milles de son chemin de fer, dans la partie comprise entre Richmond ou Melbourne et Saint-François-du-Lac, jusqu'au 21 décembre 1924, et le délai pour compléter le chemin de fer et le mettre en opération jusqu'au 21 décembre 1928.

Les procureurs de la requérante,

BEIQUE & BEIQUE.

Montréal, 27 octobre 1922.

4771-44-4

Avis est donné que les membres de la Société des Chevaliers de Colomb, du district de Montréal, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, lors de l'étude des amendements à la Charte de la cité de Montréal, afin que leurs cercles et leurs propriétés immobilières soient exempts de toutes taxes municipales.

Montréal, 19 octobre 1922.

L'avocat des pétitionnaires,

4611

AUGUSTE MATHIEU.

Les soussignés donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi les fusionnant en une nouvelle société qui sera désignée sous le nom de Société Coopérative fédérée des Agriculteurs de la province de Québec ou sous celui de Coopérative Fédérée de Québec ou celui de Quebec Federated Co-operative; pour donner à cette nouvelle société les pouvoirs d'une société coopérative agricole et ceux possédés par l'une d'elles en vertu des statuts 9 George V, chapitre 128 et 10 George V, chapitre 122, sauf certaines modifications, concernant le nombre des directeurs, qui sera de sept, les pouvoirs d'emprunt et de donner des garanties, le mode de convocation des assemblées des directeurs et des sociétaires, la souscription et le transfert des actions, les vacances dans le bureau de direction, le fond de réserve, le droit et la manière de voter et de se faire représenter aux assemblées générales des sociétaires, les officiers et leurs fonctions, et la surveillance et le contrôle par le ministre de l'agriculture.

Québec, 25 octobre 1922.

La Coopérative centrale des Agriculteurs de

Québec.

Le Comptoir coopératif de Montréal.

La Société coopérative agricole des Producteurs de Semences de Québec.

4651-43-4

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Saint Francis Valley Railway Company, duly incorporated and having its head office in the village of L'Avenir, district of Arthabaska, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an act to amend section 7 of the Act 3 George V, chapter 83, as replaced by the Act 6 George V, chapter 73, by extending the delay for constructing the five miles of the part comprised between Richmond or Melbourne and Saint-François-du-Lac until the 21st December 1924 and the delay for completing the construction of the railway and putting same in operation, until the 21st December 1928.

BEIQUE & BEIQUE,

Attorney for Petitioner.

Montreal, 27th October, 1922.

4772-44-4

Notice is hereby given that the Society known as the Knights of Columbus, of the district of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, during the study of the amendments to the charter of the City of Montreal, in order that their clubs and immoveable properties be exempt from all municipal taxes.

Montreal, 19th October, 1922.

Attorney for petitioners,

4612

AUGUSTE MATHIEU.

Notice is hereby given by the undersigned that application will be made by them to the Legislature of this Province for an act amalgamating them into a new association which shall be known under the name of Société Coopérative Fédérée des Agriculteurs de la province de Québec or Coopérative fédérée de Québec or Quebec Federated Co-operative; giving to that new association the powers of an agricultural co-operative association and those enjoyed by one of them under the statutes 9 George V, chapter 128 and 10 George V, chapter 122, save certain amendments regarding the number of directors, which shall be seven, borrowing and giving of guarantees powers, the mode of calling meetings of directors and members, subscription and transfer of shares, vacancies among the directors, reserve fund, the right and manner of voting and being represented by proxy at the general meetings of members, the officers and their functions, the supervision and control by the minister of agriculture.

Quebec, October 25th, 1922.

La Coopérative centrale des Agriculteurs de

Québec.

Le Comptoir coopératif de Montréal.

La Société coopérative agricole des Producteurs de Semences de Québec.

4652-43-4

Avis public est donné que le soussigné, J.-Bte Delage, présentera une pétition à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, lui demandant d'adopter une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine.

Montréal, 5 octobre 1922.
4653—43-4

J.-B. DELAGE.

Public notice is hereby given that the undersigned, J.-Bte Delage, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the College of the Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to admit him to the practice of medicine.

Montreal, October 5th, 1922.
4654—43-4

J. B. DELAGE.

Avis public est donné que Ernest Rochon et Alfred Rochon, voyageurs de commerce, et Albert Rochon, employé civil, tous de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi les autorisant, ainsi que les autres appelés et les grevés d'une substitution créée par un acte de donation entrevus fait par Jacques Rochon et son épouse, Marie Meilleur, le 25 octobre 1819, à constituer une compagnie à fonds social, et à lui transporter tous les biens mentionnés, audit acte de donation et tous les droits en découlant, et notamment les immeubles suivants, à savoir: les lots aujourd'hui connus sous les numéros 12, 252 et 373 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, et à émettre des obligations ou parts acquittées de ladite compagnie en paiement; définissant les droits des grevés et des appelés, validant les titres auxdits immeubles, exemptant de formalités judiciaires le partage des biens du donateur et ratifiant ce partage, et pour d'autres fins.

Montréal, 24 octobre 1922.

Les avocats des pétitionnaires,
DESSAULLES, GARNEAU,
4695—43-4 DESY & LORRAIN.

Public notice is hereby given that Ernest Rochon and Alfred Rochon, commercial travellers, and Albert Rochon, civil employee, all of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec at its present session for the passing of an Act authorizing them, as well as the other substitutes and the institutes named in a substitution created by an act of donation intervivos made by Jacques Rochon and his wife, Marie Meilleur, on October 25th, 1819, to incorporate a joint stock company to which the property mentioned in the said deed of donation and all rights arising therefrom, and in particular the following immovables, to wit: lots at present known under numbers 12, 252 and 373 of the cadastre of the parish of Saint-Laurent in the district of Montreal, would be transferred, and to issue debentures or paid-up shares of the said company in payment thereof; defining the rights of the institutes and substitutes, validating the titles to such immovables, exempting from legal formalities the partition of the donor's property and ratifying such partition, and for other purposes.

Montreal, 24th October, 1922.

DESSAULLES, GARNEAU,
4696—43-4 DESY & LORRAIN,
Attorneys for petitioners.

Avis est par le présent donné qu'à la présente session de la législature, demande sera faite par le Quebec Golf Club de la passation d'une loi aux fins d'incorporer ledit Club aux termes de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec 1920, d'autoriser ou de confirmer une convention passée ou à être passée entre le Club et la municipalité de Boischatel ou autres, touchant l'évaluation de ses propriétés, son aqueduc, son approvisionnement d'eau et autres fins.

Quebec, 25 octobre 1922.

Le président,
A.-J. WELCH.
Le procureur,
4701—43-4 C. DELAGRAVE, N.P.

Public notice is hereby given that at the present session of the Legislature application will be made by the Quebec Golf Club for the passage of an Act to incorporate the said club under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act 1920, to authorize or to confirm the agreement executed or to be executed between the club and the municipality of Boischatel others with respect to the valuation for the purposes of municipal taxation, of the club's real estate and properties to water-works and water supply, and other purposes.

A. J. WELCH,
President.
4702—43-4 C. DELAGRAVE, N. P.,
Attorney.

Avis est par les présentes donné que M. Frank Bernard Chauvin, de Montréal, étudiant en loi à l'Université McGill, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte autorisant le barreau à l'admettre parmi ses membres après trois années de cléricature, l'obtention d'un degré en droit et après examen.

4735-43-4 FRANK BERNARD CHAUVIN.

Notice is hereby given that Mr. Frank Bernard Chauvin, of Montreal, student at law, at McGill University, will present to the Legislature of Quebec, at the forthcoming session, a bill authorising the Bar of the Province of Quebec to admit him as one of its members after three years indenture, the obtaining of a degree in law and after examination

4736—43-4 FRANK BERNARD CHAUVIN.

Avis public est donné que lors de l'étude du projet de loi tendant à amender la charte de la cité de Montréal, Octave Lemay, entrepreneur, Edouard Cousineau, cultivateur, J.-O. Labrecque, marchand, Philippe Deserres, électricien, George Tolhurst, cultivateur, et autres contribuables de l'ancienne ville de Cartierville, formant aujourd'hui partie du quartier Ahuntsic, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire modifier la charte de la cité aux fins d'abro-

Public notice is hereby given that when the Bill amending the Charter of the City of Montreal is being considered, Octave Lemay, contractor, Edouard Cousineau, farmer, J. O. Labrecque, merchant, Philippe De Serres, electrician, George Tolhurst, farmer, and other rate payers of the former town of Cartierville, now forming part of Ahuntsic Ward, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have the charter of the City amended in such a way as to repeal section

ger l'article 73 de la loi 8 George V, chap. 84, faire mettre de côté tous règlements, résolutions ou rôles de perception faits par la cité en vertu dudit article, laisser imputable aux fonds généraux de la cité le coût des travaux d'égout, de trottoirs permanents et de conduites d'eau exécutés dans la ci-devant ville de Cartierville, abroger ou modifier toute loi s'y rapportant, et pour d'autres fins.

Montréal, 16 octobre 1922,

Les avocats des requérants.

DESSAULLES, GARNEAU,

4529—42-4 DESY & LORRAIN.

Avis public est donné que lors de l'étude du projet de loi tendant à amender la charte de la cité de Montréal, les propriétaires des lots 149, 151 et 152 du quartier Notre-Dame-de-Grâce, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire modifier l'article 28 de la loi 4, George V, chap. 73, et faire répartir, sur une période de trente ans, le coût des égouts, et pour d'autres fins.

Montréal, 17 octobre 1922.

Les avocats des pétitionnaires,

DESSAULLES, GARNEAU, DESY

4561—42-4 & LORRAIN.

Avis est par les présentes donné que Charles A. Pratt, de la ville de Longueuil, Marie-Louise-Evelina Pratt, de la cité de Montréal, veuve de feu Joseph-Gustave Laviolette, Marie-Angéline-Virginie Pratt, de la cité de Montréal, veuve de feu Georges Matthews, et Aloysia Pratt, de la cité de Montréal, épouse de P.-F. Woodcock, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et autres, tous héritiers de la succession de feu John Pratt, en son vivant marchand, de la cité de Montréal, s'adresseront au Parlement de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi relative à la dite succession de feu John Pratt, et amendement à la loi 51-52 Victoria, chap. 127, et la loi 1 Edouard VII, chap. 94, tel qu'amendé par la loi 7 Edouard 7, chap. 137, par la loi 1 George V, chap. 114, par la loi 4 George V, chap. 133, et par la loi 11 George V, chap. 168, afin de faire augmenter les rentes et avances qui leur sont payées par ladite succession, en vertu du testament du dit feu John Pratt et en vertu des dites lois, et pour d'autres fins.

Montréal 17 octobre, 1922.

ARCHAMBAULT & MARCOTTE,

4533—42-4 Procureurs des requérants.

PROVINCE DE QUEBEC.

DISTRICT DE MONTREAL.

Avis est, par les présentes donné, que le soussigné s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander par le moyen d'un bill privé, la passation d'une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, et à lui accorder la licence requise après examens.

Le requérant,

ARTHUR DUTILLY, M. D.

Montréal, 6 octobre 1922. 4405—41-4

73 of the Act 8, George V, chap. 84, to set aside all by-laws, resolutions and assessment rolls made by the City of Montreal under the authority of such section, allowing the cost of the construction of sewers, permanent sidewalks and waterpipes in the former town of Cartierville to remain chargeable to the general funds of the City; to repeal or amend any existing law to the contrary, and for other purposes.

Montreal, 16th October, 1922,

DESSAULLES, GARNEAU,

4530—42-4 DESY & LORRAIN,
Attorneys for Petitioners.

Public notice is hereby given that, when the bill amending the Charter of the City of Montreal is being considered, the proprietors of lots 149, 151 and 152 of Notre-Dame-de-Grâce Ward will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to have section 28 of the Act 4, George V, chap. 73, amended, and the cost of sewers assessed over a period of thirty years, and for other purposes.

Montreal, 17th October, 1922.

DESSAULLES, GARNEAU, DESY

4562—42-4 & LORRAIN,
Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that Charles A. Pratt, of the city of Longueuil, Marie Louise Evelina Pratt, of the city of Montreal, widow of the late Joseph Gustave Laviolette, Marie Angelina Virginie Pratt, of the city of Montreal, widow of the late George Matthews, and Aloysia Pratt, of the city of Montreal, wife of P. F. Woodcock, of the same place, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, and others, all heirs to the estate of the late John Pratt, in his lifetime merchant, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act respecting the said estate of the late John Pratt, and amending the Act 51-52 Victoria, chap. 127, and the Act 1 Edward VII, chap. 94, as amended by the Act 7 Edward VII, chap. 137, by the Act 1 George V, chap. 114, by the Act 4 George V, chap. 133, and by the Act 11 George V, chap. 168, so as to increase the annuities and advances paid to them by the said estate, under the last will and testament of the said late John Pratt and under the said acts, and for other purposes.

Montreal, October, 17th, 1922.

ARCHAMBAULT & MARCOTTE,

4564—42-4 Attorneys for applicants.

PROVINCE OF QUEBEC.

DISTRICT OF MONTREAL.

Notice is hereby given that the undersigned will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, by way of a private Bill, for the passing of an act authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec, to admit him among their members and to grant him the required license after examination.

ARTHUR DUTILLY, M. D.

Applicant.

Montreal, 6th October, 1922. 4406—41-4

Avis public est par le présent donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de cette Province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de cinq cent quatre-vingt mille dollars (\$580,000.00) pour payer le coût des dépenses suivantes, savoir: deux cent mille dollars (\$200,000.00) pour travaux d'aqueduc, vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00) pour trottoirs permanents; vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00) pour la côte Franklin, dix mille dollars (\$10,000.00) pour la côte des Glacis, vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00) pour la côte d'Abraham, et deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars (\$295,000.00) pour pavages permanents dans les rues; une autre somme de cent trente-cinq mille dollars (\$135,000.00) pour les objets suivants, savoir: vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00) pour le canal collecteur de la rue St-Olivier, trente-cinq mille dollars (\$35,000.00) pour la constructions de pontons, cinquante mille dollars (\$50,000.00) pour prolonger le quai de la Traverse, et vingt-cinq mille dollars (\$25,000.00) pour l'érection d'un canal collecteur sur la rue Montmagny; pour être exemptée du cautionnement lorsque la Cité appelle d'un jugement; pour octroyer des permis et imposer des règlements aux cochers de place, camionneurs, rouliers, ou commissionnaires; pour réglementer ou défendre la fabrication, l'emmagasiner, l'usage et le transport de la poudre, gazoline et autres matières explosives; pour prescrire et autoriser l'entrée de tous officiers municipaux dans les maisons et édifices publics pour les fins de la prévention des incendies; pour ordonner l'arrêt de tous véhicules, tramways, à l'approche d'une voiture d'ambulance, d'une voiture du feu, ou de la patrouille, pour permettre aux voitures du service des incendies, de la patrouille et des ambulances de se servir de sirènes spéciales; pour réglementer ou prohiber les tag days; pour porter l'indemnité annuelle des échevins à mille dollars (\$1,000.00); pour porter le terme des échevins à trois ans; pour être autorisée à se servir des fonds d'amortissement pour le remboursement d'un emprunt différent de celui pour lequel ledit fonds a été déposé; pour fixer la rémunération des cotiseurs à une somme n'excédant pas trois mille cinq cents dollars (\$3,500.00); pour annexer une partie de la municipalité de Sillery; pour annexer une partie de la municipalité de la Petite-Rivière; pour emprunter une somme n'excédant pas deux cent mille dollars (\$200,000.00) pour la construction d'un Palais d'Industrie et d'un Palais Agricole; pour être autorisée à passer un règlement pour exiger des compagnies d'assurance contre le feu un état annuel des primes et des pertes; pour être autorisée à nommer un inspecteur des fils électriques; pour être autorisée à employer une somme de douze mille dollars (\$12,000.00) déjà empruntée pour l'achat de voitures arroseurs; pour être autorisée à créer une caisse municipale, et pour autres fins.

4407—41-4

Avis public est par les présentes donné que la ville de Kénogami, la ville de Jonquière, La corporation de la paroisse de St-Dominique de Jonquière, La corporation du canton Bourget, La corporation du village de St-Ambroise et la Corporation de la paroisse de St-Ambroise, dans le comté de Chicoutimi, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte ratifiant un acte d'accord intervenu entre elles et Price Brothers & Co, Limited, le 2 août 1922, devant le notaire J. G. Verreault, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la Rivière Saguenay entre

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its charter of incorporation and for authorization to borrow the sum of five hundred and eighty thousand (\$580,000.00) dollars to pay the cost of the following expenses, namely: Two hundred thousand (\$200,000.00) dollars for waterworks, twenty five thousand (\$25,000.00) dollars for permanent sidewalks, twenty five thousand (\$25,000.00) dollars for Franklin Hill, ten thousands (\$10,000.00) dollars for Côte des Glacis, twenty five thousand (\$25,000.00) dollars for Côte d'Abraham, and two hundred and ninety five thousand (\$295,000.00) dollars for permanent street works; another sum of one hundred and thirty five thousand (\$135,000.00) dollars for the following objects, namely: twenty five thousand (\$25,000.00) dollars for the collecting sewer in St. Oliver Street, thirty five thousand (\$35,000.00) dollars for the construction of pontoons, fifty thousand (\$50,000.00) dollars for an extension to the Ferry wharf, and twenty five thousand (\$25,000.00) dollars for the laying of a collecting sewer in Montmagny street; to be exempted from giving surety when the city appeals from a judgment; to grant licences and make regulations for cab-drivers, truckmen, carters or commissionnaires; to regulate or prohibit the manufacture, storing, use and transportation of powder, gasoline and other explosives; to enact and authorize the admission of any municipal officers in the houses and public buildings for fire prevention purposes; to compel any vehicles, tramways to stop at the approach of an ambulance, fire wagon or patrol-wagon; to permit the use of special spartons on fire vehicles, patrol-wagons and ambulances; to regulate or prohibit tag-days; to raise the yearly indemnity of the aldermen to one thousand (\$1,000.00) dollars; to extend the term of office of aldermen to three years; to be authorized to apply the sinking funds for the redemption of any loan other than the one for which the said fund was established; to fix the salary of the assessors to a sum not exceeding three thousand five hundred (\$3,500.00) dollars; to annex a part of the municipality of Sillery; to annex a part of the municipality of Little River; to borrow a sum not exceeding two hundred thousand (\$200,000.00) dollars for the erection of an Industrial Building and an Agricultural Building; to be authorized to pass a by-law compelling fire insurance companies to supply the city each year with a statement of the premiums collected and fire losses paid; to be authorized to appoint an Inspector of electric wiring; to be authorized to apply a sum of twelve thousand (\$12,000.00) dollars, already borrowed for the purchase of sprinklers; to be authorized to create a Municipal Savings Fund, and for other purposes. 4408—41-4

Public notice is hereby given that the Town of Kenogami, the Town of Jonquière, the Corporation of the parish of Saint-Dominique of Jonquière, the Corporation of the Township of Bourget, the Corporation of the Village of Saint Ambroise, the Corporation of the parish of Saint Ambroise, in the county of Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to pass an Act ratifying an agreement passed between them and Price Brothers & Company, Limited, on the 2nd of August 1922, before J. G. Verreault, N. P. concerning the construction and the maintenance of a bridge on

Kénogami et Shipshaw, et un autre acte d'accord entre ces mêmes municipalités, passé devant le notaire J. Miville-Lacroix, le 5 octobre 1922, pourvoyant à la construction et à l'entretien des chemins et des autres travaux nécessaires pour rendre ce pont accessible au public, et déclarant tels actes d'accord valides à toutes fins, les confirmant, accordant aux dites corporations le pouvoir de taxation pour l'exécution des dits actes d'accord, et mettant les dits pont et chemins sous le contrôle du conseil de comté, et pour autres fins.

Pour les requérants,
4411—41-4 THS-LS BERGERON.

Avis public est donné par les présentes par la Corporation de la Ville Laval-des-Rapides qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Définition de terres en culture, exemption de taxes pour constructions nouvelles, emprunts pour compteurs, arrangement avec le C.P.R. re construction d'une passerelle et emprunt à cet effet, cens électoral, exemption de taxes spéciales re communautés religieuses, autres emprunts et pour autres fins.

Montréal, 10 octobre 1922.

Les procureurs de la ville Laval-des-Rapides,
4419—41-2 DUCKETT & DUFRESNE.

the Saguenay River between Kenogami and Shipshaw, and another agreement passed between them, before J. Miville Lacroix, N. P. on the 5th of October 1922, concerning the construction and the maintenance of the roads and other necessary works to make this bridge accessible to the public, and declaring these agreements valid for all purposes, confirming them, granting to said corporations the right of taxation for the execution of said agreements, and putting said bridge and roads under the control of the county Council and for other purposes.

THS. LS. BERGERON,
4412—41-4 Attorney for the Applicants.

Public notice is hereby given by the Corporation of the town of Laval des Rapides that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter on the following matters:

Definition of land under cultivation, exemption of taxes re new buildings, loan re water meters, agreement with the C.P.R. re construction of a footbridge and loan to this effect, electoral census, exemption of special taxes re religious institutions, other loans and for other purposes.

Montreal, 10th October, 1922.

DUCKETT & DUFRESNE,
4420—41-2 Attorneys for the town of Laval-des-Rapides.

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes, savoir:

Réglementer la circulation des voitures, rembourser à certains propriétaires le coût du pavage de la rue Evelyn, réparation et reconstruction des trottoirs dans la cité, l'expropriation pour l'ouverture des rues Wellington, Bannantyne, Aqueduct et l'avenue Strathmore.

Montréal, 10 octobre, 1922.

Les procureurs de la cité de Verdun,
4421—41-4 FAUTEUX & FAUTEUX.

The City of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature at its next session, for amendments to its Charter on the following matters:

To regulate the traffic of any vehicle, to refund certain proprietors of amount paid for paving of Evelyn street, to repair and rebuild sidewalks in the city, to expropriate certain parcel of ground to open Wellington, Bannantyne, Aqueduct streets and Strathmore Avenue.

Montreal, 10th October, 1922.

FAUTEUX & FAUTEUX,
4422-41-4 Attorneys for the city of Verdun.

Avis est par les présentes donné que Margaret Gascoigne, fille majeure et usant de ses droits, David N. C. Hogg, gérant, James Colin Kemp, ingénieur, William Leggat, courtier, Ernest A. Macnutt, trésorier, George C. McDonald, comptable licencié, Percy E. Nobbs, architecte, Dame Ellen M. Peck, veuve de T. Esmond Peck, Gilbert S. Stairs, avocat, et Robert O. Sweezy, ingénieur, tous des cité et district de Montréal, en la province de Québec, feront application à la prochaine session de la Législature de Québec, pour qu'un acte soit passé aux fins de les incorporer ainsi que toutes autres personnes qui pourront en faire partie à l'avenir en une corporation sous le nom de "Study Corporation" ou tout autre nom approprié, aux fins d'acquérir, entretenir et diriger l'école pour filles actuellement dirigée par ladite Margaret Gascoigne, sur l'avenue Seaforth en la dite cité de Montréal, avec pouvoirs d'acquérir, posséder, vendre et aliéner les immeubles, bâties, mobiliers d'exploitation de toutes sortes pour les fins de ladite corporation, accepter des souscriptions, donations ou dons, d'en investir les argents, d'emprunter, émettre des bons, débetures ou debenture stock, d'hypothéquer, mortgager et de donner en gage tous ou aucune partie des immeubles et des meubles de ladite corporation ou les deux, pour garantir des bons, débetures ou debenture stock ou toutes autres obligations ou dettes de ladite

Notice is hereby given, that Margaret Gascoigne, spinster, of the full age of majority and enjoying civil rights, David N. C. Hogg, manager, James Colin Kemp, engineer, William Leggat, broker, Ernest A. Macnutt, treasurer, George C. McDonald, chartered accountant, Percy E. Nobbs, architect, Dame Ellen M. Peck, widow of T. Esmond Peck, Gilbert S. Stairs, advocate and Robert O. Sweezy, engineer, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, will apply at the next session of the Quebec Legislature for the passing of an Act for the purpose of incorporating them and such other persons as may become members thereof as a corporation under the name of The Study Corporation or some other appropriate name, for the purpose of acquiring, maintaining and conducting the school for girls now conducted by the said Margaret Gascoigne at Seaforth Avenue in the said city of Montreal, with power to acquire hold, sell and dispose of lands, buildings and equipment of all kinds for the purposes of the corporation, to accept subscriptions, donations or endowments, to invest moneys, to borrow money, issue bonds, debentures or debenture stock, to hypothecate, mortgage and pledge the whole or any part of the corporation's immovable or moveable property or both, to secure any such bonds, debentures or debenture stock or any other obligation or indebtedness of the corpora-

corporation, de faire des règlements et des ordonnances dans la direction et l'administration des affaires de la dite corporation pour employer, rémunérer et pourvoir à des pensions ou à des fonds de retraite pour le personnel, pour la création de bourses pour les élèves et pour aider les professeurs ou les élèves et pour telles autres dispositions convenables ou désirables pour l'établissement, la direction et l'administration, par la dite corporation, d'une école d'enseignement primaire et secondaire pour les jeunes filles et pour l'exemption de toutes taxes civiques ou municipales des propriétés de ladite corporation employée pour fins scolaires, y compris des stipulations pour l'admission et la mise à retraite des membres de ladite corporation et quant à sa dissolution.

Montréal, 5 octobre 1922.

Les agents pour les solliciteurs,
McGIBBON, MITCHELL, CAS-
GRAIN, McDOUGALL &
STAIRS.

Avis est par les présentes donné que Dame Marie-J.-Albertine Ostell, épouse séparée de biens de Joseph-Armand Bériau, commis, des cité et district de Montréal, et ledit Joseph-Armand Bériau pour autoriser les présentes; Marie-Sophie-Jeanne-Mélina Ostell, épouse séparée de corps et de biens d'Albert Constantin, commis, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée en justice, aux fins des présentes; Joseph Thomas Ostell et Edward Sydney Ostell, tous deux des cité et district de Montréal, et John Benjamin Ostell, de la ville de Chicago, dans les États-Unis d'Amérique, s'adresseront à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser le protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, à donner un titre clair à l'acquéreur ou adjudicataire des propriétés vendues ou à être vendues en vertu du jugement du 29 juin 1922, ordonnant la vente des immeubles suivants, savoir:

L'immeuble connu et désigné sous le numéro trois (3) du quartier Saint-Louis, et un autre immeuble formant partie du lot officiel numéro cent soixante-seize (176) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal—avec les bâtisses portant les numéros trois cent trente-sept et trois cent trente-neuf (337 et 339) de la rue Saint-Louis, lesquels immeubles furent dûment mis à l'enchère le 5 septembre 1922, et le premier de ces immeubles adjugé à Alexandre Prudhomme et fils, Limitée, et le deuxième immeuble devant être remis en vente suivant la loi.

Montréal, le 9 octobre 1922.

Le procureur des requérants,
4443—41-4 ANATOLE GAUDET.

Avis est par les présentes donné, que Georges Laurencelle, étudiant de Longueuil, présentera un bill à la prochaine session de la Législature de Québec, afin d'être autorisé à pratiquer comme dentiste, après examen final.

Les procureurs du requérant,
4445—41-4 ARCHAMBAULT &
MARCOTTE.

Avsi est par les présentes donné que la compagnie dit "L'Entrepôt frigorifique Saint-Maurice Limitée" (The Saint Maurice Cold Storage Limited), ayant son siège social dans la cité des Trois-Rivières, s'adressera à la Législature à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet de modifier le chapitre 142 du Statut 12

tion, to make by-laws and regulations for the conduct and administration of the affairs of the corporation, to employ, remunerate and provide pensions or retiring allowances for the staff and scholarship of bursaries for pupils and to assist teachers or pupils, and containing such other provisions as may be suitable or desirable for the establishment, conduct and administration by the corporation of a school for the elementary and higher education of girls, exempting the property of the corporation used for educational purposes from civic or municipal taxes, including provisions for the admission and withdrawal of members of the corporation and for its dissolution.

Montreal, 5th October, 1922.

McGIBBON, MITCHELL, CAS-
GRAIN, McDOUGALL & STAIRS,
4442—41-4 Agents for applicants.

Notice is hereby given by Dame Marie Anne Joséphine Albertine Ostell, wife separate as to property of Joseph Armand Bériau, clerk, of the city and district of Montreal, and the said Joseph Armand Bériau, to authorize his wife, Dame Marie Sophie Jeanne Melina Ostell, wife separate as to bed and board of Albert Constantin, clerk, of the city and district of Montreal, and duly authorized in justice for the purposes hereof; Joseph Thomas Ostell and Edward Sydney Ostell, both of the city and district of Montreal, and John Benjamin Ostell, of the city of Chicago, in the United States of North America, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill authorizing the prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal to grant a clear title to the purchaser of the properties sold, or to be sold, in virtue of the judgment of the 29th June, 1922, ordering the sale by licitation of the following immoveables, to wit:

The property known as number three (3) of Saint Louis ward, and another property forming part of the lot official number one hundred and seventy six (176) of the official plan and book of reference of Saint James ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and bearing the numbers 337 and 339 of Saint Louis street in the city of Montreal; which immoveables were duly offered for sale on the 5th September, 1922, and the first allotted to Alexandre Prudhomme & Fils, Limitée, and the second to be reoffered for sale according to law.

Montreal, 9th October, 1922.

ANATOLE GAUDET,
4444—41-4 Attorney for petitioners.

Notice is hereby given that Georges Laurencelle, student, of the city of Longueuil, will present a bill at the next session of the Legislature of Quebec, in order to be authorized to practise as a dentist after final examination.

ARCHAMBAULT & MARCOTTE,
4446—41-4 Attorneys for petitioner.

Notice is hereby given that the company named "L'Entrepôt Frigorifique Saint-Maurice Limitée" (The Saint Maurice Cold Storage Limited), having its head office in the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act modifying chapter 142 of the Act 12 George V of Quebec,

George V, de Québec, et de remplacer les articles 1 et 2 du dit chapitre, de manière à ce que le règlement No 364 adopté par la cité des Trois-Rivières le 20 janvier 1919, tel qu'amendé par le règlement No 373 adopté le 2 septembre 1919, pour garantir les obligations émises par la compagnie, soit ratifié et confirmé à toutes fins que de droit.

Les procureurs de la réclamante,
BEIQUE & BEIQUE.

Québec, 12 octobre 1922. 4449-41-4

and to replace articles 1 and 2 of the said chapter so that the by-law No. 364 adopted by the city of Three Rivers the 20th. of January 1919, as amended by the by-law No. 373 adopted the 2nd of September 1919, to guarantee the bonds issued by the same company, be ratified and confirmed for all lawful purposes.

BEIQUE & BEIQUE,
Attorneys for Applicant.

Quebec, October 12th. 1922. 4450-41-4

Département de l'instruction publique

1869-22.

Quebec, 19 octobre 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Prospère, comté de Beauce, les lots Nos 26 à 30 inclusivement du rang 9 du canton de Watford, et de les annexer à celle de Saint-Côme, par., même comté. 4655-43-2

Department of Public Instruction

1869-22

Quebec, October 19th, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Prospère, county of Beauce, the lots Nos 26 to 30, both inclusive, of range 9 of the township of Watford, and to annex them to that of Saint-Côme, same county. 4656-43-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Edouard-de-Napierville, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que 59 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagés à prendre un montant total d'assurance de \$765.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dix-huitième jour d'octobre 1922.

Le président,

DIEUDONNE POISSANT.

Le secrétaire,

HERVE BLOUIN.

4807

Treasury Department

Notice is hereby given that "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Edouard-de-Napierville", in the Province of Québec, has complied with the requirements of article 6889 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, and that 59 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect insurance for a total amount of \$765.00.

Given pursuant to article 6889 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, this twenty eighth day of October, 1922.

DIEUDONNE POISSANT,

Président.

HERVE BLOUIN,

Secretary.

4808

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2122.

Dame Albertine Lafond, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Fortin, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Jean Baptiste Fortin, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 31ième jour de juillet 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

LAVERY & DEMERS.

Montréal, ce 28 octobre 1922. 4773-44-5

Actions for separation as to property

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 2122.

Dame Albertine Lafond, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jean-Baptiste Fortin, of the same place, duly authorized to ester in justice, plaintiff; vs the said Jean Baptiste Fortin, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 31st day of July, 1922.

LAVERY & DEMERS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, October 28th. 1922. 4774-44-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4736.

Dame Annie Ravid, épouse commune en biens de Louis Heilig, marchand, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit Louis Heilig, défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 4736.

Dame Annie Ravid, wife common as to property of Louis Heilig, merchant, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said Louis Heilig, defendant.

An action in separation as to property has

tuée en cette cause le 19ème jour d'octobre 1922.

Montréal, ce 27 octobre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
WEINFELD, SPERBER

4475—44-5

& LEVINE.

Cour supérieure, No 354.

Bertha Charlotte Magoon, du canton de Magog, district de Saint-François, épouse de Guy D. Chapman, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée, demanderesse, vs Guy D. Chapman, du canton de Magog, district de Saint-François, cultivateur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, entre la demanderesse et le défendeur.

Sherbrooke, Qué., ce 3ième jour d'octobre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

4777—44-5 WELLS, LYNCH & WILSON.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 1489.

Ovilia Poitras, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Roméo Poitras, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, vs ledit Roméo Poitras, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25 octobre 1922.

Montréal, 30 octobre 1922.

Le procureur de la demanderesse,

4801—44-5 J-EUDORE MORIER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1198.

Dame Ida Demers, épouse commune en biens de Séverin Bleau, autorisée à ester aux présentes par jugement de cette Cour en date du 30 septembre 1922, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Séverin Bleau, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 10ème jour d'octobre 1922.

Montréal, ce 24 octobre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

4677—43-5 FAUTEUX & FAUTEUX,

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2910.

Dame Bridget alias Dilia Egan, demanderesse vs Hugh Hylands, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, ce 25 octobre 1922.

Les procureurs de la demanderesse.

CASGRAIN, McDOUGALL,
STAIRS & CASGRAIN.

4733—43-5

Canada, province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 493.

Dame Bertha Bellemarre, de la cité et du district des Trois-Rivières, épouse commune en biens de Alide Bourassa, marchand du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Alide Bourassa, du même lieu; défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 13ème jour d'octobre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

DESILETS & FORTIER.

Trois-Rivières, 16 octobre 1922. 4499—42-5

been instituted in this case on the 19th day of October, 1922.

Montreal, October 27th, 1922.

WEINFELD, SPERBER & LEVINE,

4776—44-5

Attorneys for plaintiff.

In the Superior Court, No. 354.

Bertha Charlotte Magoon, of the township of Magog, district of Saint Francis, wife of Guy D. Chapman, of the same place, farmer, duly authorized, plaintiff, vs Guy D. Chapman, of the township of Magog, district of Saint Francis, farmer, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted between plaintiff and defendant.

Sherbrooke, P. Q., October 3rd, 1922.

WELLS, LYNCH & WILSON,

4778—44-5

Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1489.

Dame Ovilia Poitras, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Romeo Poitras, laborer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff, vs the said Romeo Poitras, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case the 25th of October, 1922.

Montreal, 30th October, 1922.

J. EUDORE MORIER,

4802—44-5

Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1198.

Dame Ida Demers, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Severin Bleau, duly authorized to *ester en justice* by judgment of this Court dated the 30th day of September, 1922, plaintiff; vs Severin Bleau, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the tenth day of October, 1922.

Montreal, October 24th, 1922.

FAUTEUX & FAUTEUX,

4678—43-5

Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No 2910.

Dame Bridget alias Dilia Egan, plaintiff, vs Hugh Hylands, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

Montréal, October 25th, 1922.

CASGRAIN, McDOUGALL,

STAIRS & CASGRAIN,

Attorneys for Plaintiff.

4734—43-5

Canada, Province of Quebec, district of Three-Rivers, Superior Court, No. 493.

Dame Bertha Bellemarre, of the City and district of Three-Rivers, wife of Alide Bourassa, duly authorized to *ester en justice*; plaintiff; vs Alide Bourassa, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 13th of October 1922.

DESILETS & FORTIER,

Attorneys for plaintiff.

Three-Rivers, October, 16th, 1922.

4500—42-5

Canada, province de Québec, District de Beauce, No 6716, Dans la Cour Supérieure.

Dame Rose-Anna Bolduc, épouse commune en biens de Georges Couture, charretier, de Vallée-Jonction, demanderesse; contre le dit Georges Couture, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5ième jour d'octobre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
ROSAIRE BEAUDOIN.

Saint-Joseph-de-Beauce, 5 octobre 1922,
4381—41-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6716.

Dame Rose-Anna Bolduc, wife common as to property of Georges Couture, carter, of Valley Junction, plaintiff, against the said Georges Couture, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this case.

ROSAIRE BEAUDOIN,
Attorney for the plaintiff.

Saint-Joseph-de-Beauce, October 5th, 1922.
4382—41-5

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été prise le 8 septembre 1922, devant la Cour Supérieure du district de Kamouraska, No 8240, par Dame Marie-Anne Beaulieu, épouse de Charles-Eugène Lavoie, cultivateur, de la paroisse de Trois-Pistoles, dûment autorisée à cet effet contre le dit Charles-Eugène Lavoie.

Rivière-du-Loup, 9 octobre 1922.

L'avocat de la demanderesse,
4397—41-5 S. G. RIOUX.

Notice is hereby given that an action for separation as to property has been instituted, the 8th of September, 1922, before the Superior Court of the district of Kamouraska, No. 8240, by Dame Marie-Anne Beaulieu, wife of Charles-Eugène Lavoie, farmer, of the parish of Trois-Pistoles, duly authorized for that purpose, against the said Charles-Eugène Lavoie.

S. C. RIOUX,
Attorney for plaintiff.

Riviere-du-Loup, October 9th, 1922.
4398—41-5

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 1084.

Dame Ethel Tennenhouse, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Mendel Lassner, marchand, du même lieu, demanderesse; contre Mendel Lassner, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

Les procureurs de la demanderesse,
SHULMAN & SHULMAN.

Montréal, 4 octobre 1922. 4321—40-5

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montréal, No. 1084.

Dame Ethel Tennenhouse, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Mendel Lassner, merchant, of the same place, plaintiff; against Mendel Lassner of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

SHULMAN & SHULMAN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 4th October, 1922. 4322—40-5

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 3571.

Dame Sadie Cornfield, de la cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Isaac Garshon, marchand, du même lieu, demanderesse; contre Isaac Garshon, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 4 octobre 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
4323—40-5 SHULMAN & SHULMAN.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 3571.

Dame Sadie Cornfield, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Isaac Garshon, merchant, of the same place, plaintiff; against Isaac Garshon, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, 4th October, 1922.

SHULMAN & SHULMAN,
4324—40-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 1274.

Dame Marie-Eva Côté, épouse commune en biens de Joseph-A. Bélanger, demanderesse, & le dit Joseph A. Bélanger, de la paroisse de l'Islet, comté de l'Islet, hôtelier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
GAGNE & GAGNE.

Montmagny, ce 19 septembre 1922.
4295—40-5

Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 1274.

Dame Marie-Eva Côté, wife common as to property of Joseph A. Bélanger, plaintiff; vs the said Joseph A. Bélanger, of the parish of l'Islet, county of l'Islet, hotel-keeper, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

GAGNE & GAGNE,
Attorneys for plaintiff.

Montmagny, September 19th, 1922.
4296—40-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure No, 5349.

Dame Irène Lemonde, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Zéphirin Huot, contracteur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Zéphirin Huot, du même lieu, défendeur.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5349.

Dame Irène Lemonde, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Zéphirin Huot, contractor, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff, vs the said Zéphirin Huot of the city and district of Montreal, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27 septembre 1922.

Le procureur de la demanderesse,
J.-EUDORE MORIER.

Montréal, 27 septembre 1922.
4297—40-5

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 27th of September, 1922.

J. EUDORE MORIER,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 27 the September, 1922.

4298—40-5

Action en séparation de biens

Province de Québec, district des Trois-Rivières, No 581, Cour supérieure.

Dame Edouardina Chandonnet, épouse commune en biens de Georges Chandonnet, cultivateur, de l'endroit appelé Grande-Anse, sur le Saint-Maurice, demanderesse; vs ledit George Chandonnet, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le vingt-neuvième jour de mai 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
MARTEL, MARTEL ET QUESNEL.
4579—42-5

Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Three Rivers, No. 581, Superior Court.

Dame Edouardina Chandonnet, wife common as to property of Georges Chandonnet, farmer, of the place called Grande Anse, on the Saint-Maurice, plaintiff; vs the said Georges Chandonnet, defendant.

An action for separation from bed and board and property has been instituted in this cause the twenty ninth day of May, 1922.

MARTEL, MARTEL AND QUESNEL,
4580—42-5 Attorneys for plaintiff.

Avis

Canada, province de Québec, village de Beauport.

Avis public est par les présentes donné qu'à une séance spéciale du conseil du village de Beauport, tenue au lieu et à l'heure ordinaire des sessions du dit conseil, le 16ème jour d'octobre 1922, le conseil du dit village de Beauport a ordonné, statué et décrété l'érection de son territoire en municipalité de ville, sous l'empire de la loi des cités et villes, sous le nom de Ville de Beauport, laquelle ville sera comprise, d'après le cadastre officiel du village de Beauport, dans les bornes suivantes, savoir:

Vers l'est; la limite ouest de la municipalité du village de Beauport-Est;

Vers le nord; une ligne menée parallèlement au et à trois arpents et demi au nord du chemin royal (Avenue Royale) jusqu'à la ligne est du lot 491 du susdit cadastre et une autre ligne également parallèle au et distante de trois arpents et demi au nord du chemin de l'Enceinte (Avenue Du-Moulin) jusqu'à la rive gauche (est) de la rivière Beauport, et cette partie de la limite sud de la municipalité du village de Beauport-Est qui traverse sur la falaise des lots 329 à 354 inclusivement.

Vers l'ouest; la dite rive gauche (est) de la rivière Beauport, jusqu'à la basse marée.

Vers le sud; la basse marée.

La population du village de Beauport est actuellement de 2776 personnes.

Que la corporation du dit village de Beauport s'adressera, dans les délais et en la forme prévus par la loi, au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'ordonner l'émission des lettres-patentes érigeant le territoire susdécrit de la municipalité du village de Beauport, en corporation de ville.

Fait et signé à Beauport, ce seizième jour d'octobre 1922.

Le maire,
EDMOND GIROUX,
Le secrétaire-trésorier,
HENRI DELAGE.

4593—42-4

Notice

Canada, Province of Quebec, village of Beauport.

Public notice is hereby given that at a special meeting of the Council of the village of Beauport, held at the customary place and time of the meetings of the said Council, the 16th day of October, 1922, the Council of the said village of Beauport has ordered, enacted and decreed the erection of its territory into a town municipality, under the Cities' and Towns' Act, under the name of "Town of Beauport", which town shall be included, according to the official cadastre of the village of Beauport, within the following boundaries, to wit:

To the east; the west limit of the municipality of the village of Beauport East.

To the north; a line running parallel to and at three arpents and a half to the north of the King's Highway (Avenue Royale) up to the east line of the lot 491 of the aforesaid cadastre, and another line also parallel to and three arpents and a half distant north of the Enceinte Road (Avenue Du Moulin), up to the left (east) bank of the Beauport river, and that part of the south limit of the municipality of the village of Beauport east which runs across, on the top of the cape, the lots 329 to 354 inclusively.

To the west; the said left (east) bank of the Beauport river up to the low water line.

To the south; the low water mark.

The population of the village of Beauport is presently of 2776 souls.

That the corporation of the said village of Beauport will apply, within the delays and in the form prescribed by law, to the Lieutenant-Governor in Council, praying for the issue of Letters Patent erecting the above described territory of the municipality of the village of Beauport into a town corporation.

Made and signed at Beauport, this 16th day of October, 1922.

EDMOND GIROUX,
Mayor.
HENRI DELAGE,
Secretary.

4594—42-4

Bureau-chef

Avis est par le présent donné que la compagnie dite "Madeleine River Pulp Company, Limited", constituée par lettres patentes en date du 28 août, émises sous l'empire de la loi des compagnies de Québec 1920, ayant son bureau-chef à Montréal, dans la province de Québec, a établi son bureau-chef au No 205 rue Saint-Jacques, dans ladite cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 27ième jour d'octobre, 1922.

MADELEINE RIVER PULP COMPANY, LIMITED.

Le secrétaire,

E. H. STEWART.

4779

Chief Office

Notice is hereby given that Madeleine River Pulp Company, Limited, incorporated by letters patent issued on the 28th day of August, under the Quebec Companies' Act 1920, and having its head office in Montreal in the Province of Quebec, has established its head-office at 205 Saint James street, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 27th day of October, 1922.

MADELEINE RIVER PULP COMPANY, LIMITED.

E. H. STEWART,

Secretary.

4780

Liquidation, avis de

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée des actionnaires de la "National Amusement Company, Limited" tenue le dix-septième jour d'octobre mil neuf cent vingt-deux, au bureau de la compagnie, en la cité de Sherbrooke, les dix actionnaires représentant plus que les deux tiers du capital de la dite compagnie, ont passé et adopté une résolution déclarant que les affaires de la "National Amusement Company, Limited" seront liquidées volontairement et que ladite compagnie sera dissoute; et que Joseph Blitt est nommé liquidateur pour liquider les affaires de la compagnie et en distribuer l'actif.

Signé à Sherbrooke, le dix-huit octobre 1922.

Le président,
JOS. BLITT.

Le secrétaire,
MINNIE BLITT.

Le liquidateur,
JOS. BLITT.

4793

Winding-up Notice

Notice is hereby given that at a meeting of the shareholders of the "National Amusement Company, Limited", held the seventeenth day of October, one thousand nine hundred and twenty two, at the office of the company, in the city of Sherbrooke, the ten shareholders representing more than two thirds of the capital stock of the said company, have passed and adopted a resolution declaring that the affairs of the "National Amusement Company, Limited" be voluntarily wound up and the said company dissolved and that Joseph Blitt be appointed liquidator to wind up the affairs of the company and distribute its assets.

Signed at Sherbrooke, the 18th of October, 1922.

JOS. BLITT,
President.

MINNIE BLITT,
Secretary.

JOS. BLITT,
Liquidator.

4794

Minutes de notaire

Québec, ce 2 octobre 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, pour M. Joseph-Théophile Legault, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu James Lonergan, en son vivant notaire du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,

4265—40-5 C.-J. SIMARD.

Notarial Minutes

Quebec, September 2nd, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Joseph Théophile Legault, notary, residing and practicing at Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late James Lonergan, in his lifetime, notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,

4266—40-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 483.

Albéric Cloutier, demandeur, vs Joseph Brulotte, défendeur, et Georges Fortin, opposant.

Rule of Court

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 483.

Alberic Cloutier, Plaintiff; vs Joseph Brulotte, Defendant; & Georges Fortin, opposant.

Sur l'ordre de l'honorable juge Bruneau, donné le vingt-cinquième jour de septembre 1922. Il est ordonné aux créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, de les produire en cette cause, au bureau du Protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la "Gazette Officielle" de Québec, conformément aux articles Nos 673-674 du Code de procédure civile.

Le député protonotaire,
4493-42-2 T. DEPATIE.

By order of the Honourable Justice Bruneau, given the twenty-fifth day of September, 1922. It is ordered to the creditors of the said defendant, who have not yet produced their claims to produce them in this cause, in the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the "Quebec Official Gazette" in conformity with articles 673-674 of the Code of Civil procedure.

T. DEPATIE,
Dep. P.S.C.M.

Soumissions

Des soumissions cachetées et marquées "Soumissions" seront reçues au bureau du secrétaire-trésorier jusqu'à lundi, le 6 novembre, 1922, à 8 heures P. M., pour la vente de \$18,500.00 de bons émis par la municipalité de Westbury, comté de Compton, portant 6% d'intérêt remboursable par annuités de 20 ans.

Aucune soumission ne sera nécessairement acceptée.

Pour toute information s'adresser au
secrétaire-trésorier,
4467-41-3 J.-A. GIRARD, East-Angus, P.Q.

Tenders

Sealed tenders marked "Tenders" will be received at the office of the secretary-treasurer up to Monday the 6th. of November 1922, at 8 o'clock P. M., for the sale of \$18,500.00 of bonds issued by the municipality of Westbury, county of Compton, bearing interest at the rate of 6%, redeemable in 20 annuities.

None of the tenders shall be necessarily accepted.

For further particulars, apply to,
J. A. GIRARD, East-Angus, P. Q.
4468-41-3 Secretary-Treasurer.

Ventes, Loi de faillite

Dans l'affaire de Roméo Turcotte, journalier, Cap-de-la-Madeleine, cédant-autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures a. m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, l'actif immobilier de cette faillite, décrit comme suit:

Un emplacement situé en la ville du Cap-de-la-Madeleine, sur la rue Saint-Alphonse, contenant trente pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, comme étant le lot numéro dix de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent-six (406-10)—avec la maison à deux logements dessus construite, circonstances et dépendances.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau, en aucun temps.

L'immeuble plus haut désigné peut être visité en tout temps, en s'adressant au soussigné ou sur les lieux.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3b de la Loi des faillites, et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Le syndic autorisé,
J.-A. DONAT CHAGNON.

Bureau: 49, rue Alexandre,
Trois-Rivières, Qué.

Trois-Rivières, 23 octobre 1922. 4633-43-2

Sales, Bankruptcy Act

In the matter of Romeo Turcotte, labourer, Cap-de-la-Madeleine, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock a. m., there will be sold at public auction, at the parochial church door of Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, the immoveable assets of this estate, described as follows:

An emplacement situate in the town of Cap-de-la-Madeleine, on Saint-Alphonse street, containing thirty feet in width by eighty feet in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, as being lot number ten of the official subdivision of lot number four hundred six (406-10)—with the two tenement house thereon erected, circumstances and dependencies.

The sale to be made to the highest bidder.

The titles and certificates can be seen at my office at any time.

The immoveable above described can be inspected at any time, on applying to the undersigned or on the premises.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3b of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J.-A. DONAT CHAGNON,
Authorized trustee.

Office: 49 Alexandre street,
Three Rivers, P. Q.

Three Rivers, 23rd October, 1922.

4634-43-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure en matière de faillite, No 75. Dans l'affaire de Emile Bellemare, 52a rue Tamarac, Shawinigan-Falls, comté de Saint-Maurice, district de Trois-Rivières, Qué., cédant-autorisé; et Paquet & Bonnier, de la cité de Montréal, Qué., syndics autorisés.

Avis public est par le présent donné que les terrains et bâtisses dessus érigées sous-mentionnés seront vendus sur les lieux, 52a rue Tamarac, Shawinigan-Falls, Qué., SAMEDI, DEUX DECEMBRE 1922, à TROIS heures p. m.

Un certain lot de terre situé à Shawinigan-Falls, maintenant connu et désigné comme numéro quatre-vingt-treize au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-93) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cinquante pieds de largeur sur la profondeur de quatre-vingt-douze pieds, plus ou moins, mesure anglaise, et contenant quatre mille six cents pieds en superficie, mais sans garantie de mesures précises et borné comme suit, savoir: en front par la Troisième rue No 628-62; en arrière par une ruelle No 628-102; du côté est par le lot No 628-92, et du côté ouest par le lot No 628-94;—avec le droit de passage en commun avec les propriétaires y ayant droit dans la ruelle située en arrière et portant le No 628-102.—Avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à Shawinigan-Falls, le DEUXIEME jour de DECEMBRE 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Pour plus amples informations, s'adresser aux soussignés.

Les syndics autorisés,

PAQUET & BONNIER.

Bureau: 120 Saint-Jacques, Montréal, Qué.

Montréal, 23 octobre 1922. 4635—43-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court in bankruptcy, No. 75. In the matter of Emile Bellemare, 52a Tamarac street, Shawinigan-Falls, Saint Maurice county, district of Three Rivers, P. Q., authorized assignor; and Paquet & Bonnier, of the city of Montreal, P. Q., authorized trustees.

Public notice is hereby given that the piece of ground—with the buildings thereon erected undermentioned, will be sold on the premises, 52a Tamarac street, Shawinigan-Falls, P. Q., on SATURDAY, SECOND DECEMBER, 1922, at THREE o'clock, p.m.

A certain piece of ground situated at Shawinigan-Falls, now known and designated under number ninety-three of the subdivision plan of cadastral lot number six hundred and twenty-eight (628-93) of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, measuring fifty feet in width by a depth of ninety-two feet, more or less, English measures, and containing four thousand and six hundred feet in area, but without any guarantee of just measures and bounded as follows, viz: in front, by the 3rd street No. 628-62; in rear by a lane No. 628-102; eastward by lot No. 628-92, and westward by lot No. 628-94—with the right of passage in common with the proprietors having right to same in the lane situated in rear and bearing No. 628-102.—With buildings thereon erected.

To be sold at Shawinigan-Falls, on the SECOND day of DECEMBER, 1922, at THREE o'clock p.m.

For further particulars, apply to the undersigned.

PAQUET & BONNIER,

Authorized trustees.

Office: 120 Saint James street, Montreal, Que.

Montreal, 23rd October, 1922. 4636—43-2

Province de Québec, district de Montréal, No 32.

Dans l'affaire de "North American Oil Company", de la cité de Montréal, Qué., cédante autorisée, et Paquet & Bonnier, de la cité de Montréal, Qué., syndics autorisés.

Avis public est par le présent donné que les terres sous-mentionnées seront vendues aux temps et lieux respectifs, tel que mentionnées plus bas.

Deux lots de terre situés dans le quartier Bordeaux à Montréal, sur la rue Lanoraie, autrefois avenue Vendôme, et connus et désignés comme étant les lots numéros trois cent cinquante-huit et trois cent cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro six cent trente-six (636-358 et 359), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant ensemble cinquante pieds de front par quatre-vingt-cinq pieds 47-100 au nord, et quatre-vingt-cinq pieds et 25-100 au sud de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendus par encan public, aux bureaux des syndics, suite 501, 120 rue Saint-Jacques, Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Les syndics autorisés,

PAQUET & BONNIER.

Bureau: 120 Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, le 20 octobre 1922. 4679—43-2

Province of Quebec, district of Montreal, No. 32.

In the matter of North American Oil Company, of the city of Montreal, P. Q., authorized assignor, and Paquet & Bonnier, of the city of Montreal, P. Q., authorized trustees.

Public notice is hereby given that the pieces of ground undermentioned will be sold at the respective time and place hereinafter specified.

Two pieces of ground situated in Bordeaux ward at Montreal, on Lanoraie street, previously Vendôme avenue, known and designated as being lots No three hundred and fifty eight and three hundred and fifty nine of the official subdivision of lot number six hundred and thirty six (636-358 and 359) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Lawrence, measuring together, fifty feet of frontage by eighty five feet 47-100 northward, and eighty five feet 25-100 in depth, southward, English measure, more or less.

To be sold by public auction, at the offices of the trustees, suite 501, 120 Saint James street, Montreal, on the TWENTY NINTH day of NOVEMBER 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PAQUET & BONNIER,

Authorized trustees.

Office: 120 Saint James st.

Montreal, October 20th, 1922. 4680—43-2

Dans l'actif de Joseph Bégin, Saint-Evariste, comté de Beauce, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour de faillite, le 5 d'octobre 1922, tel que prescrit par la loi des faillites, 1920.

L'immeuble suivant sera vendu par enchère publique le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1922, à QUATRE heures de l'après-midi, au bureau du syndic autorisé, Tancrede Beaudoin, à Saint-Joseph-de-Beauce.

Un certain terrain, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Beauce, faisant partie des lots 26-B, 26A dans le rang B du canton de Forsyth—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, le morceau de terrain étant de forme irrégulière, contenant 80 pieds de large en front.

Un certain morceau de terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Beauce, comme faisant partie du lot 20 dans le rang 7 du canton de Forsyth.

Un morceau de terrain connu et désigné au cadastre susdit comme faisant partie des lots numéros 25A 25B dans le rang B du canton de Forsyth.

Un autre morceau de terrain connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels pour ledit rang B du canton de Forsyth sous les numéros 25 C et partie du lot numéro 25D.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe B-3 de la Loi des faillites 1920, 9-10 Geo. V, chapitre 36, et a les mêmes effets que si la vente était faite par le shérif lui-même.

Pour plus amples informations, s'adresser au bureau du soussigné:

Le syndic autorisé,
TANCREDE BEAUDOIN.

Saint-Joseph-de-Beauce, 24 octobre 1922.

4681—43-2

In the matter of Joseph Bégin, Saint-Evariste, county of Beauce, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Bankruptcy Court, October 5th 1922, and such as prescribed by the Bankruptcy Act 1920, the immoveable hereinafter designated will be sold by public auction the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER, 1922, at FOUR o'clock in the afternoon, at Tancrede Beaudoin's office, authorized trustee, at Saint-Joseph-de-Beauce.

That certain piece of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Beauce, as forming part of the lots 26-B and 26-A in range B of the township of Forsyth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the said piece of land being of irregular figure and measuring eighty feet in width at the front.

That certain piece of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Beauce, as forming part of the lot 20 in the seventh range of the township of Forsyth.

That certain piece of land known and designated on the aforesaid cadastre as forming part of the lots numbers 25-A and 25-B in range B of the township of Forsyth.

Another piece of land known and designated on the aforesaid official plan and book of reference for said range B of the township of Forsyth under the number 25-C and part of the lot number 25-D.

The sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 1920, 9-10 George V, chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

For further particulars, apply to the office of the undersigned:

TANCREDE BEAUDOIN,

Authorized trustee.

Saint-Joseph-de-Beauce, October 24th 1922.

4682—43-2

SOUS L'EMPIRE DE LA LOI DE FAILLITE

No. 96

THEOPHITUS DESNOYERS, cédant autorisé; et "THE SUN TRUST COMPANY, LIMITED, syndic Autorisé.

Comme appartenant au failli:

1. Un emplacement situé en la Ville de la Pointe-aux-Trembles, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-cinq (185) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, comprenant cinquante pieds de front sur toute la profondeur qu'il peut y avoir à partir du fleuve au chemin du Roi, ou rue Notre-Dame, borné en front par le chemin du Roi ou rue Notre-Dame, en profondeur par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté au sud-ouest par un chemin projeté de dix-huit pieds de largeur, faisant partie du dit lot numéro cent quatre-vingt-cinq, lequel chemin appartenant à Féréol Lacroix, et contigu à une autre partie de ce dit lot appartenant à Pierre Hamelin, et de l'autre côté, au nord-est, par partie du dit lot numéro cent quatre-vingt-cinq appartenant à Oscar Marin, avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

2. Deux lots portant les numéros 101 et 102 de la subdivision du lot numéro 181 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, bornés en front par la Quinzième Avenue.

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

No. 96

THEOPHITUS DESNOYERS, Authorized Assignor and THE SUN TRUST COMPANY, LIMITED, aAuthorized Trustee.

As belonging to the said assignor:

1. An emplacement situate in the city of Pointe-aux-Trembles, forming part of the lot known and described under number one hundred and eighty five (185) of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, measuring fifty feet in front on the whole depth that may exist from the river to Notre Dame street, or the King's road, bounded as follows: in front by the King's road or Notre-Dame street, in depth by the river Saint-Lawrence, on south-east side by a projected road of eighteen feet width from the said lot number one hundred and eighty five, which road belonging to Fereol Lacroix, and adjoining to another part of said lot belonging to Pierre Hamelin, and on the north-east side by part of said lot No. one hundred and eighty five belonging to Oscar Marin,—with the house and other buildings thereon erected.

2. Two lots known and described under numbers 101 and 102 of the subdivision of lot number one hundred and eighty one for the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, bounded in front by the Fifteenth Avenue.

Pour être vendus à la porte de la dite maison portant le No. 6314 de la rue Notre-Dame, Pointe-aux-Trembles, le ONZIÈME jour de DECEMBRE prochain (1922) à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Syndic.

THE SUN TRUST COMPANY, LIMITED
ARTHUR GAGNE,
Gérant.

Montréal, 26 octobre 1922. 4769-44-2

To be sold at the door of the above mentioned house, bearing civic number 6314 of Notre-Dame street, Pointe-aux-Trembles, on the ELEVENTH day of DECEMBER next (1922) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

The Trustee

THE SUN TRUST COMPANY, LIMITED
ARTHUR GAGNE,
Manager.

Montreal, this 26th October 1922. 4770-44-2

Dans l'affaire de Alphonse Grenier, de la cité de Shawinigan-Falls, comté de Saint-Maurice, Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le TRENTIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de la cité de Grand'Mère, comté de Champlain, l'immeuble décrit comme suit:

Un certain terrain en la ville de Grand'Mère, mesurant cent trente-cinq pieds de largeur, mesure anglaise, plus ou moins; par environ quatre-vingt-deux pieds de profondeur; borné en front par une rue, en profondeur par le terrain de la corporation de Grand'Mère; d'un côté, par le terrain de Joseph Corriveau; d'autre côté, par le terrain de Roméo Lafond; ledit terrain faisant partie des lots numéros cent trente-six et cent trente-sept (136 et 137) du cadastre hypothécaire fait pour la paroisse de Sainte-Flore—avec maison, circonstances et dépendances.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres relatifs à l'immeuble ci-dessus décrit peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente, faite d'après le paragraphe B-3 de l'article 20 de la Loi de faillite, équivaut à une vente par le shérif.

Le syndic autorisé,

G.-E. LADOUCEUR.

Bureau: Edifice Giguère & Bourassa.

Shawinigan-Falls. 4795—44-2

Dans l'affaire de la cession autorisée de Dlle Aline Weiss, 2098 Notre-Dame-ouest.

Avis est par les présentes donné que le LUNDI, TRENTIÈME NOVEMBRE 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à mon bureau, à Montréal, 13a Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement sis et situé sur la rue Drolet, Montréal, étant la moitié nord-ouest du lot No 58 de la subdivision du lot No 8 (p. n.-o. 8-58) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

Ladite partie nord-ouest contenant 25 pieds de large par une profondeur de 110 pieds, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front vers le nord-est par la rue Drolet, en arrière par le lot No 8-10, vers le nord-ouest par le lot No 8-59 et au sud-est par le résidu dudit lot 8-58—avec bâtisses dessus érigées portant le No 2610, 2612, 2614, 2616 rue Drolet et autres bâtisses dessus ou à être dessus érigées, ledit emplacement ayant également front sur la rue Henri-Julien.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

In the matter of Alphonse Grenier, of the city of Shawinigan-Falls, county of Saint Maurice, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the THIRTIETH day of the month of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at the church-door of the parish of the city of Grand'Mère, county of Champlain, the immoveable described as follows:

That certain lot of land in the city of Grand'Mère, measuring one hundred and thirty five feet in width, English measurement, and more or less, by about eighty two feet in depth; bounded in front by a street, in depth by the land of the corporation of Grand'Mère; on one side, by the land of Joseph Corriveau and on the other side by the land of Roméo Lafond; the said lot of land forming part of the lots numbers one hundred and thirty six and one hundred and thirty seven (136 and 137) of the official cadastre made for the parish of Sainte-Flore—with the house thereon circumstances and dependencies.

The certificate of the Registry Office and the titles to the above described immoveable can be seen at the office of the undersigned.

This sale is made in accordance with paragraph B-3 of article 20 of the Bankruptcy Act, and is equivalent to a sheriff's sale.

G. E. LADOUCEUR,

Authorized trustee.

Office: Giguère & Bourassa bldg.

Shawinigan Falls. 4796—44-2

In the matter of the authorized assignment of Miss Aline Weiss, 2098 Notre-Dame west.

Notice is hereby given that on MONDAY, the THIRTIETH of NOVEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction at my office at Montreal, 13a Saint James street, in the city of Montreal, the following immoveable, namely:

An emplacement lying and situate on Drolet street, Montreal, being the northwest half of the lot No. 58 of the subdivision of the lot No. 8 (n.w. pt. 8-58) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis.

The said northwest part containing 25 feet in width by a depth of 110 feet, English measurements, more or less; bounded in front to the northeast by Drolet street, in rear by the lot No. 8-10, to the northwest by the lot No. 8-59 and to the southeast by the residue of the said lot 8-58—with the buildings thereon erected, bearing the Nos. 2610, 2612, 2614 and 2616 of Drolet street and other buildings thereon erected or to be erected, the said emplacement also fronting on Henri Julien street. As the whole now subsists with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable.

Cette vente est faite en conformité avec l'article 20 paragraphe 3b, Loi des faillites et équivaut à une vente par shérif.

Les conditions de paiement sont argent comptant.

Le syndic autorisé,
HECTOR ROUSSIN.

Montréal, 20 octobre 1922.
Bureau de Beaulieu & Roussin,
13a Saint-Jacques Main 1215.

HECTOR PARE, encanteur enregistré.
4797-44-2

This sale is made in conformity with article 20, paragraph 3b of the Bankruptcy Act and is equivalent to a sheriff's sale.

Conditions of payment: cash.

HECTOR ROUSSIN,
Authorized trustee.

Montreal, 20th October, 1922.
Office of Beaulieu & Roussin,
13a Saint James, Main 1215.

HECTOR PARE, licensed auctioneer.
4798-44-2

Canada, province de Québec, district de Terrebonne. Dans l'affaire de Maisonneuve & Frères, cédants, autorisés, Saint-Canut, comté de Deux-Montagnes, Qué.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

1. Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro sept de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-seize (No. 96-7) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Canut, contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins.

2. Un autre emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro huit de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-seize (96-8) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Canut; contenant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur—avec maison servant de magasin et bâtisses dessus construites.

Sera vendu en vertu de la loi 9-10 George V, chap. 36, art. 20, par. 3 b, et ses amendements, à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Canut, dit district, MARDI, le DOUZIEME jour de DECEMBRE 1922, à DEUX heures P.M.

Conditions: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,
VINCENT LAMARRE.

Bureaux: 820 édifice "Power"
Montréal, 30 octobre 1922, 4799-44-2

EN VERTU DE LA LOI DE FAILLITE

Canada, Province de Québec, District de Montréal. No. 191, Cour supérieure.

Dans l'affaire de "NEW-YORK & DOMINION CORPORATION", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Syracuse, dans l'état de New-York, et antérieurement en la cité de Rochester, dans le dit état, et faisant affaires dans la province de Québec, Canada, et ayant sa principale place d'affaires pour la dite province dans les cité et district de Montréal, cédante autorisée et J.-Alphonse Turcotte et Edouard Henri Merrill, syndics autorisés.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une résolution des inspecteurs de la faillite sus-nommée et en conformité avec les prescriptions de l'article 20, (1) (a) (2) (3) (a) et (b) de la loi de faillite;

L'immeuble ci-après désigné sera vendu (en bloc) par encan public, au bureau du shérif, au Palais de Justice, à Roberval, MARDI, le CIN-QUIEME jour de DECEMBRE, 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, savoir:

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne. In the matter of "Maisonneuve & Freres, Authorized Assignors, Saint Canut, county of Deux-Montagne, P. Q.

Public notice is hereby given that the immoveable property designated as follows;

1. An emplacement known and designated as lot number seven of the official subdivision of lot number ninety-six (No. 96-7) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Canut, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth; more or less.

2. An other emplacement known and designated as lot number eight of the official subdivision of lot number ninety six (No. 96-8) of the said official plan and book of reference of the said parish of Saint Canut; measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, more or less—with a building occupied as a store and other buildings there on erected.

Shall be sold under the authority of the Act 9-10 Geo. V, chap. 36, art. 20, par. 3 b. and amendments thereto, at the door of the parish church of Saint-Canut, said district, TUESDAY, DECEMBER TWELFTH day 1922, at TWO o'clock P.M.

Conditions: 10% Cash, Balance within three days.

For information and list of charges apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
Authorized Trustee.

Office: 820 Power Bldg.
Montreal, October 30th 1922. 4800-44-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 191, Superior Court.

In the matter of NEW-YORK & DOMINION CORPORATION, a corporation having its chief Office and principal place of business at the City of Syracuse, in the State of New York, and formerly at the City of Rochester, in said State, and licensed to carry and carrying on business in the Province of Quebec, Canada and having its chief Office and principal place of business in and for said Province at the City and District of Montreal, authorized assignor, and J. Alphonse Turcotte and Edward Henry Merrill, authorized trustees.

Notice is hereby given that by virtue of a resolution of the inspectors of the above named insolvent estate and in accordance with the provisions of article 20, (1) (a) (2) (3) (a) and (b) of the Bankruptcy Act;

The property hereafter described will be sold (en bloc) by public auction, at the Sheriff's Office, at the Court House, in Roberval, on TUESDAY, the FIFTH day of DECEMBER, 1922 at ELEVEN o'clock in the forenoon, to wit:

Tout le bois debout épinette et sapin, s'il en existe, sur les lots et propriétés foncières ci-après désignés, situés dans le comté du Lac-Saint-Jean, province de Québec, ainsi que, s'il en existe, tous les droits, appartenances, privilèges et franchises y appartenant et s'y rapportant et y attachés, ou, suivant le cas, et sujet à toutes les charges et obligations relatives à la coupe du dit bois, les droits de coupe du dit bois d'épinette et de sapin que peut avoir la New-York & Dominion Corporation, sans aucune garantie de faire valoir ou autrement, savoir:

(1) Lots numéros 18, 20, 43, 44, 59, 60, 69, 71, 74, 75, 78, 79, 80, 86, 87, 91, 92, du premier rang. Lot numéro 34 du second rang. Lots numéros 21, 31, 32, 33, 34, 63, du troisième rang. Lots numéros 18, 19, 22, 25, 56b, 57a, 57b, 58a, 60, 62, 63, 72, 77, 78, 80, 82, 83, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92 du quatrième rang. Lots numéros 22, 24, du cinquième rang. Lot numéro 24 du septième rang, tous dans le canton de Taillon.

(2) Lot numéro 56 du premier rang. Lots numéros 6, 7, 8, 11, 13, 14a, 15a, 19, 26, 27, 28, 29a, 29b, du deuxième rang. Lots numéros 15, 25, 26, 27, 30, 32, 33, 34, 35, 60, 67, 70, du troisième rang. Lots numéros 23, 24, 31, 32, 33, 52, 72, 73, du quatrième rang. Lots numéros 17, 18, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 35, 37, 39, 45, 47, 49, 51, 52, 53, 67 du cinquième rang. Lots numéros 11a, 11b, 14, 16, 17, 19, 25, 26, 27, 41, 42, 45, 46, 47, 49, 51, 52, 53, du sixième rang. Lots numéros 20, 21, 30, 38, 39 du septième rang, tous dans le canton de Dalmas.

(3) Lot numéro 27 du quatrième rang. Lots numéros 1 et 2 du septième rang. Lot numéro 13 du dixième rang. Lot numéro 26 du onzième rang. Lots numéros 35, 36, 37, 39, 43 du douzième rang. Lots numéros 42, 43, 44a, 46 du treizième rang. Lots numéros 47, 48, 50b, du quatorzième rang, tous dans le canton de Dolbeau.

(4) Lots numéros 33, 36, 47, 48, 49a, 49b, 52, 55, 57 du premier rang. Lots numéros 36, 37, 38, 39, 43, du deuxième rang. Lots numéros 14, 15, 25a, 25b, 27, 28, 29, 30, 32, 34, 42, 43, 44, 45a, 46, 47 du troisième rang. Lots numéros 22, 25, 26, 27, 28, 30a, 30b, 34, 39a, 39b, 40, 41a, 41b du quatrième rang. Lot numéro 30 du sixième rang. Lots numéros 23, 24 du septième rang. Lot numéro 37 du huitième rang. Lots numéros 16, 18, 21, 22, 23, moitié ouest, 24, 26a, 26b, 27, 28, 31, 32, 42, Mistassini, tous dans le canton de Pelletier.

(5) Lots numéros 20, 26, 28 du troisième rang. Lots numéros 7, 35, 52, 53, 54, 60, 61, 62 du quatrième rang. Lots numéros 31, 34, 36, 37, 38 du cinquième rang. Lots numéros 13, 32, 33, 37, 38, 41, 42, 43 du sixième rang. Lots numéros 42, 43, 44, 45, 46, 49 du septième rang, tous dans le canton de Parent.

(6) Lots numéros 1, 2, 3, 13 Sud; 17, 18, 21, 22, 23, 24, 27, 39, 41, 42 Nord; tous dans le canton de Normandin.

(7) Lots numéros 1, 15b, 16 du sixième rang. Lots numéros 1, 2, 3, 5, 8, 11, 19-1/2 N., 20 du septième rang, tous dans le canton d'Albanel.

(8) Tous les droits, privilèges et prétentions de la New-York & Dominion Corporation susdite, à et sur un certain morceau de terrain formant partie du lot de terre numéro vingt-cinq du rang "A" (pt. No. 25-R-A) de la Réserve Indienne de la Pointe-Bleue du Lac Saint-Jean, dans le district de Roberval, province de Québec, ayant une superficie de dix arpents, plus ou moins, et borné comme suit: au nord, partie par le lot No 24 et partie par une baie du Lac Saint-Jean; à l'est par

All of the standing spruce and balsam, if any, upon the following emplacements and free-hold lots situate, lying and being in the County of Lac St. Jean, in the Province of Quebec, together with, if any, all appurtenances, rights, privileges and franchises incident and appertaining thereto and connected therewith, or, as the case may be and subject to all charges and obligations in and for cutting the same, the rights to cut the said spruce and balsam which New York & Dominion Corporation may have, without any warranty to faire valoir or otherwise, namely:

(1) Lots numbers 18, 20, 43, 44, 59, 60, 69, 71, 74, 75, 78, 79, 80, 86, 87, 91, 92 of the first range. Lot number 34 of the second range. Lots numbers 21, 31, 32, 33, 34, 63 of the third range. Lots numbers 18, 19, 22, 25, 56b, 57a, 57b, 58a, 60, 62, 63, 72, 77, 78, 80, 82, 83, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92 of the fourth range. Lots numbers 22, 24 of the fifth range. Lot number 24 of the seventh range, all in the township of Taillon.

(2) Lot number 56 of the first range. Lots numbers 6, 7, 8, 11, 13, 14a, 15a, 19, 26, 27, 28, 29a, 29b, of the second range. Lots numbers 15, 25, 26, 27, 30, 32, 33, 34, 35, 60, 67, 70, of the third range. Lots numbers 23, 24, 31, 32, 33, 52, 72, 73, of the fourth range. Lots numbers 17, 18, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 35, 37, 39, 45, 47, 49, 51, 52, 53, 67, of the fifth range. Lots numbers 11a, 11b, 14, 16, 17, 19, 25, 26, 27, 41, 42, 45, 46, 47, 49, 51, 52, 53 of the sixth range. Lots numbers 20, 21, 30, 38, 39, of the seventh range, all in the township of Dalmas.

(3) Lot number 27 of the fourth range. Lots numbers 1 and 2 of the seventh range. Lot number 13 of the tenth range. Lot number 26 of the eleventh range. Lots numbers 35, 36, 37, 39, 43 of the twelfth range. Lots numbers 42, 43, 44a, 46, of the thirteenth range. Lots numbers 47, 48, 50b, of the fourteenth range, all in the township of Dolbeau.

(4) Lots numbers 33, 36, 47, 48, 49a, 49b, 52, 55, 57 of the first range. Lots numbers 36, 37, 38, 39, 43, of the second range. Lots numbers 14, 15, 25a, 25b, 27, 28, 29, 30, 32, 34, 42, 43, 44, 45a, 46, 47 of the third range. Lots numbers 22, 25, 26, 27, 28, 30a, 30b, 34, 39a, 39b, 40, 41a, 41b, of the fourth range. Lot number 30 of the sixth range. Lots numbers 23, 24, of the seventh range. Lot number 37 of the eighth range. Lots numbers 16, 18, 21, 22, 23, western half, 24, 26a, 26b, 27, 28, 31, 32, 42, Mistassini, all in the township of Pelletier.

(5) Lots numbers 20, 26, 28, of the third range. Lots numbers 7, 35, 52, 53, 54, 60, 61, 62 of the fourth range. Lots numbers 31, 34, 36, 37, 38, of the fifth range. Lots numbers 13, 32, 33, 37, 38, 41, 42, 43 of the sixth range. Lots numbers 42, 43, 44, 45, 46, 49, of the seventh range, all in the township of Parent.

(6) Lots numbers 1, 2, 3, 13, South; 17, 18, 21, 22, 23, 24, 27, 39, 41, 42 North; all in the township of Normandin.

(7) Lots numbers 1, 15b, 16 of the sixth range. Lots numbers 1, 2, 3, 5, 8, 11, 19-1/2 N., 20 of the seventh range, all in the township of Albanel.

(8) All the rights, privileges and pretensions of New-York & Dominion Corporation aforesaid in, to and on that certain piece of land forming part of lot number 25 of range "A" (Pt. No. 25-R-A.) of the Indian Reserve of Pointe Bleue of Lake Saint John, in the district of Roberval, Province of Quebec, having an area of ten arpents, more or less, and bounded as follows: On the north partly by lot No. 24 and partly by a bay of Lake Saint John; on the east by Lake Saint John; on the

le lac Saint-Jean; à l'ouest par le droit de passage du chemin de fer James Bay & Eastern Railway, étant un prolongement de chemin de fer Québec & Lac Saint-Jean; au sud par la partie du lot No 25, appartenant à Walter Richards et mesurant un arpent de largeur sur le lot No. 25 à partir de la ligne de division entre les lots vingt-cinq et vingt-six; avec en outre l'usage d'un chemin privé sur le lot numéro vingt-cinq, partant du chemin public jusqu'au terrain ci-dessus désigné-avec en outre toutes les bâtisses érigées sur les terrains ci-dessus désignés, appartenances et dépendances. Le tout sujet au bail en date du quinzième jour de mars, 1916, consenti par le gouvernement fédéral du Canada, par l'entremise du surintendant général des affaires indiennes, et tous les droits et titres de la New-York & Dominion Corporation au et en vertu du dit bail cédé à la dite New-York & Dominion Corporation par T. Graham McLaurin, le tout sans aucune garantie quelconque quant audit bail.

(9) Les droits à une partie de voie de chemin de fer (a spur railway line) depuis les propriétés du moulin à Pointe-Bleue jusqu'à Roberval.

La propriété susdite, désignée dans (9) ci-dessus, sera vendue sujette aux droits de la Canadian National Railways dans les voies ferrées (sidings property) tel que stipulé dans certains contrats en date des 12 décembre 1916 et 10 décembre 1917, respectivement intervenus entre la ladite New York & Dominion Corporation et la James Bay & Eastern Railway Co., et aussi sujette à tous autres contrats qui pourraient être requis par la James Bay & Eastern Railway Co., (Canadian National Railways) en rapport avec les voies ferrées (sidings) étant convenu que la présente vente ne comprend pas toute telle propriété appartenant à la James Bay & Eastern Railway Co., (Canadian National Railways) et comprenant les rails, (frogs), aiguilles et autres matériaux compris dans la construction des dites voies ferrées (sidings), le tout devant demeurer la propriété de la dite compagnie de chemin de fer (Railway Company), si l'acquéreur ou les acquéreurs de l'actif de la New York & Dominion Corporation refusent de faire aucuns contrats satisfaisants avec la dite compagnie de chemin de fer (Railway Company) pour continuer d'opérer les dites voies ferrées (sidings).

Un dépôt de 10% sur le prix de vente sera requis avant l'adjudication.

La balance du dit prix de vente sera payable sous dix jours de la date de la vente par encan public.

Pour autres renseignements et Cahiers des Charges, s'adresser aux syndics soussignés.

TURCOTTE & MERRILL,

Bureau: 97 rue St. Jacques,

4815-44-2

Montréal.

Dans l'affaire de Napoléon Montplaisir, Cap-de-la-Madeleine, Qué. cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le vingt-deuxième jour de NOVEMBRE, 1922, à dix heures de l'avant midi, sera vendu par encan public à mon bureau, Edifice Banque d'Hochelaga, Trois-Rivières, l'immeuble suivant, savoir:

Un morceau de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie-du-cap-de-la-Madeleine, sur le côté nord-est du chemin Saint-Maurice, de la contenance de quarante-cinq pieds de largeur sur environ quarante-huit à cinquante pieds de profondeur, borné en front par le chemin Saint-Maurice, d'un côté au nord-ouest par le terrain de Dame Vve Narcisse Plante, en arrière par le terrain de

west by the right of way by the James Bay and Eastern Railway, being a prolongation of the Québec & Lake Saint John Railway; on the south by the part of lot No 25 belonging to Walter Richards and measuring one arpent in width on the lot No 25 from the division line between lots 25 and 26; with moreover the use of a private road on the lot No. 25, starting from the public road up to the land hereinabove described—with moreover all buildings erected on the hereinabove lands, appurtenances and dependencies, and the whole subject to the lease made on the 15th day of March 1916 by the Federal Government of Canada through the Superintendent General of Indian Affairs and all rights and title of New York & Dominion Corporation to and under said lease transferred to said New York & Dominion Corporation by T. Graham McLaurin, the whole without any warranty whatsoever as to said lease.

(9) The rights to a spur Railway line from the mill properties at Pointe Bleue to Roberval.

The above property described in (9) above will be sold subject to the rights of the Canadian National Railways in the sidings property as stipulated in certain agreements dated the 12th December 1916 and the 10th December 1917, respectively entered unto by the said New York & Dominion Corporation with the James Bay & Eastern Railway Company, and also subject to any further agreements that may be required by the James Bay & Eastern Railway Company (Canadian National Railways) with reference to the sidings, it being understood that the present sale does not include all such property belonging to the James Bay & Eastern Railway Company (Canadian National Railways) and comprising rails, frogs, switches and other material comprised in the construction of the said sidings, all of which is to remain the property of the said Railway Company, should the said purchaser or purchasers of the assets of the New York & Dominion Corporation fail to enter into satisfactory agreements with the said Railway Company to continue the sidings under operation.

A deposit of 10% on the price of sale will be required before the adjudication.

The balance of the said purchase price will be payable within 10 days of the date of said sale by public auction.

For further particulars and Cahier des Charges, apply to the undersigned Trustees.

TURCOTTE & MERRILL,

Office: 97 St. James Street

4816-44-2

Montreal.

In the matter of Napoleon Montplaisir, Cap-de-la-Madeleine, Que. authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the twenty second day of NOVEMBER, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction at my office, Hochelaga Bank Building, Three Rivers, the following immoveable, to wit:

A parcel of land situate in the parish of Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine, on the northeast side of the Saint-Maurice Road, containing forty five feet in width by about forty eight to fifty feet in depth, bounded in front by the Saint-Maurice Road, on one side to the northwest by the land of Dame Widow Narcisse Plante, in rear by the land of Joseph Lacourse and to the southeast by

Joseph Lacourse et au sud-est par le terrain de Wilbrod Dubé; lequel terrain est connu et désigné au cadastre officiel d'enregistrement du comté de Champlain pour la dite paroisse de Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine comme faisant partie du lot numéro cent-seize (p.116)—avec la maison et autres dépendances y dessus érigées.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B3 de la Loi de faillite 9-10 George V, chapitre 36, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Cette propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente:—Argent comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser à
Le syndic autorisé,

HENRI BISSON,

Bureau: Edifice Banque d'Hochelaga,
Trois-Rivières, 31 octobre 1922. 4835—44-2

Dans l'affaire de Louis-Adolphe Héroux, entrepreneur, Almaville, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le CINQUIEME jour de DECEMBRE, 1922, à DIX heures a. m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale d'Almaville, l'actif immobilier de cette faillite, comme suit:

Un emplacement, situé sur le chemin public, au village d'Almaville, connu et désigné au cadastre officiel d'enregistrement de la paroisse de Mont-Carmel, comté de Champlain, comme étant le lot numéro cent-quinze de la subdivision du lot numéro neuf cent dix-sept (917-115), de la contenance de quarante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins, borné en front par le chemin public ou Boulevard d'Almaville, en profondeur, par le lot No 118, d'un côté par le lot No 116, et, de l'autre côté par le lot No 114;—avec la maison à deux logements dessus construite, circonstances et dépendances.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau, en aucun temps.

L'immeuble plus haut désigné peut être visité en tout temps, en s'adressant au soussigné ou sur les lieux.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3b de la Loi des faillites, et a les mêmes effets que la vente du shérif.

Conditions de paiement: comptant.

Le syndic autorisé,

J.-A.-DONAT CHAGNON.

Bureaux: 49, rue Alexandre,
Trois-Rivières, Qué.
Trois-Rivières, 30 octobre 1922.

4817—44-2

Dans l'affaire de Adélard Lavigne, cultivateur et forgeron, de Notre-Dame-de-Ham, comté de Wolfe, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que JEUDI, le SEPTIEME jour de décembre 1922, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham, comté de Wolfe, l'actif de cette faillite décrit comme suit:

a. Dettes actives "crédits" \$605.33.

b. Un terrain ou emplacement faisant partie du lot numéro vingt-un, premier rang du canton de Ham et désigné au cadastre officiel du canton de Ham comme faisant partie du No 21A du premier rang, contenant cent soixante-deux pieds

the land of Wilbrod Dubé; the said parcel of land being known and designated on the official cadastre of the county of Champlain for the said parish of Sainte-Marie-du Cap-de-la-Madeleine as being part of the lot number one hundred and sixteen (pt. 119)—with the houses and other dependencies thereon erected.

The titles and certificates can be examined at my office at any time.

This sale is made in accordance with article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act 9-10 George V, Chapter 36, and has the same effects as a sheriff's sale.

This property may be inspected at any time on applying to the undersigned.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars, apply to

HENRI BISSON,

Authorized Trustee.

Office: Hochelaga Bank Building,
Three Rivers, 31st October 1922. 4836—44-2

In the matter of Louis-Adolphe Héroux, contractor, Almaville, Qué., authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the FIFTH day of DECEMBER, 1922, at TEN o'clock a. m., there will be sold at public auction, at the parochial church door of Almaville, the immoveable assets of this estate, described as follows:

An emplacement, situate on the public road, in the village of Almaville, known and designated on the official register of lands of the parish of Mont-Carmel, in the county of Champlain, as being the lot number one hundred and fifteen of the subdivision of lot number nine hundred and seventeen (917-115), containing forty feet in width by one hundred feet in depth, more or less, bounded in front by the public road or Almaville Boulevard, in depth by lot No. 118, on one side by lot No. 116, and, on the other side by lot No. 114;—with the two tenements house thereon erected, circumstances and dependencies.

The sale to be made to the highest bidder.

The titles and certificates can be seen at my office at any time.

The immoveable above described can be inspected at any time on applying to the undersigned or on the premises.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph 3b of the Bankruptcy Act, and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

J.-A. DONAT CHAGNON,

Authorized trustee.

Offices: 49 Alexandre Street.

Three Rivers, Qué.

Three Rivers, 30th October, 1922. 4818—44-2

In the matter of Adélard Lavigne, farmer and blacksmith, of Notre Dame de Ham, Co. Wolfe, authorized assignor.

Notice is hereby given that THURSDAY, the SEVENTH day of DECEMBER 1922, at ELEVEN o'clock A. M., there will be sold by public auction, at the parochial church door of Notre Dame de Ham, the assets of this estate described as follows:

a. Book debts "Credits" \$605.33.

b. One lot of land forming part of the lot number twenty one of the first range of the township of Ham and designated on the official cadastre of the township of Ham as forming part of the No.

de front et allant en devenant plus étroit jusqu'à une profondeur d'environ deux cent-seize pieds, où il n'y a plus que cent trente-deux pieds de largeur—avec maison, hangar, boutique de forge, écurie et autres bâtisses.

c. Une terre faisant partie du lot numéro vingt-un du premier rang du canton de Ham, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Ham comme faisant partie du numéro vingt-un-c (P. 21c), contenant un arpent et trois quarts de front, plus ou moins, sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin du premier rang à aller au cordon du deuxième rang, à distraire divers emplacements.

Avis est aussi donné que SAMEDI, le NEUVIEME jour de DECEMBRE 1922, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire-d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, les immeubles suivants:

d. Les lots de terre connus et désignés sur les plans et livres de renvoi officiels du cadastre pour cette partie du canton d'Arthabaska comprise dans la paroisse de Sainte-Victoire-d'Arthabaska, sous les numéros trois cent dix et trois cent onze de la subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix-sept (310-97 et 311-97).

La vente sera faite pour chaque item séparément à tant dans la piastre et au plus haut enchérisseur pour l'item "A" et au plus haut enchérisseur pour les items b c d. Les titres, certificats, etc., et la liste des crédits peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3b de la Loi des faillites qui équivaut à la vente du shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

E.-G. PICHER.

Bureau: rue de l'Eglise, Arthabaska.

Arthabaska, 2 novembre 1922. 4819—44-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } ALBERT CLAIR, de-
No 430. } mandeur; vs JOSEPH BEAULAC, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre connue et désignée au cadastre officiel du canton de Durham, comme étant le lot No 580—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre-de-Durham (L'Avenir), le SIXIEME jour de DECEMBRE prochain (1922) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 31 octobre 1922.

[Première publication, 4 novembre 1922]

4821—44-2

twenty one-A of the first range, of a width of 162 feet in front gradually becoming narrower towards the rear, which is 216 feet from the front and where its width is only 132 feet—with house, shed, blacksmith shop and other buildings thereon erected.

c. A land forming part of the lot twenty one of the first range of the township of Ham, known and designated on the official cadastral plan of the township of Ham as forming part of the number twenty-one-c (p. 21-c), containing one arpent and three quarters in front, more or less, by the length between the first range front road and the second range line, certain emplacements excepted.

Notice is also given that on SATURDAY, the NINTH day of DECEMBER 1922, at TEN o'clock A. M., will be sold by public auction, at the parochial church door of Sainte-Victoire d'Arthabaska, Co. Arthabaska, the following immoveable property:

d. The lots of land known and designated on the official plan and book of reference for this part of the township of Arthabaska contained in the parish of Sainte Victoire d'Arthabaska under the number three hundred and ten and three hundred and eleven of the subdivision of the original lot ninety seven (310-97 and 311-97)

Each item to be sold separately, item a, at so much in the dollar and to the highest bidder, and items b, c, d to the highest bidder.

The titles, certificates, etc., and the list of credits can be seen at the office of the undersigned.

This sale is made pursuant to article 20 paragraph 3b of the Bankruptcy Act, which gives it the effects of sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

E. G. PICHER,

Authorized trustee.

Office: Church street, Arthabaska.

Arthabaska, November 2nd 1922. 4820—44-2

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } ALBERT CLAIR, plain-
No 430. } tiff; vs JOSEPH BEAULAC, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Durham, as being the lot No. 580—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Pierre-de-Durham (L'Avenir), on the SIXTH day of DECEMBER next, (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. E. GIROUARD,

Sheriff.

Arthabaska, 31st October, 1922.

[First publication, 4th November, 1922]

4822—44-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Arthabaska, à savoir : } **ALPHONSE LA-CROIX**, demandeur; vs **EUGENE POULIN**, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un emplacement de 60 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur, formant partie du lot No 25 du cadastre officiel du canton de Thetford pour et dans le 4ième rang; borné du côté sud-est à un arpent de la terre de Antoine Grégoire, au sud-ouest par la route, au nord-ouest et au nord-est par Joseph Poulin—circonstances et dépendances, avec réserve des droits de mines en faveur de qui de droit.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse-de-Thetford, le SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain (1922), à une heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 31 octobre 1922.

[Première publication, 4 novembre 1922]
4823—44-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **R. J. HENDERSON**, demandeur; vs **RAYMOND CLOUTIER**, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre connue et désignée comme étant les lots Nos 17, 18 et 21 du cadastre officiel du canton d'Inverness,—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic à Inverness, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
J.-E. GIROUARD,

Arthabaska, 13 octobre 1922.

[Première publication, le 14 octobre 1922]
4477—41-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Arthabaska, to wit: } **ALPHONSE LA-CROIX**, plaintiff; vs **EUGENE POULIN**, defendant.

As belonging to said defendant:

An emplacement containing 60 feet in width by 90 feet in depth, forming part of lot No. 25 of the official plan and book of reference for the township of Thetford, for and in the 4th range; bounded on the southeast side at one arpent from Antoine Grégoire's land, on the southwest by the by-road, on the northwest and on the northeast by Joseph Poulin—circumstances and dependencies—with reserve in favor of whom it belongs to of the mines rights.

To be sold at the parochial church door of Saint-Alphonse-de-Thetford, on the SEVENTH day of DECEMBER next, (1922), at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 31st October, 1922.

[First publication, 4th November, 1922]
4824—44-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **R. J. HENDERSON**, plaintiff; vs **RAYMOND CLOUTIER**, defendant.

As belonging to the said defendant:

A piece of land known and designated as being the lots Nos 17, 18 and 21 of the official plan and book of reference of the township of Inverness,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Registrar's office for the county of Mégantic, at Inverness, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 13th of October 1922.

[First publication, the 14th October 1922]
4478—41-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **LA BANQUE D'HOCHELAGA**, corps
District de Bedford, } politique et incorporé
Comté de Missisquoi, } ayant son principal bureau
No 1068. } et place d'affaires en la cité et district de Montréal, demanderesse; vs **DAME EMELIE MEUNIER**, du canton de Granby, dit district, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Tous les droits, titres et prétentions de la défenderesse, dans un certain morceau de terre situé dans le canton de Granby, dans le district de Bedford, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit canton de Granby, comme étant la subdivision numéro deux cent quatre (204) du lot primitif numéro six cent vingt-huit (628)—avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **THE HOCHELAGA BANK**, a body
District of Bedford, } politic and corporate
County of Missisquoi, } having its head-office in
No. 1068. } the city and district of Montreal, plaintiff; vs **DAME EMELIE MEUNIER**, of the township of Granby, of the said district, defendant.

As belonging to defendant:

All the rights titles and pretensions of the defendant, upon a certain piece of land situated in the township of Granby, in the district of Bedford, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Granby as being subdivision number two hundred and four (204) of the original lot number six hundred and twenty eight (628)—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church-door of the parish of Notre-Dame-de-Granby, at Granby,

à Granby, JEUDI, le SEPTIEME jour de DECEMBRE 1922, à UNE heure de l'après-midi. on THURSDAY, the SEVENTH day of DECEMBER, 1922, at ONE o'clock in the afternoon.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Sheriff's office. C. B. JAMESON,
Sheriff.

Sweetsburg, 31 octobre 1922.

Sweetburg, 31st October, 1922.

[Première publication, 4 novembre 1922,
4837—44-2

[First publication, 4th November, 1922,
4838—44-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure

Province de Québec, } DAME ROSINA
District de Bedford, } MORIN, de la ville
No 1386. } de Waterloo, dans le dis-
trict de Bedford, fille majeure et usant de ses
droits, demanderesse; vs GEORGES ROYER,
du canton de Stukely, dit district, défendeur; et
ROBERT-R. BACHAND, de la ville de Water-
loo, dit district, notaire, en sa qualité de curateur
au délaissement fait dans cette cause, défendeur.

Comme appartenant au défendeur et mainte-
nant entre les mains du curateur:

Une certaine ferme connue et désignée comme
étant les quatre-vingts acres de terre situées à
l'ouest du lot No 278 et au nord du chemin
public, du plan cadastral officiel pour le canton de
Stukely, aussi les vingt acres de terre au sud
dudit chemin public, le tout dudit lot No susdit
278 de Stukely, contenant le tout cent acres de
terre, plus ou moins—avec les bâtisses et autres
améliorations dessus construites.

Mieux connu comme étant:

Toute cette partie des cent acres ouest du lot
numéro deux cent soixante-dix-huit (278) située
au nord du chemin public, aux plan et livre de
renvoi officiels du cadastre du canton de Stukely,
contenant environ quatre-vingts acres de terre;
plus ou moins—avec les bâtisses y érigées; et
aussi les trente acres dudit lot deux cent soixante-
dix-huit situées du côté sud dudit chemin public,
contenant le tout cent dix acres, plus ou moins,
en superficie.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-Etienne-de-Bolton,
LUNDI, le ONZIEME jour de DECEMBRE
1922, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-B. JAMESON.

Sweetsburg, 31 octobre 1922.

[Première publication, 4 novembre 1922,
4839—44-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME ROSINA
District of Bedford, } MORIN, of the
No. 1386. } town of Waterloo, in the
district of Bedford, spinster in the full enjoyment
of her rights, plaintiff; vs GEORGE ROYER,
of the township of Stukeley, said district, defend-
ant; and ROBERT R. BACHAND, of the town
of Waterloo, in said district, notary, in his quality
of curator to the delaissement made in the cause,
defendant.

As belonging to defendant now in the hands of
curator:

That certain farm known and designated as
being the eighty acres of land lying to the west
of the lot No. 278 and to the north of the public
road, on the official cadastral plan for the town-
ship of Stukeley, also the twenty acres of land
lying to the south of the said public road, the
whole of the said aforesaid lot number No. 278
of Stukeley containing altogether one hundred
acres of land, more or less—with the buildings
and other improvements thereon erected and
made.

Better known as:

All that part of the west hundred acres of lot
No. two hundred and seventy eight (278) lying
on the north side of the public road of the cadas-
tral plan and book of reference of the township
of Stukely, containing about eighty acres of land
more or less—together with the buildings thereon
erected and made; and also the thirty acres of
same lot two hundred and seventy eight (278)
lying on the south side of said public road, con-
taining the whole one hundred and ten acres,
more or less, in superficies.

To be sold at the parochial church-door of the
parish of Saint-Etienne-de-Bolton, on MON-
DAY, the ELEVENTH day of DECEMBER,
1922, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. C. B. JAMESON,
Sheriff.

Sweetsburg, 31st October 1922.

[First publication, 4th November, 1922]
4840—44-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } ARTHUR GIROUX,
District de Bedford, } de la ville de Farn-
ham, dans ledit district
de Bedford, commerçant, demandeur; vs OMER
BOLDUC, ci-devant cultivateur du comté de
Farnham, partie ouest, district de Bedford et
maintenant des cité et district de Montréal,
défendeur.

Une certaine ferme connue et désignée comme
étant les lots numéros cent quatre-vingt-onze
(191) et cent quatre-vingt-douze (192) du cada-
stre de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham,
comté de Missisquoi—avec les bâtisses et amélio-
rations y érigées et faites; contenant quatre-
vingt-quinze acres de terre en superficie, plus
ou moins; moins cette partie dudit lot numéro
cent quatre-vingt-onze (191) appartenant à la
compagnie de chemin de fer Montréal, Portland

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } ARTHUR GIROUX,
District of Bedford, } of the town of
Farnham, in said district
of Bedford, trader, plaintiff; vs OMER BOLDUC
heretofore farmer, of the township of Farnham,
west part, district of Bedford, but now of the
city and district of Montreal, defendant.

A certain farm known and designated as lots
numbers one hundred and ninety one (191) and
one hundred and ninety two (192) of the cadastre
of the parish of Saint-Romuald-de-Farnham,
county of Missisquoi—with the buildings and
improvements thereon erected and made;
containing ninety five acres of land in superficies,
more or less; less that part of said lot number one
hundred and ninety one (191), belonging to the
Montreal, Portland and Boston Railway and

et Boston et aussi cette partie vendue à Arthur Giroux et désignée comme étant les deux cent soixante-dix pieds de largeur sur environ vingt arpents de profondeur (mesure anglaise) à prendre du côté nord des lots numéros cent quatre vingt-onze (191) et cent quatre-vingt-douze (192), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham; bornée en front à l'est par le chemin public, en arrière à l'ouest par le lot numéro cent quatre-vingt-treize (193), au nord par la ligne nord dudit lot et au sud par le résidu dudit lot.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham, à Farnham, le SAMEDI, le NEUVIEME jour de DECEMBRE 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, 31 octobre 1922.
[Première publication, 4 novembre 1922]
4841—44-2

also that part sold to Arthur Giroux, and designated as being two hundred and seventy feet in width by about twenty arpents in length, English measure, and to be taken on the north side of lots numbers one hundred and ninety one (191) and one hundred and ninety two (192) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Romuald-de-Farnham; bounded in front towards the east by a public road; in the rear towards the west by lot number one hundred and ninety three (193) and to the north by the north line of said lot, towards the south by the remainder of said lot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Romuald-de-Farnham, at Farnham, on SATURDAY, the NINTH day of DECEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. B. JAMESON,
Sheriff.
Sweetsburg, 31st October, 1922.
[First publication, 4th November, 1922.]
4842—44-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir:) FRANÇOIS A. GI-
No 7734.) ROUX, de Wind-
sor Mills, demandeur; vs PLACIDE BOUR-
GEOIS, de Kénogami, défendeur.

Tout ce lopin de terre ou emplacement situé en la ville de Kénogami, étant le lot connu et désigné au cadastre officiel pour le troisième rang du canton de Jonquières, sous le numéro vingt-deux-A cent sept (22A-107)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique romaine de Kénogami, LUNDI le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, 1922 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Chicoutimi, 27 octobre 1922. ELZ. BOIVIN
[Première publication, 4 novembre 1922]
4781—44-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir:) LE PRET HYPO-
No 1886, C.S. Québec.) THECAIRE, cor-
poration légale, ayant son principal bureau
d'affaires en la ville de Québec, demandeur;
contre HORMISDAS DESGAGNE, de Chicou-
timi-ouest, défendeur.

Tout ce lopin de terre ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquières, sous le numéro vingt-quatre-cent cinquante-six-quinze (24-156-15) du rang trois dudit canton de Jonquières, comté de Chicoutimi—avec toutes les bâtisses dessus construites et toutes celles qui le seraient à l'avenir, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique romaine de Kénogami, ville, LUNDI, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain 1922, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Chicoutimi, 31 Octobre 1922. ELZ. BOIVIN.
[Première publication, 4 novembre 1922,
4831—44-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit:) FRANÇOIS A. GI-
No. 7734.) ROUX, of Wind-
sor Mills, plaintiff; vs PLACIDE BOURGEOIS,
of Kenogami, defendant.

All that parcel of land or emplacement situated in the town of Kenogami, being the lot known and designated on the official cadastre for the third range of the township of Jonquières, under the number twenty two-A-one hundred and seven (22-A-107)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the roman catholic church door of Kenogami, on MONDAY the FOURTH day of DECEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. ELZ. BOIVIN,
Chicoutimi, October 27th, 1922. Sheriff.
[First publication, 4th November, 1922]
4782—44-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit:) LE PRET HYPO-
No. 1886 S.C. Québec.) THECAIRE, a
body politic and corporate having its head office
in the city of Québec, plaintiff; against HOR-
MIDAS DESGAGNE, of Chicoutimi west,
defendant.

All that parcel of land or emplacement known and designated on the official cadastre of the township of Jonquières, under the number twenty four-one hundred and fifty six-fifteen (24-156-15) of the third range of the said township of Jonquières, county of Chicoutimi—with all the buildings thereon erected and all those to be erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Roman Catholic church-door of the town of Kénogami, on MONDAY, the FOURTH day of DECEMBER next, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. ELZ. BOIVIN,
Chicoutimi, 31st October, 1922. Sheriff.
[First publication, 4th November, 1922]
4832—44-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Québec.

Québec, à savoir: } **P.** -T. LEGARE, LIMITEE,
No 1856. } **P.** corps politique et incor-
poré, ayant son bureau-chef et sa principale place
d'affaires dans la cité de Québec, demanderesse;
contre AUGUSTIN BROUSSEAU, ET LOUIS
DERY, tous deux de la paroisse de Petite-Vallée,
comté et district de Gaspé, défendeurs.

Saisi comme appartenant audit Augustin Brousseau:

Le lot 8a faisant partie du lot No 8 du 1er rang de la subdivision primitive du canton Cloridorme; borné vers le nord par le golfe Saint-Laurent, à l'est par le No 8c, vers le sud par le No 8b et à l'ouest par le No 7a, mesurant six chaînes cinquante mailles de front sur soixante-dix-sept chaînes de profondeur moyenne, contenant en superficie cinquante acres;

Le lot 8b faisant partie du lot No 8 du 1er rang de la subdivision primitive du canton Cloridorme; borné vers le nord par le No 8a, à l'est par le No 8d, vers le sud par le No 77 de la partie non subdivisée et à l'ouest par le No 7b, mesurant six chaînes cinquante mailles de front sur quinze chaînes de profondeur moyenne, contenant en superficie neuf acres trois verges, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Cloridorme, dans ledit comté de Gaspé, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain 1922, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,
JAS.-T. TUZO.

Percé, 30 octobre 1922.

[Première publication, 4 novembre 1922]
4833—44-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **D**AME GEORGINA
No 1133. } **B**ERNIER, de la
cité de Québec, épouse contractuellement séparée de biens et judiciairement séparée de corps de Louis Dussault, mesureur de bois, actuellement de l'endroit appelé Priceville, dans le comté de Matane, demanderesse; contre DAME CAROLINE FORTIN, épouse judiciairement séparée de biens de Laurent Dubé, journalier, de la ville de Montmagny, et ledit Laurent Dubé, mis en cause pour autoriser sadite épouse, défenderesse;

Un emplacement situé en la ville de Montmagny mesurant cent dix-huit pieds et demi de profondeur du sud au nord sur soixante-dix de largeur au bout sud et la largeur qu'il peut y avoir au bout nord, tel que cloturé actuellement, avec droit de passage pour communiquer de l'emplacement vendu à la rue Montcalm par une sortie privée qui s'y trouve, cet emplacement borné au nord par Joseph Aubut et à ladite sortie, au sud par le terrain du chemin de fer Intercolonial, au nord-est et au sud-ouest par Arthur Normand, et faisant partie des lots numéros un (1), six (6), douze (12), sept (7) et vingt-huit (28) de la subdivision du lot numéro trois cent sept (307) du

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Quebec.

Quebec, to wit: } **P.** -T. LEGARE, LIMITED,
No. 1856. } **P.** a body politic and corporate, having its head office and chief place of business in the city of Quebec, plaintiff; against AUGUSTIN BROUSSEAU AND LOUIS DERY, both of the parish of Petite-Vallée, county and district of Gaspé, defendants.

Seized as belonging to the said Augustin Brousseau:

The lot 8a forming part of the lot No. 8 of the first range of the primitive subdivision of the township of Cloridorme; bounded to the north by the gulf Saint Lawrence, to the east by the No. 8c, to the south by the No. 8b and to the west by the No. 7a, measuring six chains and fifty links in front by seventy seven chains of mean depth, containing fifty acres in superficies.

The lot 8b forming part of the lot No. 8 of the first range of the primitive subdivision of the township of Cloridorme; bounded to the north by the No. 8a, to the east by the No. 8d, to the south by the No. 77 of the unsubdivided part and to the west by the No. 7b, measuring six chains and fifty links in front by fifteen chains of mean depth, containing nine acres and three roods in superficies, circumstances and dependencies.

To be sold at the church-door of the parish of Cloridorme, in the said county of Gaspé, the NINETEENTH day of DECEMBER next, 1922, at THREE o'clock in the afternoon.
Sheriff's office. JAS. T. TUZO,
Sheriff.

Percé, 30th October, 1922.

[First publication, 4th November, 1922]
4834—44-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **D**AME GEORGINA
No. 1133. } **B**ERNIER, of
the city of Quebec, wife separated as to property by marriage contract and judicially separated from bed and board of Louis Dussault, lumber culler, now of the place called Priceville, in the county of Matane, plaintiff; against, DAME CAROLINE FORTIN, wife judicially separated as to property of Laurent Dubé, laborer, of the town of Montmagny, and the said Laurent Dubé, a party hereto, to authorize his said wife, defendant.

An emplacement situate in the town of Montmagny, measuring one hundred and eighteen feet and a half in depth, from south to north, by seventy feet in width at the south end and the width there may be at the north end, and presently fenced in, with the right of passage to communicate from the emplacement sold to Montcalm street by a private outlet there existing, this emplacement being bounded to the north by Joseph Aubut and by the said outlet, to the south by the land of the Intercolonial Railway, to the northeast and southwest by Arthur Normand, and forming part of the lots numbers one (1), six (6), twelve (12), seven (7)

cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas—avec la maison dessus construite et dépendances, et avec les servitudes actives et passives.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, en la ville de Montmagny, MARDI le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Le shérif,

J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 30 octobre 1922.

[Première publication, 4 novembre 1922]

4805—44-2

and twenty eight (28) of the subdivision of the lot number three hundred and seven (307) of the official cadastre of the parish of Saint Thomas—with the house thereon erected and dependencies, and with the active and passive servitudes.

To be sold at my office, at the Court House, in the town of Montmagny, on TUESDAY, the FIFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

J. C. LISLOIS,

Montmagny, October 30th 1922.

Sheriff.

[First publication, 4th November, 1922]

4806—44-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH LACOMBE, No 3408. } demandeur; contre DE M.-L.-A. LAVOIE ET AL, défendeurs et J.-M. LATOUR, curateur au délaissement et J.-A. MOUSSEAU, aussi défendeur.

Saisi comme ayant appartenu auxdits défendeurs et maintenant entre les mains de J.-M. Latour, curateur au délaissement fait par lesdits défendeurs et de plus comme appartenant à J.-A. Mousseau, l'un desdits défendeurs, les immeubles ci-après décrits:

Un morceau ou lisière de terre faisant partie du lot originaire No 130 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, dans le quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, mesurant approximativement 33 pieds de largeur sur toute la profondeur contenue entre le chemin de la Côte des Neiges et la ligne nord-est du lot No 137 de la subdivision officielle de partie dudit lot No 130, desdits plan et livre de renvoi officiels pour le village de la Côte des Neiges, soit une profondeur d'environ 621 pieds et 5/10 mesure anglaise, et plus ou moins; borné au nord-est par une partie dudit lot No 130 vendue par Jean-Pierre Roux *et al* à la cité de Montréal, pour l'élargissement du chemin de la Côte des Neiges, au sud-est par partie dudit lot No 130 des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges, au sud-ouest par le lot No 137 de la subdivision dudit lot No 130 et au nord-ouest par les lots Nos 145, 146, 149, 150, 153, 154, 157, 158, 161, 162, 164, 165, 166, 167, 168 et 169 de la subdivision officielle dudit lot originaire 130, ladite lisière de terre étant la moitié nord-ouest de la rue Lacombe projetée, ainsi que le droit de passage accordé par le demandeur suivant l'acte du 14 décembre 1911, sur l'autre moitié de ladite rue Lacombe, contenant icelle moitié de rue, 33 pieds de largeur.

Et les lots de subdivisions 144 à 168 inclusivement; 175 à 189 inclusivement; 194 à 217 inclusivement; 219 à 232 inclusivement; 234 à 242 inclusivement; 244 à 249 inclusivement; 252, 253, 257 à 259 inclusivement; 260 à 262 inclusivement; 264 à 270 inclusivement; 273 à 280 inclusivement; 282 à 287 inclusivement; 290 à 298 inclusivement; 300 à 302 inclusivement; 305 à 307 inclusivement; 308 à 318 inclusivement; 320 à 325 inclusivement; 329 à 334 inclusivement; 338 à 343 inclusivement; 345 à 360 inclusivement; 366, 367, 370 à 372 inclusivement; 376 à 391 inclusivement dudit lot origi-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH LACOMBE, No. 3408. } plaintiff; against DE M. L. A. LAVOIE ET AL, defendants and J. M. LATOUR, curator to the delassement and J. A. MOUSSEAU, also defendant.

Seized as having belonged to the said defendants and now in the hands of J. M. Latour, curator to the delassement made by the said defendants and moreover as belonging to J. A. Mousseau, one of the said defendants, the immoveables hereunder described, namely:

That certain piece or strip of land forming part of the original lot No. 130 of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-des-Neiges, in Mount Royal ward, of the city of Montreal, measuring approximately 33 feet in width by the whole depth contained between Côte-des-Neiges road and the northeast line of the lot No. 137 of the official subdivision of part of the said lot No. 130, of the said official plan and book of reference for the village of Côte des Neiges, being a depth of about 621 feet and 5/10, English measurements and more or less; bounded to the northeast by a part of the said lot No. 130 sold by Jean Pierre Roux *et al*, to the city of Montreal, for widening Côte-des-Neiges road, to the southeast by part of the said lot No. 130 of the official plan and book of reference of the village of Côte des Neiges, to the southwest by the lot No. 137 of the subdivision of the said lot No. 130 and to the northwest by the lots Nos. 145, 146, 149, 150, 153, 154, 157, 158, 161, 162, 164, 165, 166, 167, 168 and 169 of the official subdivision of the said original lot 130, the said strip of land being the northwest half of the projected Lacombe street, together with the right of passage granted by the plaintiff according to deed of the 14th of December, 1911, on the other half of the said Lacombe street, containing, said half of street, 33 feet in width.

And the subdivision lots 144 to 168 inclusively; 175 to 189 inclusively; 194 to 217 inclusively; 219 to 232 inclusively; 234 to 242 inclusively; 244 to 249 inclusively; 252, 253, 257 to 259 inclusively; 260 to 262 inclusively; 264 to 270 inclusively; 273 to 280 inclusively; 282 to 287 inclusively; 290 to 298 inclusively; 300 to 302 inclusively; 305 to 307 inclusively; 308 to 318 inclusively; 320 to 325 inclusively; 329 to 334 inclusively; 338 to 343 inclusively; 345 to 360 inclusively; 366, 367, 370 to 372 inclusively; 376 to 391 inclusively of the said original lot No. 130, on the official plan and book of reference

naire No 130, sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—avec les constructions et bâtisses y érigées.

Pour être vendu en bloc suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 26 septembre 1922.

Un dépôt de \$2,000.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement du même juge daté le 26 septembre 1922.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 31 octobre 1922.

[Première publication, 4 novembre 1922]
4827-44-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D**ELPHIS BROS-
No 5033. } SEAU, demandeur;
vs NOEL BINETTE, défendeur.

1. Une portion de terre située au village de Saint-Philippe, contenant environ cinquante pieds de largeur sur la longueur qu'il y a, à partir du terrain du chemin de fer Atlantic & Nord-Ouest à aller à la profondeur du terrain de Alexandre Bonneau, sans garantie quant à la mesure précise, tenant d'un côté à Moïse Bastien, de l'autre côté au terrain ci-après décrit, et partie à M. H. Defayette, Clodomir Godin, Philippe Martin, Dame Vve J.-Bte Godin et Pierre Provost;

7. Un autre morceau de terre situé au même endroit, contenant quatre-vingt-dix pieds de largeur, sur quatre-vingt-dix pieds de longueur, ayant sa devanture sur le chemin Saint-André et sa profondeur sur le terrain plus haut décrit—avec toutes les bâtisses érigées sur lesdits terrains, lesquels forment partie du lot numéro cent soixante-cinq (No 165) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Philippe—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe-de-Laprairie, le SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 31 octobre 1922.

[Première publication, 4 novembre 1922]
4829-44-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L**A CITE D'OUTRE-
No 3344. } MONT, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires dans la cité d'Outremont, district de Montréal, demanderesse; contre GEO. ST-GERMAIN défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Hutchison en la cité d'Outremont, désigné comme le lot de terre numéro neuf de la subdivision du lot numéro cinq de la subdivision du lot originaire numéro trente-deux, (No 32-5-9) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant cinquante-cinq (55) pieds de largeur par cent (100) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise,—avec les deux maisons à trois étages en bois et briques portant les numéros 2572 à 2576 et 2578 à 2582 de la rue Hutchison et les bâtisses dessus érigées, et les quatre garages en briques solides aussi dessus érigés.

of the incorporated village of Côte des Neiges—with the constructions and buildings thereon erected.

To be sold *en bloc* pursuant to a judgment of the honourable judge Bruneau, dated the 26th of September, 1922.

A deposit of \$2,000.00 shall be required from each bidder with first bid, pursuant to a judgment of the same judge, dated the 26th of September, 1922.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 31st October, 1922.

[First publication, 4th November, 1922]
4828-44-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **D**ELPHIS BROS-
No. 5033. } SEAU, plaintiff; vs
NOEL BINETTE, defendant.

1. A parcel of land situate in the village of Saint-Philippe, containing about fifty feet in width by the length there may be from the land of the Atlantic & Northwestern Railway to the depth of the land owned by Alexandre Bonneau, without warranty as to precise measurements; bounded on one side by Moïse Bastien, on the other side to the land hereunder described and partly by M. H. Defayette, Clodomir Godin, Philippe Martin, Dame Widow J.-Bte Godin and Pierre Provost;

2. Another parcel of land situate at the same place, containing ninety feet in width by ninety feet in length; bounded in front by the Saint André road and in depth by the land above described—with all the buildings erected on the said parcel of land, which form part of the lot number one hundred and sixty five (No. 165) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Philippe—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Philippe-de-Laprairie, the SEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, October 31st, 1922.

[First publication, November 4th, 1922]
4830-44-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **T**HE CITY OF OUTRE-
No. 3344. } MONT, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Outremont, district of Montreal plaintiff; against GEO. ST-GERMAIN, defendant.

An emplacement fronting on Hutchison street, in the city of Outremont, designated as being the lot of land number nine of the subdivision of the lot number five of the subdivision of the original lot number thirty two (No. 32-5-9), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring fifty five (55) feet in width by one hundred (100) feet in depth, more or less and English measurements,—with the two three story wood and brick houses bearing the numbers 2572 to 2576 and 2578 to 2582 in Hutchison street and the buildings thereon erected, and the four solid brick garages also thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$2,200.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. Juge Coderre, daté le 7 octobre 1922.

Bureau du shérif,

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 11 octobre 1922.

[Première publication, le 14 octobre 1922]

4457—41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } EUSTACHE LEGAULT
No 480. } dit DESLAURIERS,
demandeur; contre GEDEAS JASMIN, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant les lots numéros cent sept, cent huit et cent neuf de la subdivision du lot originaire numéro quarante-quatre (44-107, 108 et 109) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent—avec les bâtisses dessus construites, et comprenant les machineries servant à la mise en opération de la manufacture érigée sur ledit immeuble borné en front par l'avenue Rivoli, le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 11 octobre 1922.

[Première publication, 14 octobre 1922]

4459—41-2

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$2,200.00 shall be exacted from each and every bidder with first bid, pursuant to a judgment of Hon. Judge Coderre, dated the 7th of October 1922.

Sheriff's office,

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, October 11th, 1922.

[First publication, the 14th October 1922]

4458—41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } EUSTACHE LEGAULT
No. 480. } ALIAS DESLAURIERS
plaintiff; against GEDEAS JASMIN, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, known and designated as being the lots numbers one hundred and seven, one hundred and eight and one hundred and nine of the subdivision of the original lot number forty four (44-107, 108 and 109) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent—with the buildings thereon erected and including the machinery used for the putting into service of the factory erected on the said immovable fronting on Rivoli Avenue, the whole forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 11th October, 1922.

[First publication, 14th October 1922]

4460—41-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } J. F. LEFEBVRE, ET
No 5346. } AL, demandeurs;
contre J.-HERMENEGLIDE GAGNON, de la cité de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire à la succession de feu Gilbert Gagnon, et DAME BERNADETTE VANIER, ci-devant du même lieu, et maintenant de Saint-Antoine-d'Aubigny, province du Manitoba, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire à ladite succession de feu Gilbert Gagnon, défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Dorion, en la cité de Montréal, contenant cinquante-quatre pieds de largeur sur cinquante-deux pieds et neuf pouces de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec les maisons et autres dépendances dessus construites, portant les Nos. 323, 325, 327, 329, 331 et 333 de ladite rue Dorion; ledit emplacement composé du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent quarante-huit (548) sur le plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal; que de la partie sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro partie 547 sur ledit plan, icelle partie de lot contenant quatre pieds de largeur sur cinquante-deux pieds et neuf pouces de profondeur et étant bornée en front par ladite rue Dorion, en arrière, par partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept sur ledit plan, d'un côté par le lot numéro 548 sur ledit plan et de l'autre côté par le résidu du lot No 547 sur le même plan.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } J. F. LEFEBVRE ET AL,
No. 5346. } plaintiffs; against
J.-HERMENEGLIDE GAGNON, of the city of Montreal, in his quality of testamentary executor to the estate of the late Gilbert Gagnon, and DAME BERNADETTE VANIER, heretofore of the same place and now of Saint-Antoine-d'Aubigny, province of Manitoba, both personally and in her quality of testamentary executrix to the said estate of the late Gilbert Gagnon, defendants.

An emplacement fronting on Dorion street, in the city of Montreal, containing fifty four feet in width by fifty two feet and nine inches in depth, the whole English measurements and more or less—with the houses and other dependencies thereon erected, bearing the Nos. 323, 325, 327, 329, 331 and 333 in the said Dorion street, the said emplacement being composed of the lot of land known and designated under the number five hundred and forty eight (548) on the official plan and book of reference of St. Mary's ward of the city of Montreal; and of the southeast part of the lot of land known and designated under the number pt. 547 on the said plan, the said part of lot containing four feet in width by fifty two feet and nine inches in depth and being bounded in front by the said Dorion street, in rear by part of the lot number four hundred and ninety seven on the said plan, on one side by the lot number 548 on the said plan and on the other side by the residue of the lot No. 547 on the same plan.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1000.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. Juge Coderre, daté le 5 octobre 1922.

Bureau du shérif,

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 11 octobre 1922.

[Première publication, 14 octobre 1922]

4461-41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A** BRAHAM SILVER-
No 1991. } **S** TONE, demandeur,
vs DAME REBECCA BILSKY, épouse séparée
de biens de Abraham-William Jacobs, et ledit
ABRAHAM-WILLIAM JACOBS pour autoriser
son épouse, défenderesse et L.-A. BEDARD,
curateur au délaisement.

Trois terrains situés en la cité de Montréal portant les Nos 142, 143 et 144 de la subdivision du lot No 15 (15-142, 143 et 144), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec les maisons portant les numéros civiques 914, 916, 918, 920, 922 et 924 de la rue Berri et les dépendances y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,020.00 sera exigé de chaque enchérisseur avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, en date du 29 septembre, 1922.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, le 11 octobre 1922.

[Première publication, 14 octobre 1922]

4463-41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D** EVELINA LEO-
No 3865. } **N** ARD, de la cité
de Montréal, épouse contractuellement séparée
de biens d'Alexandre Villemaire, du même lieu,
duement autorisée à ester en justice, demande-
resse, contre ledit ALEXANDRE VILLE-
MAIRE, défendeur.

1. Un lot situé en la cité de Montréal, borné en front par la rue Saint-Hubert et connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent trente-neuf du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (No 489-139) du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus construites;

A la charge de l'acquéreur de payer à Dame Evéline Léonard, à compter de l'adjudication, une pension alimentaire de \$60.00 par mois, dont \$20.00 par mois en vertu d'un jugement du 26 décembre 1917, enregistré sur le dit immeuble et condamnant le défendeur à payer à la demanderesse la dite pension alimentaire, et \$40.00 par mois en vertu d'un jugement du 9 décembre 1921, enregistré sur le dit immeuble et condamnant le défendeur à payer à la demanderesse ladite pension alimentaire, aussi à la charge par l'acquéreur de payer à la demanderesse, à la mort du défendeur, la somme de \$1,000.00 douaire préfixe, stipulé par son contrat de mariage passé le 10 novembre 1908, devant C.-A. Bissonnette et dûment enregistré sur le dit immeuble;

2. Un lot vacant situé au même lieu, borné en front par la rue Saint-Hubert, connu et dési-

the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder with first bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Coderre, dated the 5th of October 1922.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 11th October, 1922.

(First publication, 14th October 1922)

4462-41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal

Montreal to wit: } **A** BRAHAM SILVER-
No. 1991. } **S** TONE, plaintiff, vs
DAME REBECCA BILSKY, wife separate as to property of Abraham William Jacobs, and the said ABRAHAM WILLIAM JACOBS to authorize his wife, defendant and L. A. BEDARD, curator to the abandonment.

Three lots of land situate in the city of Montreal bearing Nos 142, 143 and 144 of the subdivision of the lot No. 15 (15-142-143-144) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean-Baptiste—with the houses bearing civic Nos 914, 916, 918, 920, 922 and 924 of Berri street and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER, next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,020.00 shall be exacted from each and every bidder with his first bid pursuant to a judgment of Hon. Judge Bruneau, dated 29th September, 1922.

Sheriff's office.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, October 11th, 1922.

[First publication, 14th October, 1922]

4464-41-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **D** EVELINA LEO-
No. 3865. } **N** ARD, of the city
of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Alexandre Villemaire, of the same place, duly authorized to ester en Justice, plaintiff, against the said ALEXANDRE VILLEMAIRE, defendant.

1. A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Saint Hubert street and known and designated as being the subdivision number one hundred and thirty nine of the original lot number four hundred and eighty nine (No. 489-139) of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet,—with the buildings thereon erected;

Sold with the following charges: the purchaser shall pay to Dame Evéline Léonard, from the date of the adjudication, an alimentary allowance of \$60.00 per month, of which \$20.00 per month under a judgment of the 26th of December 1917, registered against the said immoveable and condemning the defendant to pay to the plaintiff the said alimentary allowance, and \$40.00 per month under a judgment of the 9th. of December 1921, registered against the said immoveable and condemning the defendant to pay to the plaintiff the said alimentary allowance, the purchaser shall also pay to the plaintiff, at the death of the defendant, a sum of \$1,000.00 being a prefixed dower stipulated in her marriage contract passed the 10th of November 1908, before C. A. Bissonnette and duly registered against the said immoveable;

2. A lot of vacant land situate at the same place fronting on Saint Hubert street, known and desi-

gné comme étant la subdivision numéro cent trente-huit du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (No 489-138) du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet;

A la charge par l'acquéreur de payer à la demanderesse, Dame Evelina Léonard, à compter de l'adjudication, une pension alimentaire de \$40.00, en vertu d'un jugement du 9 décembre 1921 dûment enregistré sur le dit immeuble et condamnant le défendeur à payer à la demanderesse la dite pension alimentaire;

3. La moitié indivise d'un emplacement situé en la cité de Montréal connu et désigné comme étant le lot 1798 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, borné en front par la rue Saint-Philippe contenant trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées;

A la charge par l'acquéreur de payer à la demanderesse, Dame Evelina Léonard, à compter de l'adjudication, une pension alimentaire de \$40.00 par mois, en vertu d'un jugement rendu le 9 décembre 1921, dûment enregistré et affectant la moitié indivise du dit immeuble comme appartenant au défendeur.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI.

Un dépôt de \$320.00 quant à l'immeuble désigné au paragraphe No 1, de \$85.00 quant à l'immeuble désigné au paragraphe No 2, de \$240.00 quant à l'immeuble désigné au paragraphe No 3, sera exigé de chaque enchérisseur avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 11 octobre 1922.

Bureau du shérif.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 11 octobre 1922.

[Première publication, 14 octobre 1922]

4465—41-2

gnated as being the subdivision number one hundred and thirty eight of the original lot number four hundred and eighty nine (No. 489-138) of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet;

Sold with the following charges: the purchaser shall pay to the plaintiff, Dame Evelina Léonard from the date of the adjudication, an alimentary allowance of \$40.00, under a judgment of the 9th, of December 1921, duly registered against the said immoveable and condemning the defendant to pay to the plaintiff the said alimentary allowance;

3. The undivided half of an emplacement situate in the city of Montreal, known and designated as being the lot 1798 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Saint Philippe street, containing thirty feet in width by ninety feet in depth—with a house and other buildings thereon erected;

Sold with the following charge: the purchaser shall pay to the plaintiff Dame Evelina Léonard, from the date of the adjudication, an alimentary allowance of \$40.00, per month, under a judgment rendered the 9th of December, 1921, duly registered and affecting the undivided half of the said immoveable as belonging to the defendant.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TWELVE o'clock, NOON.

A deposit of \$320.00, for the immoveable described in paragraph 1, of \$85.00, for the immoveable described in paragraph 2, of \$240.00 for the immoveable described in paragraph 3, shall be exacted from each and every bidder before the acceptance of his bid, pursuant to a judgment of the Hon. Judge Coderre, dated the 11th of October, 1922.

Sheriff's office.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Montreal, 11th October, 1922.

[First publication, 14th October, 1922]

4466—41-2

PONTIAC

Cour supérieure.

Province de Québec, } JOHN MOODIE, de-
District de Pontiac, } mandeur; vs. GUY
No 2077 } DEROUIN ET EVANS
DEROUIN, défendeurs.

Un certain lot situé dans le canton Huddersfield dans le comté de Pontiac, province de Québec, connu comme étant la moitié est du lot numéro six dans le sixième rang dudit canton—avec ensemble les bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, au village de Bryson, le QUATORZIEME jour de NOVEMBRE, 1922 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,

Le shérif,

BERNARD J. SLOAN.

Bryson, Qué., le 9 octobre 1922.

[Première publication, le 14 octobre 1922.]

4431—41-2

PONTIAC

Superior Court.

Province of Quebec, } JOHN MOODIE, plain-
District of Pontiac, } tiff, vs. GUY DE-
No. 2077. } ROUIN AND EVANS
DEROUIN, defendants.

That certain lot of land situate in the Township of Huddersfield, in the county of Pontiac, in the Province of Quebec, and being known as the east half of lot number six in the sixth range of said township,—together with the buildings thereon erected.

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in the village of Bryson, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff.

Bryson, Que. October 9th, 1922.

[First publication, 14th October, 1922.]

4432—41-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
 Saint-Hyacinthe, à savoir: } LEOPOLD REE-
 No 1095. } VES, deman-
 deur; contre RODRIGUE LEFEBVRE, défen-
 deur.

Un emplacement sis et situé au village de la Providence, sur la rue Saint-Joseph, de la contenance de cinquante-deux pieds de front sur toute la profondeur du lot, renfermé dans les bornes suivantes: en front ladite rue Saint-Joseph, d'un côté à Etienne Lorquet ou représentants, de l'autre côté et en arrière à Dame Veuve Adélarde Maheu ou représentants, ce terrain faisant partie du lot numéro deux cent soixante-treize (ptie 273) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, MARDI, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.
 Bureau du shérif. Le shérif,

JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 31 octobre 1922.

[Première publication, 4 novembre 1922]

4825—44-2

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
 Saint Hyacinthe, to wit: } LEOPOLD REE-
 No. 1095. } VES, plaintiff;
 against RODRIGUE LEFEBVRE, defendant.

An emplacement situate in the village of La Providence, on Saint-Joseph street, containing fifty two feet in front by the whole depth of lot, and bounded in front by the said Saint Joseph street, on one side by Etienne Lorquet or representatives, on the other side and in rear by Mrs. Adélarde Maheu, widow or representatives, that piece of ground being a part of lot number two hundred and seventy three (pt. 273) on the official cadastre of the parish of Saint-Hyacinthe—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, on TUESDAY, the FIFTH day of DECEMBER next, (1922), at TEN o'clock in the forenoon.
 Sheriff's office.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff.

Saint Hyacinthe, 31st October, 1922.

[First publication, 4th November, 1922]

4826—44-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
 Trois-Rivières, à savoir: } DAMEALPHAIDE
 No 274. } BEAUDOIN,
 veuve de feu Octave Carignan et al, demandeurs;
 vs THOMAS HEON, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé du côté sud-ouest de la rue Saint-Henri, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, connu et désigné sous le numéro cent trente de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent six (406-130) du cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, mesurant trente pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de longueur, mesure anglaise et suivant le dit cadastre, avec droit à la ruelle située en arrière et désignée sous le numéro cent soixante et onze de la subdivision du dit lot numéro quatre cent six (406-171) ainsi qu'à la ruelle y conduisant de la dite rue Saint-Henri, du côté sud-est, connue et désignée comme faisant partie, du côté nord-ouest et près de cette ligne, du lot numéro cent vingt-sept de la dite subdivision officielle du dit lot numéro quatre cent six (406-127) du dit cadastre, ainsi qu'à la dite rue Saint-Henri connue et désignée sous le numéro cent vingt-cinq de la dite subdivision officielle du dit lot numéro quatre cent six (406-125), l'acquéreur s'engageant d'entretenir les dites rue et ruelle convenablement comme telles en commun avec tous les ayants droit en icelles—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine, du Cap-de-

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
 Three Rivers, to wit: } DAMEALPHAIDE
 No. 274. } BEAUDOIN,
 widow of the late Octave Carignan et al, plain-
 tiff's; vs THOMAS HEON, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate on the southwest side of Saint Henri street, in the town of Cap-de-la-Madeleine, known and designated under the number one hundred and thirty of the official subdivision of the lot number four hundred and six (406-130) of the official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, measuring thirty feet in width by ninety feet in length, English measurements and according to the said cadastre, with rights to the lane situate at the rear and designated under the number one hundred and seventy one of the subdivision of the said lot number four hundred and six (406-171) and to the lane leading thereto from the said Saint Henri street, on the southeast side, known and designated as forming part, on the northwest side and near this line, of the lot number one hundred and twenty seven of the official subdivision of the said lot number four hundred and six (406-127) of the said cadastre, and also to the said Saint Henri street known and designated under the number one hundred and twenty five of the said official subdivision of the said lot number four hundred and six (406-125), the purchaser binding himself to conveniently upkeep the said street and lanes as such in common with all others having rights therein—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church-door of the parish of Sainte-Marie-Madeleine, of Cap-de-la-Madeleine,

la-Madeleine, en la ville du Cap-de-la-Madeleine, le QUINZIEME jour de NOVEMBRE prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

PHI. L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 11 octobre 1922.

[Première publication, 14 octobre 1922]

4473—41-2

in the town of Cap-de-la-Madeleine, the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

PHI. L. LASSONDE,

Sheriff.

Three Rivers, 11th October, 1922.

[First publication, 14th October, 1922]

4474—41-2

Lettres patentes

"Canadian United States Knitting Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'octobre 1922, constituant en corporation: Frank Breadon Com non, avocat, Francis George Bush, Herbert William Jackson, comptables, George Robert Brennan, William Patrick Greagh, stenographes, tous de la cité et district de Montréal pour les fins suivantes:

Fabriquer, acheter, vendre, importer, exporter ou troquer autrement, des marchandises en coton laine, soie ou de plusieurs matières ou d'autres matériaux et des effets, denrées et marchandises et des biens réels et personnels de toutes sortes et espèces, et exercer l'industrie de marchands généraux, importateurs et exportateurs de marchandises de toutes sortes et espèces;

Posséder, exploiter, acheter, louer, vendre, hypothéquer et autrement troquer des terrains, établissements, manufacturiers, édifices commerciaux, édifices à bureaux, maisons, tenements, maisons de pension et tous intérêts dans des immeubles;

Acheter ou acquérir autrement, posséder, détenir, hypothéquer, gager et vendre ou aliéner autrement des actions, obligations, billets, droits, débiteures ou autres valeurs ou preuves de dettes de toute autre corporation, compagnie à fonds social ou association créées ou organisées, en vertu des lois de cette province, ou de toute autre province, pays, nation ou gouvernement ou des obligations, billets ou toutes autres valeurs ou preuves de dettes de toute corporation municipale, province, nation ou gouvernement et tant qu'elle possèdera lesdites valeurs ou preuves de dettes; exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges d'un propriétaire y compris au besoin, le droit de voter en vertu d'icelles;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens, ou droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de commerce, marques de fabrique, brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit, exclusif ou non-exclusif, limité ou illimité à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention formule, recette ou procédé ou qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif, ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété foncière

Letters patent

"Canadian United States Knitting Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1922 incorporating: Frank Breadon Common, advocate, Francis George Bush, Herbert William Jackson, bookkeepers, George Robert Drennan, William Patrick Greagh, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export or otherwise deal in goods of cotton, wool, silk, mixed or other material, as well as goods, wares and merchandise, and real and personal property of every class and description, and to carry on the business of general merchants, importers and exporters of all kinds and classes of merchandise;

To own, operate, buy, lease, sell, mortgage and otherwise deal in lands, manufacturing, establishments, business and office buildings, houses, tenements, boarding houses and any and all interests in real estate;

To buy, or otherwise acquire, own, hold, mortgage, pledge and sell or otherwise dispose of stocks bonds, notes, rights, debentures or other securities or evidences of indebtedness of any other corporation, joint stock company or association created by or organized under the laws of this province or any other province, country, nation or government, or the bonds, notes or other securities or evidences of indebtedness of any municipal corporation, province, nation or government, and while the owner of any such securities or evidences of indebtedness, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including in appropriate instances, the right to vote thereon;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses, in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any moveable or immo-

ou personnelle et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaire ou désirable, pour son commerce, et spécialement des machines, outillages, assortiment;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, du passif ou de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la corporation, émettre aussi des actions libérées, des obligations, ou les deux, en paiement de leur prix d'achat;

Organiser et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui paraîtra directement ou indirectement propre à profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, société, association ou compagnie, exerçant se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, que la compagnie peut exercer ou entreprendre, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions ou autres valeurs de telle personne, société, association ou compagnies aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

ouscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions parts ou autres valeurs dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la corporation, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, les vendre ou autrement en disposer;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, aussi exercer, exécuter, jouir d'aucune licence, pouvoir, autorité franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider, au moyen de boni prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations débetures ou autres valeurs ou autrement aucune autre personne, firme, compagnie, ou corporation avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation; pourvu que cette compagnie n'aura pas le droit de garantir aucunes obligations, débetures ou autres valeurs de toute personne, firme ou corporation, à moins qu'elle n'y soit autorisé par un vote unanime des détenteurs de tout le capital ordinaire ou privilégié de cette compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

veable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation; provided that this company shall not have the right to guarantee any bonds, debentures or other securities of any other person, firm or corporation unless in each case authorized so to do by the unanimous vote of the holders of all of the stock, common and preferred, of this company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

Distribuer en espèces ou autrement aucunes valeurs de la compagnie à ses membres et spécialement aucunes actions, débetures ou autres valeurs reçues comme prix de la vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente corporation;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Vendre, louer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la propriété ou des entreprises de la compagnie moyennant le prix que la corporation estimera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité, par l'entremise de fiduciaires, d'agents ou d'autres personnes et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Canadian United States Knitting Company".

Le capital autorisé de la compagnie projetée consistera de huit mille sept cents (\$700) actions privilégiées cumulatives à huit pour cent (8%) d'une valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune et de quatre cents (400) actions sans valeur nominale au pair;

Le montant du capital avec lequel la compagnie projetée commencera ses opérations sera de quatre-vingt-neuf mille piastres (\$89,000.00).

L'émission et la répartition des actions sans valeur nominale au pair se fera pour telle considération qui sera déterminée par le bureau de direction de la compagnie mais n'excédera pas toutefois la somme de trente piastres (\$30.00) d'actions;

Lesdites actions privilégiées cumulatives à huit pour cent (8%) seront sujettes aux préférences, priorités, droits privilégiés, limitations et conditions ci-dessous indiqués, à savoir:

1o Les détenteurs de telles actions privilégiées auront droit de recevoir à même les profits de la compagnie, comme première charge, un dividende fixe, cumulatif, privilégié au taux de huit pour cent (8%) par année, sur le capital alors payé sur telles actions respectivement.

2o Le capital payé sur les actions privilégiées ne sera pas sujet à cancellation ou réduction pour cause de perte ou dépréciation;

Au cas de toute liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, les détenteurs d'actions privilégiées, enregistrées auront droit, avant la distribution ou le paiement de toute partie de l'actif de la compagnie aux détenteurs de toute autre classe d'actions inférieures en priorité aux actions privilégiées, de recevoir en entier la valeur au pair de leurs actions ainsi que tous dividendes non payés courus, et si telle liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie est volontaire, un montant additionnel de cinquante pour cent (50%) de telle valeur au pair, mais n'auront aucun droit additionnel de participer dans le surplus de l'actif, si au moment de telle liquidation, dissolution ou ventilation, l'actif de la compagnie susceptible d'être distribué comme ci-dessus indiqué entre les débetures des actions privilégiées, serait insuffisant pour leur payer les

To distribute in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Canadian United States Knitting Company".

The authorized capital of the proposed company shall consist of eighty seven hundred (8,700) shares of eight per cent (8%) cumulative preferred stock of a par value of ten dollars (\$10.00) each and four hundred (400) shares without nominal or par value.

The amount of capital with which the proposed company shall carry on business shall be the sum of eighty nine thousand dollars (\$89,000.00);

The issue and allotment of the said shares without nominal or par value shall be made for such consideration as may be fixed by the board of directors of the company, but not amounting, however to more than thirty dollars (\$30.00) a share.

The said eight per cent (8%) cumulative preferred stock shall carry and be subject to the preferences, priorities, rights, privileges limitations and conditions hereinafter set forth, that is to say:

1. The holders of such preferred shares shall be entitled to receive out of the profits of the company as a first charge a fixed cumulative preferential dividend at the rate of eight per cent (8%) per annum on the capital for the time being paid up on such shares respectively.

2. The capital paid up on the preferred shares shall not be liable to cancellation or reduction in respect of loss or depreciation.

3. That in the event of any liquidation, dissolution or winding up of the company, the holders of record of the preferred stock shall be entitled before any of the assets of the company shall be distributed among, or paid over to, the holders of any other class of stock junior to the preferred stock, to be paid in full the par amount of their shares, together with all unpaid accrued dividends, and, if such liquidation, dissolution or winding up of the company be voluntary, a further amount equal to fifty per cent (50%) of such par amount, but shall not be entitled to further participate in such surplus assets, if upon such liquidation, dissolution or winding up, the assets of the company distributable as aforesaid among the holders of the preferred stock shall be insufficient to permit the payment to them of said amounts, then the entire assets of the company so

aits montants, alors l'actif total de la compagnie ou peut être distribué, le sera proportionnellement entre les détenteurs d'actions privilégiées enrégistrées;

Par un vote du bureau de direction, la totalité ou aucune partie des actions privilégiées, alors émises peut être rachetée et retirée par la compagnie, à chaque échéance de dividendes, au prix de quinze piastres (\$15.00) l'action, avec en plus le dividende couru à telle échéance ou l'appel est fait et tout le dividende accumulé s'il y en a ou achetée et retirée à ce prix ou à tout prix inférieur à celui auquel on pourrait l'obtenir. Au cas ou moins que tout le capital privilégié serait retiré ou racheté, la compagnie déterminera, au sort, les actions privilégiées qui seront rachetées. Le prix d'achat du capital ainsi racheté sera payable au bureau de la compagnie ou la cité de Saint-Hyacinthe ou à tel autre endroit, s'il y en a indiqué par le vote décidant du rachat. Un avis de tel rachat indiquant le jour auquel aura lieu le rachat ainsi que l'endroit ou les endroits ou le prix d'achat de telles actions est payable sera adressé par la malle à chaque détenteur, d'actions ainsi rachetées, dont l'adresse est enrégistrée dans les livres de la compagnie, au moins vingt jours (20) avant le jour de l'échéance de dividende à laquelle date, les actions seront rachetées.

Après telle échéance de dividende, les détenteurs de certificats de toutes actions ainsi rachetées, n'auront plus droit aux dividendes futurs ou autres droits ou privilèges comme actionnaires conférés par ces certificats, excepté au paiement des montants mentionnés ci-dessus;

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Saint-Hyacinthe, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4757

C.-J. SIMARD,

distributable shall be distributed ratably among the holders of record of the preferred stock.

By vote of the board of directors all or any part of the preferred stock at the time outstanding may be called and retired by the company on any dividend day at fifteen dollars (\$15.00) a share, together with the dividend accruing on the dividend day for which the call is made and all accumulated dividends if any or purchased and retired at that or any less price at which the same can be obtained. In case less than all the outstanding preferred stock is so called, the company shall determine by lot the preferred shares to be called. The purchase price of the stock so called shall be payable at the office of the company in the city of Saint Hyacinthe, or at such other places if any, as the vote making the call shall specify. Notice of such call, stating the day for which the call is made and the place or places where the purchase price of the stock called is payable shall be mailed to each holder of stock so called whose address is registered on the books of the company at his address to registered, not less than twenty days prior to the dividend day for which the call is made. After such dividend day, the holders of the certificates for all stock so called shall cease to have any rights to future dividends or other rights or privileges as shareholders in respect of their certificates except to the payment of the amounts specified hereinabove.

The head office of the company, will be at the city of Saint Hyacinthe, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial, Secretary, this thirteenth day of October, 1922.

C.-J. SIMARD,

4758

Assistant Provincial Secretary.

"Viau Construction, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1922, constituant en corporation: Louis-Philippe Clément, courtier, Pierre-Joseph Champagne, estimateur, Arthur Gagné, avocat, de Montréal, Jean Ducharme, comptable, de Saint-Bruno, Sinaï Lamarre, avocat, de Saint-Jérôme, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de constructeurs d'une façon générale, et entreprendre en conséquence tous travaux de construction;

Entreprendre, exécuter ou faire exécuter tous contrats d'ouvrage pour la construction de bâtiments, maisons, édifices publics et privés, chemins de fer, navires, trottoirs, canaux d'égoûts aqueducs, chaussées, jetées, barrages, fondations ainsi que pour le pavage et le macadamisage des chemins et exécuter ou faire exécuter tels contrats d'ouvrage soit à commission, soit à forfait, à la pièce ou à la journée;

Exercer généralement sous toutes ses formes le commerce et l'industrie de manufacturiers et négociants, en gros et en détail, de portes, chassis et tous autres matériaux utiles ou nécessaires aux fins susmentionnées;

Acquérir des forces hydrauliques, électriques ou autres de toute espèce;

Acheter ou autrement acquérir des terrains ou autres propriétés foncières et y construire des

"Viau Construction, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1922, incorporating Louis-Philippe Clément, broker, Pierre Joseph Champagne, appraiser, Arthur Gagné, advocate of Montreal, Jean Ducharme, accountant, of Saint-Bruno, Sinaï Lamarre, advocate of Saint-Jerome, for the following purposes:

To carry on trade and business of builders generally and to that end to undertake all construction works;

To undertake, execute or cause the execution any working contracts for the erection of buildings, houses, public and private edifices, railways, ships, sidewalks, sewers, waterworks, dams, piers, barrages, foundations as well as the paving and macadamizing of roads and execute or cause the execution of such contracts either on commission, by the job, piece or day work;

To generally carry on in all branches thereof the trade and business of manufacturers and wholesale and retail merchants of doors and sashes and all other material useful or necessary for the above purposes;

To acquire hydraulic, electric or other power of every kind;

To buy or otherwise acquire lands or other real estate and erect thereon dwelling-houses or

résidences ou toutes autres bâtisses généralement quelconques;

Acheter, louer, détenir, acquérir sous toutes ses formes, de la propriété mobilière et immobilière ainsi que tout commerce de même nature que celui de la compagnie, soit en tout ou en partie, ou encore toute invention ou tout brevet et payer toutes telles acquisitions soit en numéraire soit par des actions, débentures ou autres valeurs de la corporation ou en assumant les obligations des vendeurs ou cédants;

Emettre des actions entièrement libérées et non sujettes à appel, des obligations ou autres valeurs quelconques de la compagnie en paiement total ou partiel de toute propriété que la corporation acquerra en vertu de tout titre;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des entreprises de la compagnie en considération de ce qui pourra lui paraître avantageux; s'unir à toute personne, société ou corporation dont les fins sont totalement ou partiellement semblables aux siennes, le tout aux conditions, stipulations et prix estimés convenables, et, en paiement, accepter du numéraire ou, en son lieu, des parts entièrement acquittées, et non sujettes à appel, des bons, débentures ou autres valeurs de toute corporation, personne ou société, et, à l'occasion, distribuer en nature à ses actionnaires les obligations, valeurs ou autres fonds appartenant à la compagnie;

Tirer, faire, accepter ou endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de crédit, connaissements, traites, chèques, débentures et tous autres instruments autrement négociables et transférables;

Faire toutes choses et exercer tous pouvoirs se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Viau Construction, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

4763

C. J. SIMARD.

"Villeray Lumber Coy., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'octobre 1922, constituant en corporation: André Lanthier, L.-Damien Jérôme, marchands, Benjamin Benoit, avocat, Demoiselle Cordelia Leclerc, sténographe, de Montréal; Charlemagne, Huot, marchand, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, dans les buts suivants:

Exercer le négoce et le commerce de bois de siage, de bois de corde et charbon en gros et en détail;

Exercer aucun autre commerce de fabrication ou autre que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec le commerce ci-dessus;

Acquérir des immeubles pour l'exploitation du commerce de bois et de charbon;

Pouvoir de louer des immeubles, signer des baux et transports d'iceux et des billets, d'emprunter, de donner des garanties tant sur les meubles que les immeubles;

4

any other buildings generally whatever;

To buy, lease, hold, acquire in any way moveable and immoveable property as well as any business of a like nature to that of the company, either in whole or in part, or any invention or patent, and to pay for such acquisition either in cash or with shares, debentures or other securities of the corporation or by taking over the liabilities of the sellers or assignors;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or any other securities of the company in full or part payment of any property which the corporation may acquire by virtue of any title;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the undertakings of the company for such consideration as the company may think fit; to amalgamate with any person, partnership or corporation whose purposes are in whole or in part similar to those of the company, the whole on such conditions, terms and for such price as may be deemed convenient, and in payment therefor to accept cash, or in lieu of cash, fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures or other securities of any corporation, person or partnership and, in appropriate instances, to distribute in kind among its shareholders the bonds, securities or other assets belonging to the company;

To draw, make, accept or endorse, pay out and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, cheques, debentures and any other negotiable and transferable instruments;

To do all things and exercise all powers conducive to the attainment of the objects for which the present company is incorporated, under the name of "Viau Construction, Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the Provincial Secretary, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of October, 1922.

C. J. SIMARD,

4764

Assistant Provincial Secretary.

"Villeray Lumber Coy., Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of October, 1922, incorporating André Lanthier, Damien Jérôme, merchants, Benjamin Benoit, advocate, Miss Cordelia Leclerc stenographer, of Montreal, Charlemagne Huot, merchant, of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the trade and business in lumber cord wood and coal wholesale and retail;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with the above business;

To acquire immoveables for the carrying on of the wood and coal business;

Power to lease immoveables, sign leases and transfers thereof and notes, borrow, give pledges both on moveables and immoveables;

Faire des règlements pour la bonne administration de la compagnie;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus à la compagnie soit dans ou à l'occasion de sa formation, ou dans la gestion de ses affaires, par émission en sa faveur d'actions entièrement libérées de la compagnie;

Vendre ou disposer de l'entreprise ou d'aucune partie d'icelle, sous le nom de "Villeray Lumber Coy, Ltd", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4761 C.-J. SIMARD.

Make by-laws for the proper management of the company;

Remunerate any person or company for services rendered to the company whether in or about its formation or in the management of its affairs, by the issue in their favour of fully paid up shares of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, under the name of "Villeray Lumber Coy, Ltd," with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this twelfth day of October, 1922.

C.-J. SIMARD,
4762 Assistant Provincial Secretary.

"La Crèmerie de Nicolet, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'octobre 1922, constituant en corporation: Edmond Boisvert, Cyrénus Marchand, fromagers, Henri Houle, Onil Houle, commerçants, tous de la ville de Nicolet, district de Nicolet, dans les buts suivants:

De faire le commerce du lait, de la crème, du beurre, du fromage, de la caséine et de tous les produits laitiers en général; de fabriquer toutes espèces de produits laitiers, et tout produit à base de caséine; manufacturer toutes sortes de boîtes pouvant être utilisées pour les fins des susdits commerces et fabrications; le tout en observant les lois en vigueur et celles qui pourront le devenir, réglementant tels commerces et telles fabrications;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou par elle requis ou pour toute acquisition de la compagnie, acquisitions mobilières ou immobilières, en actions libérées de cette compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

D'acquérir et posséder tous biens meubles et immeubles nécessaires à son entreprise, aliéner ses biens meubles et immeubles et d'hypothéquer ces deniers;

D'emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, pourvu que chaque tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles de la compagnie ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts faits pour les fins de la compagnie;

De donner, par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés, à un ou à plusieurs fidéicommissaires, pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garantis, sous le nom de "La Crèmerie de Nicolet, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

"La Crèmerie de Nicolet, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1922, incorporating Edmond Boisvert, Cyrenus Marchand, cheesemakers, Henri Houle, Onil Houle, traders, all of the town of Nicolet, district of Nicolet, for the following purposes:

To deal in milk, cream, butter, cheese, casein, and in all dairy products in general; manufacture all kinds of dairy products and any product of which casein is one of the principal ingredients; manufacture all kinds of boxes capable of being utilized for the above business and manufactures: the whole in conformity with the laws in force and those which may be enacted regulating such businesses and manufactures;

To pay for any services rendered to or required by the company or for any acquisition of the company, moveable or immoveable acquisition, in paid up shares of this company or in cash or partly in paid up shares and partly in cash;

To acquire and possess any moveable and immoveable property necessary for its undertaking, alienate its moveable or immoveable property and to hypothecate its immoveables;

To borrow money upon the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; but no such bonds, debentures or other securities shall be for a less sum than one hundred dollars each;

To hypothecate or pledge the immoveable property of the company or pledge its moveable property, or do both, to secure any such bonds, debentures or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

To give, through their duly authorized officers, to one or more trustees, to secure the payment of the bonds, debentures, a hypothec upon the immoveable property of the company, mentioning the issue and the amount of the bonds or debentures so secured under the name of "La Crèmerie de Nicolet, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la ville de Nicolet, dans le district de Nicolet.
Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4765 C.-J. SIMARD.

The head office of the company, will be in the town of Nicolet, in the district of Nicolet.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of October, 1922.

C.-J. SIMARD,
4766 Assistant Provincial Secretary.

"David Mendelsohn Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'octobre 1922, constituant en corporation: Frank Callaghan, John Doherty Kearney, avocats, Percy Arnott Gregory, secrétaire, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Fabriquer toutes sortes de chaussures en cuir et caoutchouc et fabriquer, acheter, importer et faire le commerce de cuir, caoutchouc et de tous leurs produits et de tous effets, matériaux, et composés s'y rapportant en aucune manière:

Exercer l'industrie de manufacturiers, importateurs, exportateurs et commerçants de chaussures, pantoufles, bottines de toutes sortes et descriptions et de tous autres effets se rapportant ou connexes à ladite industrie d'aucune manière quelconque;

Fabriquer, acheter, vendre, louer, importer, exporter et faire le commerce de machineries de toutes sortes se rapportant ou connexes à la fabrication de chaussures, pantoufles, claques, semelles, formes et toutes sortes de chaussures en cuir, caoutchouc, feutre, drap;

Fabriquer, acheter, vendre, importer et faire le commerce de toutes sortes de poliss, vernis et autres articles de marchandise s'y rapportant;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie et les rendre profitables;

Exercer le commerce de détaillants de chaussures et être négociants de toutes sortes de chaussures, articles en caoutchouc, poliss et tous autres effets qui peuvent être convenablement achetés vendus en report avec le commerce de la compagnie;

Être agents spéciaux et généraux pour toute corporation, une ou plusieurs firmes en rapport avec aucune des affaires susdites et aussi être marchands à commission, courtiers et facteurs;

Acquérir par achat, location, bail ou autrement tous droits ou privilèges qui peuvent être nécessaires ou utiles pour l'exploitation de l'industrie de la compagnie;

Instituer, faire, exercer, financer, aider ou participer dans toute industrie financière, commerciale, mercantile, industrielle, manufacturière et autres commerces, que la compagnie est autorisée de faire ou d'exercer et acheter, vendre et faire le commerce d'effets, denrées et marchandises;

Acquérir par achat, échange et autres titres, la clientèle, les biens, les droits et l'actif et assumer le passif de toute personne, firme ou compagnie transigeant toutes affaires semblables à celles conduites par la compagnie;

Faire tout ce qui précède en qualité de principaux, agents, locataires, négociants, entrepreneurs ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres, et faire toutes choses qui sont incidentes ou avantageuses à la réalisation des objets susdits;

Placer les fonds disponibles de la compagnie

"David Mendelsohn Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1922, incorporating: Frank Callaghan, John Doherty Kearney, advocates, Percy Arnott Gregory, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture leather and rubber footwear of every description and to manufacture, purchase, import and deal in leather, rubber and all products thereof, and all goods, ingredients, compounds in any way relating or pertaining thereto;

To carry on the business of manufacturers, importers, exporters and dealers in shoes, boots, gaiters and footwear of every kind and description and all other goods in any way pertaining to or incidental to said business;

To manufacture, buy, sell, lease, import, export and deal in machinery of any kind in connection with or incidental to the manufacturing of boots, shoes, gaiters, rubbers, soles, lasts and all kinds of leather, rubber, felt and cloth footwear;

To manufacture, buy, sell, import and deal in all kinds of polishes, varnishes and other articles of merchandise incidental thereto;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights,

To carry on the business of retail shoe merchants and to act as jobbers in all sorts of footwear, rubber goods, polishes and all other goods which may be conveniently bought or sold in connection with the business of the company;

To act as special or general agents for any corporation, firm or firms, in relation to any of the above matters and also to act as commission merchants, brokers and factors;

To acquire by purchase, lease, hire or otherwise, any rights or privileges which may be necessary or useful for the carrying on of the business of the company;

To institute, enter into, carry on, finance, assist or participate in trade, financial, commercial, mercantile, industrial, manufacturing and other business which this company is authorized to enter into or carry on and to buy, sell and deal in goods, wares and merchandises;

To acquire by purchase, exchange or other title the goodwill, property rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company transacting any business similar to that conducted by the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, bailees, jobbers, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others and to do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To invest the monies of the company not im-

de la manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, tous biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs dans d'autres compagnies appartenant à cette compagnie ou dont cette compagnie a le pouvoir de disposer;

Emettre des actions acquittées en paiement total, ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut acquérir, ou avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus à la compagnie, travail fait pour la compagnie ou en paiement ou à l'acquit des dettes ou obligations dues à la compagnie, sous le nom de "David Mendelsohn Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents actions (200) de cent piastres (100) chacune;

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4767 C.-J. SIMARD.

"Neptune Engine Works, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'octobre 1922, constituant en corporation: William Joseph Courtenay, électricien, William Hargreaves Jennison, ingénieur de marine, Patrick Thomas Lynch, gérant, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Fabriquer, acheter, vendre, louer, réparer ou exploiter tous appareils ou machineries pour la fabrication, génération, conservation, accumulation, transmission de toutes sortes de courants électriques et de toutes sortes de machineries, appareils, dispositifs ou accessoires électriques de toute nature et espèce quelconque;

Fabriquer, réparer, acheter, vendre, échanger, poser, équiper et troquer des engins, machineries, outils, outillages de toutes sortes, et acquérir, acheter, vendre, échanger et troquer tous matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication d'engins, machineries, outil et outillages;

Faire les réparations générales de bateaux, vaisseaux, bateaux à vapeur, barges, bateaux, à voiles et remorqueurs et acheter et vendre des marchandises de toutes sortes, en gros et en détail, sous le nom de "Neptune Engine Works, Limited" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4809 C.-J. SIMARD.

"T. Percy, Hirsch, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920 il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'octobre, 1922, constituant en corporation: Tobias Percy Hirsch, manufacturier, John Albert Engel, avocat and James Burnett Taylor, comptable tous de la cité de Montréal,

mediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute among the shareholders of the company in specie any property of the company and in particular any shares, debentures or security in other companies, belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To issue paid up shares of the company in payment or in part payment for any property rights which may be acquired by or with the approval of the shareholders for any services rendered to or work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of debts or liabilities owing to the company, under the name of "David Mendelsohn Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of October, 1922.

C.-J. SIMARD,
4768 Assistant Provincial Secretary.

"Neptune Engine Works, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1922, incorporating: William Joseph Courtenay, electrician, William Hargreaves Jennison, marine engineer Patrick Thomas Edward Lynch, manager, all of the city and district of Montreal for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, let, repair or operate any or all apparatus or machinery for the manufacture, generation, storage, accumulation, transmission or of any type of electric current, and any and all manner of electric machinery, apparatus, appliance or supplies of any nature or kind whatsoever;

To manufacture, repair, buy, sell, exchange, set-up, equip and deal in engines, machinery, tools, and implements of all kinds, and to acquire, buy, sell, exchange and deal in all materials, metals and articles used in the manufacture of engines, machinery, tools and implements;

To do general repair work of all boats, vessels, steamships, barges, ships, and tugs, and to buy and sell merchandise of all kinds at wholesale and retail, under the name of "Neptune Engine Works, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of October, 1922.

C.-J. SIMARD,
4810 Assistant Provincial Secretary.

"T. Percy, Hirsch, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of October, 1922, incorporating: Tobias Percy Hirsch, manufacturer, John Albert Engel, advocate, and James Burnett Taylor, accountant, all of the city of Montreal, in the district of Mont-

district de Montréal, Province de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de manufacturiers, marchands, importateurs et exportateurs et commerçants en gros et en détail de cigares, cigarettes et tabac et produits de tabac et de toutes sortes d'effets, denrées, marchandises et commodités;

Etablir, exploiter et conduire des fabriques, entrepôts, boutiques et dépôts pour la vente de tous les effets et marchandises dont la compagnie fait le commerce;

Exercer toute autre industrie ou entreprise que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement ou avantageusement exercée en rapport avec son industrie, et acquérir, acheter, louer, et exploiter l'industrie, les biens ou l'entreprise, en totalité ou en partie, de toute compagnie, firme ou individu exerçant toute industrie semblable ou connexe à l'industrie de la compagnie ou susceptible d'être exploitée en rapport avec icelle ou qui sera jugée avantageuse ou profitable à la compagnie;

Acheter, louer, échanger ou acquérir autrement et posséder tous les biens meubles ou immeubles que la compagnie jugera nécessaires ou utiles pour son industrie et ses opérations, y compris les marques de fabrique, dessins industriels, brevets, droits de brevets, patentes, franchises, droits et privilèges et prix de toutes sortes;

Se fusionner ou faire aucun arrangement relatif au partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autres avec toute personnes, firme ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer toute industries ou opérations que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, toutes industries ou opérations qui peuvent être conduites de façon à profiter à cette compagnie;

Souscrire, recevoir ou d'aucune manière, acheter ou acquérir les actions ou valeurs de toute compagnie et les accepter en paiement total ou partiel du prix ou en considération de la vente, location, concession ou autre aliénation de toutes propriétés, droits et privilèges détenus par cette compagnie ou dont elle a la jouissance ou qui lui sont dues, et détenir, gager, vendre, réemettre, avec ou sans garantie, ces dites actions ou valeurs et voter en vertu d'icelles ou les négocier autrement, comme la compagnie jugera convenable;

Emettre, distribuer et repartir comme entièrement acquittées, toutes actions, débentures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, soit en paiement total ou partiel de tous biens oudroits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, gréver ou engager tous biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs aux fins de garantir toutes obligations, débentures, actions-obligations que cette compagnie est autorisée par la loi d'émettre-

Vendre, gréver, engager, hypothéquer, aliéner, louer ou autrement céder la totalité ou aucune partie des biens mobiliers et immobiliers, présents ou futurs, et des droits possédés en aucun temps par la compagnie ou dont elle a la jouissance, aux termes et conditions que cette compagnie jugera convenable;

Prêter et faire des avances des deniers à toute compagnie, firme ou individu, ou garantir leurs contrats ou les indemniser ou se porter garants pour eux ou les aider autrement et placer aucune partie des deniers de la compagnie dans ou sur biens mobiliers ou immobiliers ou toutes autres entreprises ou valeurs que la compagnie jugera convenables de temps à autre, sous le nom de "T.

real, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, merchants, importers and exporters and wholesale and retail dealers in cigars, cigarettes and tobacco, and tobacco products, and in all kinds of goods, wares, merchandises and commodities;

To establish, operate and conduct factories, warehouses, shops or depots for the sale goods and merchandises dealt in by the company;

To carry on any other business or enterprise which may seem to the company capable of being conveniently or advantageously carried on in connection with the business and objects of the company and to acquire, purchase, lease and operate the business, property or undertaking in whole or in part of any company, firm or individual carrying on any business similar or incidental to the business of this company, or being capable of being operated in connection therewith, or which may be deemed beneficial or profitable to the company;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and possess all moveable and immoveable property which the company may deem necessary or useful for its business or operation, including trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, franchises, rights and privileges of any kind whatsoever;

To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to carry on, or any business or transaction capable of being conducted so as to benefit this company;

To subscribe for, receive or in anyway to purchase or acquire the shares and securities of any company, or to accept the same in whole or in part payment of the price or consideration of the sale, lease, concession or other disposal of any property, rights or obligations which may be held or enjoyed by, or due to this company, and such shares and securities to hold, vote upon, pledge, sell, reissue or otherwise deal with as this company may see fit;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, débentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock, which the company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, present or future and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

To lend or advance monies to or guarantee the contracts of, or indemnify or become security for, or otherwise assist any company, firm or individual, and to invest any of the monies of this company in or upon my property, moveable or immoveable, and such other undertakings or securities as this company may from time to time deem expedient under the name of "T,

Percy Hirsch, Inc., avec un capital total de vingt-mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents actions (200), de cent piastres chacune (100).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, en la cité de Montréal,

Daté du bureau du Secrétaire de la Province ce treizième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
4811 C.-J. SIMARD.

Percy Hirsch, Inc., with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred, (100) shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this thirteenth day of October, 1922.

C.-J. SIMARD,
4812 Assistant Provincial Secretary.

"L'Agence Champlain, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1922 constituant en corporation: Wilfrid Pelchat, charretier, Hilarion Leroux, commis et François-Xavier Lacoursière, avocat, tous de la cité et du district des Trois-Rivières, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et disposer de quelque manière que ce soit, détenir, posséder, manufacturer, produire, exporter, importer, faire le commerce général en gros ou en détail, comme principal ou agent et sur commission, en consignment, pour distribution ou livraison, ou autrement des marchandises et produits d'aucune sorte et agir comme marchand à commission et agent expéditeur ou distributeur dans aucune ligne quelconque;

Acheter, vendre, louer, échanger, négocier, et transiger dans les immeubles, soit comme principal ou comme agent;

Agir comme agents, inspecteurs et ajusteurs et représenter aucune association compagnie ou individu engagé directement ou indirectement dans les affaires d'assurance, y compris celles du feu, de la vie, de la marine, de la maladie, de l'accident, de la garantie et de l'indemnité;

Agir comme auditeurs, experts financiers et comptables pour le compte de qui que ce soit;

Souscrire, acheter et acquérir d'une façon quelconque et détenir, soit comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire ou à titre de sécurité collatérale ou autrement, et vendre, changer, transporter, céder en aucune manière, disposer ou transiger dans les bons, les obligations, les débetures, les parts, les actions ou aucune sécurité ou garantie de gouvernement, municipalité, corporation scolaire, banques ou d'aucune autre corporation ou compagnie légalement constituée;

Conduire une agence générale de courtage, d'immeubles et de placements de toutes sortes, y compris des prêts ou garanties sur hypothèques et sur contrats rémérés, et dans des transactions, d'acheter, vendre, prêter, aussi bien pour son propre profit que pour le compte et le profit de clients ou de tiers;

Concourir à la promotion et à l'organisation, le développement ou la gestion d'aucune corporation ou compagnie et de prélever ou d'aider à prélever l'argent pour aider par moyen de bonus, prêts, romesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres sécurités ou autrement aucune autre compagnie ou corporation et d'offrir au public par souscription, aucune part, stock, bon débenture, obligation ou autre sécurité d'aucune compagnie ou corporation;

Agir comme agent pour d'autres dans le placement de fonds ou la promotion de compagnies ou d'entreprises, et conduire une entreprise générale d'agence sous toutes ses formes; gérer, agir comme gérant fiscal ou financier ou autrement comme agent de la part d'aucune compagnie

"L'Agence Champlain, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1922, incorporating Wilfrid Pelchat, carter, Hilarion Leroux, clerk, and François Xavier Lacoursière, advocate, all of the city and district of Three Rivers, for the following purposes:

To buy, sell and in any way whatever to dispose of, hold, possess, manufacture, produce, export, import and generally deal in, both wholesale or retail, as principal or agent or on commission or consignment, for distribution or delivery or otherwise, goods and products of every kind and to act as commission merchant and forwarding agent or distributor in any line whatever;

To buy, sell, lease, exchange, deal in and with immoveables, either as principal or agent;

To act as agents, inspectors and appraisers and to represent any association, company or individual directly or indirectly engaged in the insurance business, including fire, life, marine, sickness, accident, guarantee and indemnity insurance;

To act as auditors, financial experts and accountants for any one whomsoever;

To subscribe for, purchase and acquire in any way and to hold, whether as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, alter, transfer, assign in any manner, dispose of or deal with bonds, obligations, debentures, shares, stocks or any securities of any government, municipality school corporation, banks or of any other corporation or company duly incorporated;

To conduct a general brokerage and real estate and investment agency, including loans or securities on hypothecs or on contracts with right of redemption, and in so doing, to buy, sell, loan for its own profits and for the account and profit of customers or third parties;

To assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company and to raise or assist in raising money to aid by way of bonus, loans, promises, endorsements, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation and to offer for public subscription any share, stock, bond, debenture, obligation or other security of any company or corporation;

To act as agent for others in the investment of money or the promotion of companies or undertakings, and to conduct a general agency business in all branches thereof; to manage, act as fiscal or financial manager or otherwise as agent for any other company and to hold the shares, debentures,

et de détenir les parts, débentures, bons, obligations, garanties, ou aucune autre propriété appartenant à aucune compagnie ou corporation soit que la présente compagnie les détienne et les grèves purement et simplement ou soit que fidéi-commis les ait reçus à titre de garantie ou sous une obligation, quelconque;

Emprunter sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, obligations et autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour la somme jugée convenable, pourvu que chaque bon, obligation ou valeur ne soit pas une somme moindre que celle de \$100.00;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons et de tout emprunt de deniers fait pour les fins de la compagnie;

Payer pour les services rendus à la compagnie ou pour toute autre acquisition de la compagnie en actions libérées de la compagnie ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants, sous le nom de "L'Agence Champlain, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, dixième jour d'octobre 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

4759

bonds, obligations, securities or any other property belonging to any company or corporation whether held and pledged purely and simply by the present company or received as a security or under any obligation whatever by the present company in trust;

To borrow on the credit of the company and issue bonds, debentures and other securities of the company and to pledge or sell the same for such sums as may be deemed expedient, provided that no such bond, debenture or security be for a less sum than \$100.00;

To hypothecate or mortgage the immovables or pledge the moveables of the company or give both the above kinds of securities to secure the payment of such bonds and of any loans of money made for the company's purposes;

To pay for services rendered to the company or for any other acquisition of the company in paid up shares of the company or partly in paid up shares and partly in cash, under the name of "L'Agence Champlain, Limitée", with a total, capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of \$100.00 each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of October, 1922.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

4760

Lettres patentes en vertu de la loi 12 Geo. V, chap. 63-64

Letters Patent in virtue of the Act 12 Geo. V, chap. 63-64

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourrout concerner—SALUT:

ATTENDU qu'en vertu des dispositions des articles 3280b et 3286a S.R.Q., 1909, telles qu'édictees par la loi 12 George V, chapitre 63, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, dans tous les cas où un juge des sessions et magistrat de police veut donner sa démission ou être admis à sa retraite, d'accorder une pension de \$5,000.00 par année à tel juge des sessions et magistrat de police qui donne sa démission dans les trente jours d'une demande qui lui est faite par le Procureur-Général;

ATTENDU que M. Husmer Lanctot, a donné sa démission en sa qualité de juge des sessions et magistrat de police dans et pour le district de Montréal, le 11 avril 1922, à la suite d'une demande qui lui a été faite par le Procureur-Général le 10 avril 1922, et que telle démission a été acceptée;

ATTENDU que M. Husmer Lanctot a agi depuis 1901 soit comme magistrat de district, soit comme magistrat de police, soit comme juge de la Cour des sessions de la paix pour le district de Montréal et qu'à cause de son état de santé et du nombre de ses années de service il est dans les conditions voulues par la loi pour obtenir sa mise à la retraite avec une pension de \$5,000.00 par année;

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

WHEREAS under and by virtue of the provisions of articles 3280b and 3286a Q.R.S., 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 63, the Lieutenant-Governor in Council may grant, in every case where a judge of the sessions and police magistrate is willing to send in his resignation or to be retired on pension, a pension of \$5,000.00 per annum to such judge of the sessions and police magistrate who resigns within thirty days of a request made by the Attorney General for such resignation;

WHEREAS Mr. Husmer Lanctot has sent in his resignation as judge of the sessions and police magistrate in and for the district of Montreal, the 11th of April, 1922, following a request made to him by the Attorney General the 10th of April, 1922, and that such resignation has been accepted;

WHEREAS the said Mr. Husmer Lanctot, has since 1901, filled the office of district magistrates, police magistrate and judge of the sessions of the Peace, for the district of Montreal, and that, owing to his state of health and his number of years of service, he is within the conditions required by law to be retired with a pension of \$5,000.00 per annum.

EN CONSÉQUENCE et conformément aux pouvoirs qui nous sont donnés par la loi précitée nous accordons par les présentes à M. Husmer Lanctot, sa vie durant, et à compter du 1er mai dernier 1922, une pension viagère de \$5,000.00 par année;

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce DIX-SÉPTIÈME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent vingt-deux de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
4789 C.-J. SIMARD,

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT:

ATTENDU qu'en vertu des dispositions des articles 3280b et 3286a S.R.Q., 1909, telles qu'éditées par la loi 12 George V, chapitre 63, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil dans tous les cas où un juge des sessions et magistrat de police veut donner sa démission ou être mis à sa retraite, d'accorder une pension de \$5,000.00 par année à tel juge des sessions et magistrat de police qui donne sa démission dans les trente jours d'une demande qui lui est faite par le Procureur-Général;

ATTENDU que M. Adolphe Bazin a donné sa démission en sa qualité de juge des sessions et magistrat de police dans et pour le district de Montréal le 11 avril 1922, à la suite d'une demande qui lui a été faite par le Procureur-Général le 10 avril 1922, et que telle démission a été acceptée;

ATTENDU que M. Adolphe Bazin a agi soit comme magistrat de police, soit comme juge de la Cour des sessions de la paix, depuis le 4 août 1908, et qu'à cause de son état de santé et du nombre de ses années de service, il est dans les conditions voulues par la loi pour obtenir sa mise à la retraite avec une pension de \$5,000.00 par année;

EN CONSÉQUENCE et conformément aux pouvoirs qui nous sont donnés par la loi précitée, nous accordons par les présentes à M. Adolphe Bazin, sa vie durant, et à compter du 1er mai dernier, 1922, une pension viagère de \$5,000.00 par année.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPA-

THEREFORE and pursuant to the powers conferred upon Us by the aforesaid Act, We grant by these presents, to Mr. Husmer Lanctot, during his lifetime, to date from the first of May last, 1922, a life pension of \$5,000.00 per annum.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SEVENTEENTH day of OCTOBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,
4790 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

WHEREAS under and by virtue of the provisions of articles 3280b and 3286a Q.R.S., 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 63, the Lieutenant-Governor in Council may grant, in every case where a judge of the sessions and police magistrate is willing to send in his resignation or to be retired on pension, a pension of \$5,000.00 per annum to such judge of the sessions and police magistrate who resigns within thirty days of a request made by the Attorney General for such resignation;

WHEREAS Mr. Adolphe Bazin, has sent in his resignation as judge of the sessions and police magistrate in and for the district of Montreal, the 11th of April, 1922, following a request made to him by the Attorney General the 10th of April, 1922, and that such resignation has been accepted;

WHEREAS the said Mr. Adolphe Bazin has filled the office of both police magistrate and judge of the sessions of the Peace, since the 4th of August, 1908, and that owing to his state of health and his number of years of service, he is within the conditions required by law to be retired with a pension of \$5,000.00 per annum.

THEREFORE and pursuant to the powers conferred upon us by the aforesaid Act, We grant, by these presents, to Mr. Adolphe Bazin, during his lifetime, to date from the first of May last, 1922, a life pension of \$5,000.00 per annum.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir

TRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, en l'année mil neuf cent vingt-deux de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,

4787 C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L.S.]
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT:

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3278 des Statuts refondus 1909, tel qu'édicte par la loi 12 George V, chapitre 64, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, dans tous les cas où un magistrat veut donner sa démission ou être mis à sa retraite suivant les articles 3278, 3279, 3280, 3280a des mêmes Statuts, d'accorder une pension de \$3,000.00 par année à tel magistrat s'il donne sa démission dans les trente jours d'une demande qui lui est faite par le procureur général;

Attendu que M. Philéas Corriveau a donné sa démission dans les trente jours de la demande qui lui en a été faite par le procureur général, et que cette démission a été acceptée;

ATTENDU que ledit Philéas Corriveau a été nommé magistrat de district le 13 septembre 1912, et que, à cause du mauvais état de sa santé et vu le nombre de ses années de service, il est dans les conditions voulues par la loi pour obtenir sa mise à la retraite avec une pension viagère annuelle de \$3,000.00;

EN CONSÉQUENCE et conformément aux pouvoirs qui nous sont donnés par la loi précitée, nous accordons par les présentes, à Philéas Corriveau, sa vie durant, et à compter du 16 septembre 1922, une pension viagère de \$3,000.00 par année.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,

4788 C.-J. SIMARD.

CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTEENTH day of OCTOBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L.S.]
GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

WHEREAS under and by virtue of the provisions of article 3278 of the Revised Statutes, 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 64, the Lieutenant-Governor in Council may grant, in every case where a magistrate is willing to send in his resignation or to be retired on pension, pursuant to articles 3278, 3279, 3280 and 3280a, of the same Statutes, a pension of \$3,000.00 per annum to such magistrate who resigns within thirty days of a request made by the Attorney General for such resignation;

WHEREAS Mr. Philéas Corriveau, has sent in his resignation within thirty days of the request made to him by the Attorney General, and that such resignation has been accepted;

WHEREAS the said Mr. Philéas Corriveau was appointed a district magistrate on the 13th of September, 1912, and that owing to his state of health and his number of years of service he is within the conditions required by law to be retired with a pension of \$3,000.00 per annum.

THEREFORE and pursuant to the powers conferred upon Us by the aforesaid Act, We grant, by these presents, to Philéas Corriveau, during his lifetime, to date from the 16th of September, 1922, a life pension of \$3,000.00 per annum.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this NINETEENTH day of OCTOBER in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT:

ATTENDU qu'en vertu des dispositions des articles 3280b et 3286a S. R. Q., 1909, telles qu'éditées par la loi 12 George V, chapitre 63, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, dans tous les cas où un juge des sessions et magistrat de police veut donner sa démission ou être mis à sa retraite, d'accorder une pension de \$5,000.00 par année à tel juge des sessions et magistrat de police qui donne sa démission dans les trente jours d'une demande qui lui est faite par le procureur général;

ATTENDU que M. F.-X. Choquet a donné sa démission en sa qualité de juge des sessions et magistrat de police dans et pour le district de Montréal, le 11 avril 1922, à la suite d'une demande qui lui a été faite par le procureur général le 10 avril 1922, et que telle démission a été acceptée;

ATTENDU que ledit M. F.-X. Choquet a été nommé juge des sessions et magistrat de police, dans et pour le district de Montréal le 24 décembre 1898 et qu'à cause de son état de santé et du nombre de ses années de service il est dans les conditions voulues par la loi pour obtenir sa mise à la retraite avec une pension de \$5,000.00 par année;

EN CONSÉQUENCE et conformément aux pouvoirs qui nous sont donnés par la loi précitée, nous accordons, par les présentes, à M. F.-X. Choquet, sa vie durant, et à compter du 1er mai dernier, 1922, une pension viagère de \$5,000.00 par année.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

4785

C. J. SIMARD.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'icelles peuvent concerner—SALUT:

ATTENDU qu'en vertu des dispositions des arti-

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

WHEREAS under and by virtue of the provisions of articles 3280b and 3286a Q.R.S., 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 63, the Lieutenant Governor in Council may grant, in every case where a judge of the sessions and police magistrate is willing to send in his resignation or to be retired on pension, a pension of \$5,000.00 per annum to such judge of the sessions and police magistrate who resigns within thirty days of a request made by the Attorney General for such resignation;

WHEREAS Mr. F. X. Choquet, has sent in his resignation as judge of the sessions and police magistrate in and for the district of Montreal, the 11th of April, 1922, following a request made to him by the Attorney General the 10th of April, 1922, and that such resignation has been accepted;

WHEREAS the said Mr. F. X. Choquet, was appointed judge of the sessions and district magistrate in and for the district of Montreal, on the 24th of December, 1898, and that owing to his state of health and his number of years of service he is within the conditions required by law to be retired with a pension of \$5,000.00 per annum.

THEREFORE and pursuant to the powers conferred upon Us by the aforesaid Act, We grant, by these presents, to Mr. F. X. Choquet, during his lifetime, to date from the first of May last, a life pension of \$5,000.00 per annum.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTEENTH day of OCTOBER in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the thirteenth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

4786

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

WHEREAS under and by virtue of the provisions

des 3280b et 3286a S.R.Q., 1909, telles qu'éditées par la loi 12 George V, chapitre 63, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, dans tous les cas où un juge des sessions et magistrat de police veut donner sa démission ou être mis à sa retraite, d'accorder une pension de \$5,000.00 par année à tel juge des sessions et magistrat de police qui donne sa démission dans les trente jours d'une demande qui lui est faite par le procureur-général;

ATTENDU que M. Seth P. Leet a donné sa démission en sa qualité de juge des sessions et magistrat de police dans et pour le district de Montréal, le 11 avril 1922, à la suite d'une demande qui lui a été faite par le procureur-général le 10 avril 1922, et que telle démission a été acceptée;

ATTENDU que ledit M. Seth P. Leet a été nommé juge des sessions et magistrat de police dans et pour le district de Montréal le 4 août 1908, et qu'à cause de son état de santé et du nombre de ses années de service il est dans les conditions voulues par la loi pour obtenir sa mise à la retraite avec une pension de \$5,000.00 par année;

EN CONSÉQUENCE et conformément aux pouvoirs qui nous sont donnés par la loi précitée, nous accordons par les présentes, à M. Seth P. Leet, sa vie durant, et à compter du 1er mai dernier, 1922, une pension viagère de \$5,000.00 par année.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la treizième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
4791 C.-J. SIMARD.

of articles 3280b and 3286a Q.R.S., 1909, as enacted by the Act 12 George V, chapter 63, the Lieutenant Governor in Council may grant, in every case where a judge of the sessions and police magistrate is willing to send in his resignation or to be retired on pension, a pension of \$5,000.00 per annum to such judge of the sessions and police magistrate who resigns within thirty days of a request made by the Attorney General for such resignation;

WHEREAS Mr. Seth P. Leet has sent in his resignation as judge of the sessions and police magistrate in and for the district of Montreal, the 11th of April, 1922, following a request made to him by the Attorney General the 10th of April, 1922, and that such resignation has been accepted;

WHEREAS the said Mr. Seth P. Leet has filled the office of both police magistrate and judge of the sessions of the Peace, since the 4th of August, 1908, and that owing to his state of health and his number of years of service he is within the conditions required by law to be retired with a pension of \$5,000.00 per annum.

THEREFORE and pursuant to the powers conferred upon Us by the aforesaid Act, We grant, by these presents, to Mr. Seth P. Leet, during his lifetime, to date from the first of May last, 1922, a life pension of \$5,000.00 per annum.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SEVENTEENTH day of OCTOBER, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,
Pr C. J. SIMARD,
Assistant provincial Secretary.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Les soussignés demanderont à la législature de la Province de Québec, durant cette session, la passation d'une loi ordonnant aux exécuteurs testamentaires de feu Dame Philomène Valois, de faire le partage immédiat des biens revenant aux héritiers tels que nommés dans son testament mais en y ajoutant une allocation pour remplacer certaines obligations auxquelles elle était tenue en vertu du testament de feu Simon Valois son père, et de plus, pour aussi les autoriser de prendre à méme la part de sa succession les frais d'administration d'icelle et des legs particuliers qu'elle a faits. J.-Avila Valois, Ingénieur électricien J.-Arthur Valois, Médecin, Emery Lalonde, Marchand.

4583—42-3

Applications to the Legislature

PUBLIC NOTICE

The undersigned will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for a law ordering to the testamentary executors of the late Dame Philomene Valois, to distribute immediately to the heirs as named in her will, of what is to come due to them but added of an allocation to take place of certain obligations to which she was held under the will of the late Simon Valois, her father; also to authorize them to take over her own share of the estate the amount for costs for the administration of same and for certain particular gifts that she have made. J.-Avila Valois, Electrical Engineer, J.-Arthur Valois, Physician, Emery Lalonde, Merchant.

4584—42-3

Avis public est donné que lors de l'étude du projet de loi de la cité de Montréal, Olivier Archambault, ex-capitaine de police de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire insérer dans la charte de la cité une disposition obligeant la cité à lui payer une pension égale à la demie du salaire moyen par lui touché pendant ses dix dernières années de service.

Montréal, 30 octobre 1922.

L'avocat du requérant,
4843—44—4 J.-OCTAVE MOUSSEAU.

Public notice is hereby given that when the bill amending the charter of the city of Montreal is being considered, Olivier Archambault, ex-captain of police of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to insert in the charter of the city a provision compelling the city to pay him a pension equal to the half yearly salary received by him during his last ten years of service.

Montreal, October 30th 1922.

J.-OCTAVE MOUSSEAU,
4844—44—4 Attorney for applicant.

Vente—Loi de faillite

Dans l'affaire de Edmond Laurendeau, de Saint-Thomas de Montmagny, Qué., cultivateur, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le SIXIEME jour de DECEMBRE 1922, à ONZE heures a. m., sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de la ville de Montmagny, les immeubles de cette faillite décrits comme suit:

a. 1. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Thomas—avec la maison, granges, et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et connu et désigné sous le numéro cent treize (113) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, et plus amplement décrit dans un acte de vente de Thimothé Paradis à Edmond Laurendeau.

2. Une étendue de terre à bois de deux arpents et une perche et demie de front sur environ quinze arpents, borné nord-est à Jos. Couture, ouest à Joseph Thibault et Etienne Moreau, et faisant partie du lot numéro sept cent six (706) au cadastre officiel, borné nord à Prudent Gagné.

3. Une autre terre à bois contenant quarante arpents en superficie sur la troisième concession au sud du Bras Saint-Nicholas, connue sous le numéro sept cent quatre-vingt-dix (790) audit cadastre, bornée ouest à O. Kirouac et E. Moreau nord est à Jos. Couture et l'abbé V.-O. Marois, —circonstances et dépendances.

4. Une autre terre sur la quatrième concession sud du Bras Saint-Nicholas, et portant le numéro mille dix-sept (1017) du cadastre, bornée aux mêmes voisins. Sauf à distraire la partie vendue à l'Abbé Marois, suivant ses titres.

Ces quatre propriétés seront vendues en un seul item.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe 3b de la loi des faillites qui équivaut à la vente au shérif.

Les propriétés plus haut mentionnées peuvent être visitées en tout temps en s'adressant aux soussignés.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Conditions de paiement: Comptant.

Les syndics autorisés,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec.

4849

Sale—Bankruptcy Act

In the matter of Edmond Laurendeau, of Saint-Thomas de Montmagny, Que., farmer, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the SIXTH day of DECEMBER, 1922, at ELEVEN o'clock a. m., will be sold by public auction at the door of the parish church of the parish of Montmagny, the immoveable properties of this assignment as follows:

a. 1. A piece of land situated in the parish of Saint-Thomas de Montmagny—with building, stables, and other buildings thereon erected, and known and designated under number one hundred and thirteen (113) of the official plan for the parish of Saint Thomas de Montmagny, and more fully described in a deed of sale by Thimothé Paradis to Edmond Laurendeau.

2. A piece of wooden land of two acres and one and a half perch in front by fifteen acres, bounded north east Joseph Couture, west Joseph Thibault, and Etienne Moreau, and forming part of lot numbered seven hundred and six (706) of the official plan, bounded north by Prudent Gagné.

3. Another wooden land containing forty acres in superficy on the third concession south of Bras Saint Nicholas, known and designated under number seven hundred and ninety (790) of the said plan, bounded west by O. Kirouac, and E. Moreau, north east Jos. Couture and Revd V. O. Marois, —circumstances and dependencies.

4. Another piece of land situated in the fourth concession of Bras Saint Nicholas, and known and designated under number one thousand and seventeen (1017) of the official plan, bounded by the same neighbors, less the part sold to Revd V. O. Marois, according to his titles.

These properties will be sold in one item.

This sale is made pursuant to article 20 paragraph 3b of the Bankruptcy Act, which has the same effect as a sheriff's sale.

The properties above mentioned can be examined any time on applying to the undersigned.

The titles and certificates can be examined at the offices of the undersigned.

Terms: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,
Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
(Bossé Building), Québec.

4850

VENTES PAR LE SHÉRIF QUÉBEC

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } DANS une cause où DAME
No 1233. } ME CLARA SAVARD,
épouse séparée de biens de feu Pierre-Alphonse
Pepin, en son vivant de Saint-Ambroise-de-la-
Jeune-Lorette, comté de Québec, personnellement
et en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs,
Léopold et Rita Pepin, de Saint-Ambroise-de-la-
Jeune-Lorette, était demanderesse, et la
Corporation de la paroisse de Charlesbourg était
défenderesse; ladite défenderesse contre ladite
demanderesse, à savoir:

1. Les deux tiers indivis de la partie centrale du lot No 1104 (onze cent quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, étant un lopin de terre situé en la seigneurie Saint-Ignace, concession Saint-Bernard, contenant environ seize arpents en superficie; borné au sud par le chemin public, au nord par les terres de Delphis Renaud et Jacques Jobin, à l'ouest par celle de Charles Paquet et à l'est par celle de Jérémie L'Heureux—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Les deux tiers indivis de la partie sud et moitié ouest du lot No 1118 (onze cent dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, étant une terre située en la seigneurie Saint-Ignace, concession Saint-Bernard, contenant un arpent et demi de largeur sur environ quinze arpents de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise; borné d'un bout au sud au chemin public, de l'autre bout au nord par la portion de terre appartenant à Joseph Bédard, du côté est par celle des Demoiselles Pénisson et du côté ouest par celle de Joseph-I. Bédard—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, le HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 2 novembre 1922.

[Première publication, 4 novembre 1922]

[Deuxième publication, 18 novembre 1922]

4845—44-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure

District de Saint-François. } MOISE O'BREA-
No 6. } DY ET DO-
RAIS PANNETON, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François et pratiquant ensemble sous le nom de O'Bready & Panneton, demandeurs; vs ERWIN O'MARA, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à sa sœur Bernice O'Mara, tous deux de la ville de East-Angus, dans le district de Saint-François,

SHERIFF'S SALE QUEBEC

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } IN a cause wherein DAME
No. 1233. } CLARA SAVARD, wife
separate as to property of the late Pierre Alphonse Pepin, in his lifetime of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, county of Quebec, both personally and in her quality of tutrix to her minor children, Léopold and Rita Pepin, of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, was plaintiff; and the corporation of the parish of Charlesbourg, was Defendant; the said defendant against the said plaintiff, to wit:

1. The undivided two thirds of the middle part of the lot No. 1104 (eleven hundred and four, of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, county of Quebec, being a parcel of land situate in the Saint-Ignace seigniory, Saint-Bernard concession, containing about sixteen arpents in superficies; bounded to the south by the public road, to the north by the lands of Delphis Renaud and Jacques Jobin, to the west by that of Charles Paquet and to the east by that of Jérémie L'Heureux—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The undivided two thirds of the south part and west half of the lot No. 1118 (eleven hundred and eighteen of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, county of Quebec, being a tract of land situate in the Saint Ignace seigniory, Saint-Bernard concession, containing one arpent and a half in width by about fifteen arpents in depth, more or less, without warranty of precise measurements; bounded at one end to the south by the public road, at the other end to the north by the parcel of land belonging to Joseph Bédard, on the east side by that of Misses Pénisson and on the west side by that of Joseph I. Bedard—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, county of Quebec, the EIGHTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Québec, November 2nd, 1922. Sheriff.

[First publication, 4th November, 1922]

[Second publication, 18th November, 1922]

4846—44-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Saint Francis, } MOISE O'BREA-
No. 6. } DY AND DO-
RA'S PANNETON, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and practicing together under the name of O'Bready & Panneton, plaintiffs; vs ERWIN O'MARA, both personally in his quality of tutor to his sister Bernice O'Mara, both of the town of East Angus, in the district of Saint Francis, and Alberta

et Alberta O'Mara, fille majeure, de la cité de Montréal, district de Montréal, et Gertrude O'Mara, épouse séparée de biens de Alfred St-Arneault, de la ville de Shawinigan, dans le district de Trois-Rivières, et ledit Alfred St-Arneault, pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, Roland O'Mara, de la cité de Trois-Rivières, district de Trois-Rivières.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs:

Ces certains terrains ou lopins de terre situés dans le canton de Westbury (Ville de East-Angus) et décrits comme suit:

1. Partie du lot numéro douze (12) dans le deuxième rang dudit canton de Westbury, d'après sa subdivision primitive, et maintenant connue au plan cadastral pour ledit canton comme étant partie du lot numéro douze soixante-onze (Pt. 12-71) du deuxième rang dudit canton, (ville de East-Angus), et décrit comme suit: commençant à un point sur le côté ouest du chemin Angus (ainsi nommé) quatorze (14) pieds au nord d'une autre partie dudit lot numéro douze (12) et maintenant connu audit plan, comme étant le lot numéro douze-soixante-dix (12-70) appartenant à Narcisse Grondin; de là, vers le nord cinquante-trois pieds (53); de là, vers l'ouest cinquante-sept pieds (57) plus ou moins, jusqu'au coin nord-ouest d'une partie dudit lot numéro douze (12) maintenant connu audit plan comme étant le lot numéro douze-soixante-douze (12-72) appartenant à Patrick O'Mara; de là, vers le sud en suivant la ligne est dudit lot appartenant à Patrick O'Mara, cinquante-trois pieds et demie (53½) jusqu'à un point quatorze pieds (14) au nord dudit terrain de Grondin, et de là vers l'est parallèlement à la ligne nord du terrain présentement décrit, cinquante-sept pieds (57), plus ou moins, jusqu'au point de départ; bornée à l'est par ledit chemin Angus, au nord par une autre partie dudit lot numéro douze (12), maintenant connu comme étant partie du lot numéro douze-soixante-quatorze (12-74), appartenant à Charles Ashe; à l'ouest partie du lot numéro douze (12) maintenant connu audit plan comme étant le lot douze-soixante-douze (12-72), appartenant audit Patrick O'Mara; au sud, par ladite partie du lot numéro douze-soixante-onze (12-71), de quatorze pieds (14) de largeur qui sert de rue et contenant trois mille quarante-neuf pieds et demi (3049 ½) en superficie, sujet aux droits accordés par ledit Charles Ashe à la Royal Paper Mill Company de poser sur ledit terrain, les pompes, billes, tuyaux ou tubes pour conduire l'eau à leur moulin et les réparer et les renouveler.

2. Partie du lot numéro douze-trente (12-30) dans ledit deuxième rang dudit canton de Westbury (ville de East-Angus) bornée à l'est par le chemin Angus, au nord par le numéro douze-trente-un (12-31) du second rang dudit canton, au sud par la rue York, à l'ouest par une autre partie du lot numéro douze-trente (12-30) appartenant à Alphonse Lefebvre ou représentants et mesurant en largeur du nord au sud trente pieds (30), plus ou moins et en longueur de l'est à l'ouest cent quatre pieds et contenant trois mille cent vingt pieds en superficie, plus ou moins.

3. Le lot numéro douze soixante-douze (12-72) dans ledit deuxième rang dudit canton de Westbury (ville de East-Angus) contenant trois mille cinq cent vingt-cinq pieds (3525) en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury, East-Angus,

O'Mara, spinster of the full age of majority, of the city of Montreal; district of Montreal, and Gertrude O'Mara, wife separate as to property of Alfred St-Arneault, of the town of Shawinigan, in the district of Three Rivers, and the said Alfred St. Arneault to authorize his said wife for the purposes hereof, Rolland O'Mara, of the city of Three Rivers, district of Three Rivers, defendants.

Seized as belonging to the said defendants.

Those certain tracts or parcels of land, situated in the township of Westbury, town of East-Angus, and described as follows:

1. Part of the lot number twelve in the second range of the said township of Westbury, by the primitive subdivision thereof and now known on the cadastral plan for the said township, as part of the lot number twelve seventy one (P.12-71) in the second range of the said township (town of East-Angus) and described as follows: commencing at a point on the westerly side of the Angus road (so called) fourteen feet north from another part of the said lot number twelve and now known on the said plan, as the lot number twelve seventy, owned by Narcisse Grondin; thence running north fifty three feet; thence running west fifty seven feet, more or less, to the northeast corner of another part of the said lot number twelve now known on the said plan, as the lot number twelve seventy two, owned by Patrick O'Mara; thence running south in following the east line of the said lot, owned by Patrick O'Mara, fifty three and one half feet, to a point fourteen feet north of the said Grondin's land, and thence running east parallel to the north line of the hereby described land, fifty seven feet, more or less, to the place of commencement; bounded easterly by the said Angus road; northerly by another part of the said lot number twelve now known on the said plan, as part of the lot number twelve seventy four, owned by Charles Ashe; westerly by part of the said lot number twelve now known on the said plan as the lot number twelve seventy two, owned by the said Patrick O'Mara, and southerly by the said part of the said lot number twelve seventy one, of fourteen feet wide, used as a street and containing three thousand and forty nine and one half feet in superficies, subject to the right granted by the said Charles Ashe to the Royal Paper Mills Co'y to lay across the said lands pump logs, pipes or tubes to lead water to their mill and to repair and renew them.

2. Part of the lot number twelve thirty in the said second range of the said township of Westbury (town of East-Angus) bounded easterly by the Angus road; on the north by the lot number twelve thirty one in the second range of the said township; on the south by York street, and on the west by another part of the lot number twelve thirty owned by Alphonse Lefebvre or representatives and measuring in width from north to south thirty feet, more or less, and in length from east to west one hundred and four feet and containing three thousand one hundred and twenty feet in superficies more or less.

3. The lot number twelve seventy two in the said second range of the said township of Westbury (Town of East-Angus) containing three thousand five hundred and twenty five feet in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Westbury, East-Angus, the

le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain
1922 à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 31 octobre 1922.

[Première publication, 4 novembre 1922]
4847-44-2

FIFTH day of DECEMBER next 1922, at TEN
o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. E. THERRIEN,
Sherbrooke, 31st October, 1922. Sheriff.

[First publication, 4th November, 1922]
4848-44-1

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 44

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Beaulieu vs Lavoie.....	2839
" Bellemarre vs Bourassa.....	2758
" Bolduc vs Couture.....	2759
" Bridget <i>alias</i> Dilia Egan vs Hylans..	2758
" Cornfield vs Garshon.....	2759
" Côté vs Bélanger.....	2759
" Demers vs Bleau.....	2758
" Lafond vs Fortin.....	2757
" Lemonde vs Huot.....	2759
" Magoon vs Chapman.....	2758
" Poitras vs Poitras.....	2758
" Ravid vs Heilig.....	2757
" Tennenhouse vs Lasnier.....	2759

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—

Dame Chandonnet vs Chandonnet.....	2760
------------------------------------	------

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 2737

AVIS DIVERS :—

Erection en ville du village de Beauport.....	2760
---	------

BUREAU-CHEF :—

Madeleine River Pulp Co. Lt'd.....	2761
------------------------------------	------

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Archambault, Olivier.....	2796
Charles A. Pratt <i>et al.</i>	2753
Chauvin, Frank Bernard.....	2752
Chevaliers de Colomb, district de Mont-réal.....	2751
Cité de Québec.....	2754
Cité de Verdun.....	2755
Corporation ville Laval-des-Rapides....	2755
Dutilly, A.....	2753
J.-B. Delage.....	2752
La Coopérative centrale des Agriculteurs de Québec <i>et al.</i>	2751
Laurencelle, Georges.....	2756
L'Entrepôt Frigorifique St-Maurice, ltée..	2756
O. Lemay <i>et al.</i>	2752
Quartier Notre-Dame-de-Grâce.....	2753
Quebec Golf Club.....	2752
Study Corporation.....	2755
Succession Dame Eléonore Gauvin-Ostell	2756
Succession Dame Philomène Valois....	2795
Succession Jacques Rochon.....	2752
The Saint-Francis Valley Railway Co..	2751
Ville de Kénogami <i>et al.</i> , re: pont sur la rivière Saguenay.....	2754

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Partie Saint-Prosper à Saint-Côme....	2757
---------------------------------------	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY

Dme Beaulieu vs Lavoie.....	2759
" Bellemarre vs Bourassa.....	2758
" Bolduc vs Couture.....	2759
" Bridget <i>alias</i> Dilia Egan vs Hylans..	2758
" Cornfield vs Garshon.....	2759
" Côté vs Bélanger.....	2759
" Demers vs Bleau.....	2758
" Lafond vs Fortin.....	2757
" Lemonde vs Huot.....	2759
" Magoon vs Chapman.....	2758
" Poitras vs Poitras.....	2758
" Ravid vs Heilig.....	2757
" Tennenhouse vs Lasnier.....	2759

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dame Chandonnet vs Chandonnet.....	2760
------------------------------------	------

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 2737

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Erecting of Village of Beauport, into town.....	2760
---	------

CHIEF-OFFICE :—

Madeleine River Pulp Co. Lt'd.....	2761
------------------------------------	------

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Archambault, Olivier.....	2796
Charles A. Pratt <i>et al.</i>	2753
Chauvin, Frank Bernard.....	2752
Knights of Columbus, district of Montreal.....	2751
City of Quebec.....	2754
City of Verdun.....	2755
Corporation town of Laval-des-Rapides..	2755
Dutilly, A.....	2753
J.-B. Delage.....	2752
La Coopérative centrale des Agriculteurs de Québec <i>et al.</i>	2751
Laurencelle, Georges.....	2756
The St. Maurice Cold Storage, Lt'd....	2756
O. Lemay <i>et al.</i>	2752
Notre-Dame-de-Grâce Ward.....	2753
Quebec Golf Club.....	2752
Study Corporation.....	2755
Estate Dame Eléonore Gauvin-Ostell...	2756
Estate Dame Philomène Valois.....	2795
Estate Jacques Rochon.....	2752
The Saint Francis Valley Railway Co..	2751
Town of Kénogami <i>et al.</i> , re: bridge on the Saguenay river.....	2754

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Part Saint-Prosper to Saint Come....	2757
--------------------------------------	------

4 Nov

2800

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Saint-Edouard-de-Napier-ville..... 2757

LETTRES PATENTES :—

Canadian United States Knitting Co.... 2781
✓ Côte-des-Neiges Development Co..... 2746
✓ David Mendelsohn, Inc..... 2787
✓ Gozzie & Carmel, ltée..... 2741
✓ J.-A. Roberge, ltée..... 2739
✓ L'Agence Champlain, ltée..... 2790
✓ La Compagnie d'Aqueduc du Lac Bouchette, ltée..... 2740
La Compagnie de Prêts et Placements, ltée..... 2742
La Crèmerie de Nicolet, ltée..... 2786
✓ La Mode Dress Company..... 2750
✓ Neptune Engine Works, Lt'd..... 2788
✓ Syndicat de Financiers, ltée..... 2747
✓ The International Storage and Warehouse Co. Lt'd..... 2743
✓ T. Percy, Hirsch, Inc..... 2788
✓ Viau Construction Limited..... 2784
✓ Villeray Lumber Coy, Lt'd..... 2785

LETTRES PATENTES EN VERTU DE LA LOI 12
GEORGE V, CHAPITRE 64 :—

Bazin, Adolphe..... 2792
Choquet, F.-X..... 2794
Corriveau, Philéas..... 2793
Lancôt, Husmer..... 2791
Leet, Seth P..... 2794

LIQUIDATION, AVIS DE :—

National Amusement Co. Lt'd..... 2761

MINUTES DE NOTAIRES :—

En faveur de: Legault, Joseph-Théophile. 2761

ORDRE DE COUR :—

Cloutier vs Brulotte..... 2761

PROCLAMATION :—

Terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi—district de Rimouski..... 2738

SOUMISSIONS :—

Municipalité de Westbury..... 2762

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Begin, Joseph..... 2764
Bellemarre, Emile..... 2763
Desnoyers, Théopitus..... 2764
Grenier, Alphonse..... 2765
Héroux, Louis-Adolphe..... 2769
Laurendeau, Edmond..... 2796
Lavigne, Adélar..... 2769
Maisonneuve & Frères..... 2766
Montplaisir, Napoléon..... 2768
New York & Dominion Corporation..... 2766
North American Oil Co..... 2763
Turcotte, Roméo..... 2762
Weiss, Aline..... 2765

TREASURY DEPARTMENT :—

La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de Saint-Edouard-de-Napier-ville..... 2757

LETTERS PATENT :—

Canadian United States Knitting Co.... 2781
Côte-des-Neiges Development Co..... 2746
David Mendelsohn, Inc..... 2787
Gozzie & Carmel, ltée..... 2741
J.-A. Roberge, ltée..... 2739
L'Agence Champlain, ltée..... 2790
La Compagnie d'Aqueduc du Lac Bouchette, ltée..... 2740
La Compagnie de Prêts et Placements, ltée..... 2742
La Crèmerie de Nicolet, ltée..... 2786
La Mode Dress Company..... 2750
Neptune Engine Works, Lt'd..... 2788
Syndicat de Financiers, ltée..... 2747
The International Storage and Warehouse Co. Lt'd..... 2743
T. Percy, Hirsch, Inc..... 2788
Viau Construction Limited..... 2784
Villeray Lumber Coy, Lt'd..... 2785

LETTERS PATENTS IN VIRTUE OF THE ACT 12
GEORGE V, CHAPTER 64 :—

Bazin, Adolphe..... 2792
Choquet, F.-X..... 2794
Corriveau, Philéas..... 2793
Lancôt, Husmer..... 2791
Leet, Seth P..... 2794

WINGING UP NOTICE :—

National Amusement Co. Lt'd..... 2761

NOTARIAL MINUTES :—

In favor of: Legault, Joseph-Théophile. 2761

RULE OF COURT :—

Cloutier vs Brulotte..... 2761

PROCLAMATION :—

Extraordinary term of the Court of King's Bench—district of Rimouski.. 2738

TENDERS :—

Municipality of Westbury..... 2762

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Begin, Joseph..... 2764
Bellemarre, Emile..... 2763
Desnoyers, Théopitus..... 2764
Grenier, Alphonse..... 2765
Héroux, Louis-Adolphe..... 2769
Laurendeau, Edmond..... 2796
Lavigne, Adélar..... 2769
Maisonneuve & Frères..... 2766
Montplaisir, Napoléon..... 2768
New York & Dominion Corporation..... 2766
North American Oil Co..... 2763
Turcotte, Roméo..... 2762
Weiss, Aline..... 2765

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

Clair vs Beaulac.....	2770
Henderson vs Cloutier.....	2771
Lacroix vs Poulin.....	2771

BEDFORD :—

Giroux vs Bolduc.....	2772
La Banque d'Hochelaga vs Meunier (Dame).....	2771
Morin (Dame) vs Royer.....	2772

CHICOUTIMI :—

Giroux vs Bourgeois.....	2773
Le prêt Hypothécaire vs Desgagné.....	2773

GASPÉ :—

P.-T. Légaré, ltée vs Brousseau <i>et al.</i> ...	2774
---	------

MONTMAGNY :—

Bernier vs Fortin.....	2774
------------------------	------

MONTREAL :—

Brousseau vs Binette.....	2776
Cité d'Outremont vs St-Germain.....	2776
Lacombe vs Lavoie <i>et al.</i>	2775
Lefebvre <i>et al.</i> vs Gagnon <i>et al.</i>	2777
Legault dit Deslauriers vs Jasmin.....	2777
Léonard (Dme) vs Villemare.....	2778
Silverstone vs Bilsky <i>et al.</i>	2778

PONTIAC :—

Moodie vs Derouin <i>et al.</i>	2779
---------------------------------------	------

QUÉBEC :—

Savard (Dme) vs paroisse de Charles- bourg.....	2797
--	------

SAINT-FRANÇOIS :—

O'Bready <i>et al.</i> vs O'Mara <i>et al.</i>	2797
--	------

SAINT-HYACINTHE :—

Reeves vs Lefebvre.....	2780
-------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES :—

Beaudoin (Dme) <i>et al.</i> vs Héon.....	2780
---	------

SHERIFF'S SALES :—

ARTHABASKA :—

Clair vs Beaulac.....	2770
Henderson vs Cloutier.....	2771
Lacroix vs Poulin.....	2771

BEDFORD :—

Giroux vs Bolduc.....	2772
La Banque d'Hochelaga vs Meunier (Dame).....	2771
Morin (Dame) vs Royer.....	2772

CHICOUTIMI :—

Giroux vs Bourgeois.....	2773
Le Prêt Hypothécaire vs Desgagné.....	2773

GASPÉ :—

P.-T. Légaré, ltée vs Brousseau <i>et al.</i> ...	2774
---	------

MONTMAGNY :—

Bernier vs Fortin.....	2774
------------------------	------

MONTREAL :—

Brousseau vs Binette.....	2776
City of Outremont vs St-Germain.....	2776
Lacombe vs Lavoie <i>et al.</i>	2775
Lefebvre <i>et al.</i> vs Gagnon <i>et al.</i>	2777
Legault dit Deslauriers vs Jasmin.....	2777
Léonard (Dme) vs Villemare.....	2778
Silverstone vs Bilsky <i>et al.</i>	2778

PONTIAC :—

Moodie vs Derouin <i>et al.</i>	2729
---------------------------------------	------

QUEBEC :—

Savard (Dme) vs parish of Charles- bourg.....	2797
--	------

SAINT FRANCIS :—

O'Bready <i>et al.</i> vs O'Mara <i>et al.</i>	2797
--	------

SAINT-HYACINTHE :—

Reeves vs Lefebvre.....	2780
-------------------------	------

THREE RIVERS :—

Beaudoin (Dme) <i>et al.</i> vs Héon.....	2780
---	------

